

NUMÉRO 46 ÉDITION EN FRANÇAIS NOVEMBRE 2023

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN & LA LUTTE POUR LE POUVOIR OUVRIER

UN PROGRAMME POUR LA IVe INTERNATIONALE

Documents de la Huitième Conférence de la Ligue communiste internationale

ALGÉRIE.........50 DA BELGIQUE, FRANCE.........3 € QUÉBEC/CANADA.........4 $Cdn USA.........US$3

Sommaire

édition en français

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITÉ DE RÉDACTION : Herminio Sanchez (responsable), Julia Emery (coordination), Vincent David, Charles Galarneau, Blandine Hauser, G. Perrault, Sacramento Talavera

RÉALISATION : François Donau et V. Piett

DIFFUSION : Susan Fuller (New York), K. Silver (Paris), Miriam McDonald (Montréal)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA
Téléphone : +1 (212) 732-7862

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles de ce numéro sont traduits de Spartacist *édition en anglais no 68, septembre 2023, sauf la déclaration sur Gaza parue le 10 octobre.*

Date de clôture : 28 octobre 2023

numéro 46 novembre 2023



Éditorial

Huitième Conférence internationale de la LCI

Les crises se succèdent, secouant le monde au rythme du déclin de l'hégémonie américaine. Alors que le sort du prolétariat mondial est en jeu, il y a un besoin criant d'une direction révolutionnaire. Mais le mouvement ouvrier se trouve désarmé et désorienté.

C'est dans ce contexte que la Ligue communiste internationale a tenu cet été sa Huitième Conférence internationale, à laquelle ce numéro de *Spartacist* est consacré. Le document que nous avons adopté comme nouveau programme, « Le déclin de l'empire américain et la lutte pour le pouvoir ouvrier – Un programme pour la IVe Internationale » (page 3), répond aux principaux problèmes politiques qui hantent la gauche et le mouvement ouvrier depuis 30 ans. Il développe une analyse marxiste de la période postsoviétique et trace une voie révolutionnaire pour les luttes ouvrières aujourd'hui.

Le triomphe de l'impérialisme américain après la chute de l'URSS a inauguré une ère nouvelle où le libéralisme est devenu l'idéologie politique dominante. Le mouvement ouvrier et la gauche socialiste ont passé la période postsoviétique à se mettre à la remorque de mouvements et de politiciens libéraux, sous la direction desquels ne se sont succédées que défaites et démoralisation, ce qui a alimenté la montée de la réaction.

L'argument central développé dans ce document est que la tâche des révolutionnaires, ces 30 dernières années ***comme aujourd'hui***, c'est d'amener le mouvement ouvrier à ***rompre*** avec les forces libérales sous toutes leurs formes ainsi qu'avec leurs conciliateurs centristes. Ce n'est pas une nouvelle invention, mais la leçon centrale du léninisme adaptée à la réalité d'aujourd'hui.

Un des fils conducteurs du document (et de la conférence) c'est l'importance de la méthode marxiste, c'est-à-dire baser l'intervention communiste sur une analyse matérialiste de la situation mondiale et des obstacles sur la voie de la lutte pour le socialisme. Sans cela, il est impossible de répondre correctement à la question : « Que faire ? »

* * *

À l'époque de l'impérialisme, il est vital d'avoir une stratégie révolutionnaire pour les pays du Sud global. Au fur et à mesure de son déclin, l'impérialisme américain leur

suite page 14



Al Jazeera/ZUMA (en haut), Osan/AP (en bas)

En haut : Les États-Unis s'extirpent d'Afghanistan dans le chaos en août 2021. En bas : Grève des ouvriers de Maruti Suzuki à Manesar (Inde) en octobre 2011.

Un programme pour la IVe Internationale

INTRODUCTION

Le document suivant a été adopté par la Huitième Conférence internationale de la LCI.

À tout point de vue, les 30 années depuis l'effondrement de l'Union soviétique ont été des années de stabilité relative à l'échelle de l'histoire mondiale. Cette période a vu des crises et des conflits violents, mais ils étaient l'exception plutôt que la règle et n'ont jamais atteint l'ampleur des grands bouleversements du XXe siècle. Les conflits armés étaient de moindre envergure, le niveau de vie de millions de personnes s'est amélioré et de nombreuses régions du monde ont connu une libéralisation sociale. Comment cela a-t-il été possible après la destruction de l'URSS, une défaite catastrophique pour la classe ouvrière internationale ?

Pour la bourgeoisie impérialiste et ses laquais, cette réalité prouve définitivement la supériorité du capitalisme libéral américain sur le communisme. Mais quelle a été la

réponse de ceux qui se réclamaient du marxisme ? Le Parti communiste de Chine (PCC) est devenu le porte-drapeau de la mondialisation économique, adhérant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et reléguant le socialisme à des fonctions purement cérémonielles. Beaucoup de groupes staliniens pro-Moscou se sont tout simplement désintégrés. Quant aux groupes trotskystes, ils se sont mis à la traîne des mouvements libéraux contre la guerre, l'austérité et le racisme, incapables de justifier la nécessité d'un parti révolutionnaire. Certains « marxistes » ont continué de prêcher le socialisme pour l'avenir, mais aucun n'a construit une opposition révolutionnaire au triomphalisme libéral.

Aujourd'hui le libéralisme perd de son attrait. La pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont marqué un tournant dans la situation mondiale. Les crises deviennent la règle et la stabilité l'exception. Alors que l'hégémonie américaine est menacée et que tous les facteurs qui favorisaient la stabilité se dissipent, très peu de gens ont l'illusion que la période à venir sera paisible. Même si le libéralisme a encore ses défenseurs, notamment dans le mouvement ouvrier, ils ne sont plus confiants ni à l'offensive mais sont au contraire hystériques et sur la défensive car ils sentent le sol se dérober sous leurs pieds. Le libéralisme confronte désormais de véritables adversaires, qu'il s'agisse du populisme de droite ou de gauche, de l'islamisme, du nationalisme hindou ou du stalinisme chinois. Les libéraux eux-mêmes se déchirent entre eux sur les critères du politiquement correct et de la politique identitaire. Mais alors que le ciel se noircit et que l'impérialisme américain et ses alliés cherchent à reprendre l'initiative, l'avant-garde du prolétariat reste désorganisée et désorientée.

Il faut reprendre la lutte qu'avait entamée Lénine et poursuivie Trotsky pour que le mouvement ouvrier rompe avec l'opportunisme en appliquant cette lutte aux tâches et à la dynamique du monde actuel. La Huitième Conférence internationale de la LCI et le présent document cherchent à donner une fondation solide à cette lutte en évaluant de façon critique la période postsoviétique de triomphalisme libéral et en esquissant certains éléments fondamentaux d'analyse et de programme pour cette nouvelle période caractérisée par le déclin de l'hégémonie américaine. Alors que la classe ouvrière mondiale confronte catastrophes et conflits, le besoin d'un parti révolutionnaire d'avant-garde international capable de mener les travailleurs au pouvoir est plus urgent que jamais.

I. LES ORIGINES DU MONDE UNIPOLAIRE

Les États-Unis étaient à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale la puissance incontestée du monde capitaliste. Leur économie nationale représentait 50 % du PIB mondial, ils détenaient 80 % des réserves mondiales en devises fortes, ils avaient l'armée la plus puissante et ils étaient le principal créancier du monde. Ils ont utilisé cette position dominante pour réorganiser l'ordre international. Les accords de Bretton Woods ont fait du dollar américain la monnaie de réserve mondiale et toute une série d'institutions furent créées (ONU, FMI, Banque mondiale, OTAN) pour entériner la domination des États-Unis et jeter les bases d'un ordre mondial capitaliste libéral.

Malgré la puissance économique écrasante des États-Unis, l'URSS représentait un contrepoids majeur. L'Armée rouge était une force redoutable qui avait sous son contrôle toute l'Europe de l'Est. Malgré les tentatives de Staline pour parvenir à un accord durable avec l'impérialisme américain, aucun accord n'était possible. L'existence même de l'Union soviétique et sa puissance constituaient un défi pour la domination du capitalisme américain. Des luttes anticoloniales éclataient partout dans le monde et les forces anti-impérialistes se tournaient vers l'URSS pour obtenir un soutien politique et militaire. La Révolution chinoise victorieuse de 1949 renforça encore le poids du monde non capitaliste, semant l'hystérie et la panique aux États-Unis. Le monde était dans les faits divisé en deux sphères d'influence concurrentes qui représentaient deux systèmes sociaux rivaux.

Au fur et à mesure que les autres puissances impérialistes se reconstruisaient et que les États-Unis se lançaient dans des aventures militaires anticommunistes successives, on vit apparaître les premiers signes de leur surextension impériale. Leur défaite au Viêt Nam a marqué un tournant conduisant à une période de turbulences économiques et politiques aux États-Unis comme à l'étranger. Au début des années 1970, il y avait de fortes raisons de penser que le soi-disant « siècle américain » allait connaître une fin prématurée. Cependant, les possibilités révolutionnaires de la fin des années 1960 et du début des années 1970 (France 1968, Tchécoslovaquie 1968, Québec 1972, Chili 1970-1973, Portugal 1974-1975, Espagne 1975-1976) se soldèrent toutes par des défaites. En assurant ces défaites, les directions opportunistes de la classe ouvrière ont fourni à l'impérialisme la marge de manœuvre qu'il lui fallait pour se restabiliser. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'impérialisme repassa à l'offensive, marquant le début de l'ère néolibérale de privatisations et de libéralisation économique. En 1981, Reagan infligea une défaite décisive à la classe ouvrière américaine en écrasant la grève des contrôleurs aériens de PATCO. D'autres défaites suivirent pour la classe ouvrière internationale, notamment celle des mineurs britanniques en 1985. Dans cette période, la pression sur l'URSS devint de plus en plus forte, la guerre froide atteignit de nouveaux sommets et les



Globe Photos

Sommet de l'OTAN, alliance anticommuniste dirigée par les États-Unis (Paris, 1957).


Brauchli/Reuters


Reinstein/Corbis

À gauche : Chute du mur de Berlin en novembre 1989. À droite : L'impérialiste en chef Bush père annonce en mars 1991 un « nouvel ordre mondial », marqué par l'hégémonie incontestée des États-Unis, après le massacre de la guerre du Golfe.

États-Unis exploitèrent la rupture sino-soviétique grâce à leur alliance antisoviétique avec la Chine.

À la fin des années 1980, l'URSS et le bloc de l'Est étaient en proie à une profonde détresse économique et politique. Le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan et la victoire contre-révolutionnaire de Solidarność en Pologne démoralisèrent encore davantage la bureaucratie au pouvoir à Moscou. Une fois que Moscou avait liquidé la RDA (Allemagne de l'Est) et donné son accord à la réunification de l'Allemagne, il ne fallut pas longtemps pour qu'elle liquide l'Union soviétique elle-même. Les pressions de l'impérialisme mondial, auxquelles s'ajoutait la démoralisation de la classe ouvrière du fait de décennies de traîtrise stalinienne, conduisirent à la liquidation finale des acquis de la révolution d'Octobre. En 1991, le rapport de force international entre les classes avait basculé de façon décisive en faveur de l'impérialisme au détriment de la classe ouvrière et des opprimés du monde.

II. LE CARACTÈRE RÉACTIONNAIRE DE LA PÉRIODE POSTSOVIÉTIQUE

L'ultra-impérialisme, *made in the USA*

L'URSS s'étant effondrée, l'ordre mondial n'était plus défini par le conflit entre deux systèmes sociaux mais par l'hégémonie des États-Unis. Aucun pays ou groupe de pays ne pouvait rivaliser avec eux. Leur PIB était presque deux fois supérieur à celui du Japon, leur plus proche rival. Ils contrôlaient les flux de capitaux à l'échelle mondiale. Sur le plan militaire, aucune puissance ne leur arrivait à la cheville. Le modèle américain de démocratie libérale fut proclamé l'apogée du progrès vers lequel tous les pays devaient converger.

À bien des égards, l'ordre qui en ressortit ressemblait à l'« ultra-impérialisme », un système dans lequel les grandes puissances s'entendent pour piller ensemble le monde. Ce n'était pas le résultat de l'évolution pacifique du capital financier, comme l'avait prévu Karl Kautsky, mais de la suprématie d'une seule puissance bâtie sur les cendres de l'impérialisme en Europe et au Japon après la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis avaient reconstruit ces empires en ruine et les avaient unifiés dans une alliance anticommuniste pendant la guerre froide. À la fin de celle-ci, ce front uni impérialiste ne fut pas dissous mais au contraire renforcé de nombreuses façons. Par exemple, la réunification de l'Allemagne n'a pas provoqué une augmentation des tensions en Europe, comme beaucoup le craignaient, mais a eu lieu avec la bénédiction des États-Unis et de l'OTAN.

La stabilité exceptionnelle de la période postsoviétique s'explique par les avantages écrasants des États-Unis sur leurs rivaux, combinés à l'ouverture au capital financier de vastes marchés qu'il n'avait pas pu exploiter jusqu'alors. En 1989, un tiers de la population mondiale vivait dans des pays non capitalistes. La vague de contre-révolution qui commença cette année-là conduisit à la destruction complète de nombreux États ouvriers ou, comme dans le cas de la Chine, à l'ouverture au capital impérialiste tout en maintenant les fondements d'une économie collectivisée. Ces évolutions ont donné un nouveau souffle à l'impérialisme. Au lieu de s'entre-déchirer pour des parts de marché, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont travaillé ensemble pour amener l'Europe de l'Est dans le giron politique et économique de l'Occident. L'Union européenne (UE) et l'OTAN ont été élargies en tandem jusqu'aux frontières mêmes de la Russie. En Asie, la situation était analogue : les États-Unis et le Japon ont collaboré pour encourager et exploiter la libéralisation économique en Chine et dans le reste de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Le front uni des grandes puissances ne laissait au reste du monde guère d'autre choix que de se plier aux diktats politiques et économiques des États-Unis. Dans un pays après l'autre, le FMI et la Banque mondiale ont réécrit les règles en fonction des intérêts du capital financier américain. Ce « néolibéralisme » était déjà bien avancé dans les années 1980, mais la destruction de l'Union soviétique lui donna un nouvel élan. Les quelques pays qui ont refusé ou qui ont été empêchés de suivre la voie états-unienne (Iran, Venezuela, Corée du Nord, Cuba, Irak, Afghanistan) ne représentaient aucune menace significative pour l'ordre mondial.

suite page 24

Qu'est-ce qu'une direction révolutionnaire ?

Le document suivant a été adopté par la Huitième Conférence internationale de la LCI.

Les grandes périodes de lutte de classe unissent le mouvement ouvrier dans une lutte commune contre la classe capitaliste. Les périodes de réaction ont l'effet inverse ; elles exacerbent ses divisions selon des lignes nationales, raciales, de genre et de métier. Ces cycles d'unité et de division se reflètent au sein de l'avant-garde du mouvement ouvrier, c'est-à-dire des partis et des organisations qui prétendent lutter pour la révolution socialiste. Au cours de la longue période de réaction postsoviétique, la gauche marxiste s'est morcelée en groupes de plus en plus petits, sur fond de dogmes et de cliques. Avec autant de groupes prétendant fournir une direction révolutionnaire, la question se pose : en quoi consiste au juste une direction révolutionnaire ? À l'heure actuelle, où la lutte de classe s'intensifie au rythme des bouleversements mondiaux, une réponse correcte à cette question est essentielle. D'une part pour évaluer le bilan des organisations prétendant lutter pour la révolution et d'autre part pour établir la base pour l'unification internationale de l'avant-garde révolutionnaire.

La question de la direction révolutionnaire est pratiquement toujours présentée d'une manière plus compliquée qu'elle ne l'est vraiment. En vérité, sur cette question de base du marxisme – et c'est le cas la plupart du temps – il n'y a pas de meilleure réponse que l'explication simple et claire du *Manifeste du Parti communiste* :

> « Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs à l'ensemble du prolétariat et indépendants de la nationalité ; d'autre part, aux divers stades de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement général.
>
> « Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus décidée, la plus mobilisatrice des partis ouvriers de tous les pays ; théoriquement, ils ont, sur le reste de la masse du prolétariat, l'avantage d'une vision claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien. »

Une direction communiste de la lutte de classe doit avoir une compréhension scientifique des rapports de classe, depuis la situation internationale jusqu'aux conditions d'un lieu de travail individuel. Une direction est communiste non pas par la pureté de ses intentions, par sa doctrine abstraite ou parce qu'elle proclame qu'il faut la « dictature du prolétariat », mais par sa capacité d'avancer la ligne de conduite correspondant le mieux aux intérêts objectifs du mouvement ouvrier dans son ensemble. Il faut être guidé par le but final – renverser le capitalisme et établir un ordre socialiste international. Mais on ne peut se rapprocher de ce but que dans la mesure où on le poursuit en partant de la réalité d'un temps et d'un lieu donnés, non pas en évitant mais en affrontant les principaux obstacles qui se dressent sur son passage.

Il découle de cette conception que la seule façon d'évaluer le caractère révolutionnaire d'un parti ou d'un groupe est de juger si, dans le cours des événements, il se bat pour les intérêts du mouvement dans son ensemble ou si ceux-ci sont sacrifiés aux intérêts d'autres classes ou de secteurs isolés du mouvement ouvrier. À chaque tournant de la lutte de classe, la capacité du parti à guider la classe ouvrière est mise à l'épreuve. Dans *Les leçons d'Octobre* (1924), Trotsky décrit le fonctionnement interne de ce processus :

> « Un parti révolutionnaire est soumis à la pression d'autres forces politiques. À chaque période de son développement, il élabore les moyens d'y résister et de les refouler. Aux tournants tactiques, qui comportent des regroupements et des frictions intérieurs, sa force de résistance diminue. De là la possibilité constante pour les groupements intérieurs du Parti, engendrés par la nécessité du tournant tactique, de se développer considérablement et de devenir une base pour différentes tendances de classes. Plus simplement parlant, un parti qui ne va pas de pair avec les tâches historiques de sa classe devient ou risque de devenir un instrument indirect des autres classes. »

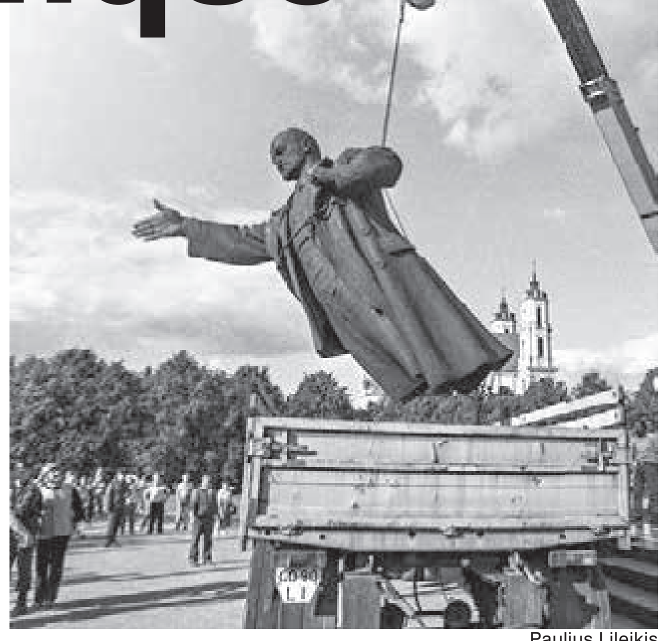
Les grands événements mondiaux – comme les guerres, les révolutions… ou une pandémie – exacerbent les pressions exercées par les autres classes sur l'avant-garde et révèlent au grand jour le véritable caractère d'un parti.

Bien que les périodes de crise fournissent les meilleurs verdicts sur un parti révolutionnaire, le résultat est préparé par ses actions dans la période précédente. Les partis révolutionnaires ne surgissent pas de nulle part à la veille d'une guerre ou d'une révolution, ils sont forgés par un processus continu qui traverse les hauts et les bas de la lutte des classes. Seule une ligne de conduite correcte dans les périodes de réaction peut jeter les bases du succès quand éclate la lutte révolutionnaire.

En d'autres termes, un parti révolutionnaire est un parti qui guide la classe ouvrière au fil des événements de manière à faire avancer son émancipation. C'est selon ces critères que nous devons évaluer la trajectoire de la LCI et celle de tout autre groupement ou parti prétendant fournir une direction révolutionnaire. ■



Le révisionnisme postsoviétique de la LCI



Paulius Lileikis

23 août 1991 : La statue de Lénine à Vilnius, capitale de la Lituanie, est déboulonnée alors que la contre-révolution se propage en URSS.

Le document suivant a été adopté par la Huitième Conférence internationale de la LCI.

L'effondrement de l'Union soviétique a représenté un changement fondamental dans la situation mondiale. Comme l'existence de l'URSS avait défini la politique de la gauche pendant près de 75 ans, sa destruction exigeait une réévaluation en profondeur de la situation mondiale et des tâches des communistes. Dans les années qui ont suivi ce désastre, la LCI a eu de multiples discussions et publié des documents substantiels ayant précisément cet objectif : le document de la Conférence internationale de 1992, le document de la Conférence de la SL/U.S. de 1994, le mémorandum du CEI de 1996 et la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » (DIP) de 1998. Ces documents sont cohérents dans leur analyse des événements mondiaux et dans les tâches qu'ils définissaient pour le parti. Cependant, loin de représenter une défense du marxisme dans les premières années de l'ère postsoviétique, ils sont fondamentalement révisionnistes. Les tâches que le parti se fixait oscillaient entre un programme minimum purement libéral et un programme maximum consistant à préserver les formules marxistes abstraites pour le futur. Parfois explicitement, mais le plus souvent implicitement, tous ces documents niaient que le programme communiste puisse jouer un rôle décisif dans les luttes de la période actuelle.

La situation mondiale

Si le marxisme peut guider la classe ouvrière dans ses luttes, c'est parce qu'il se base sur une compréhension scientifique des intérêts à la fois immédiats et historiques de cette classe. Un parti qui se dit marxiste mais qui n'a pas une évaluation politique et économique correcte d'une période donnée ne peut pas guider la classe ouvrière selon ses intérêts de classe. Si un parti ne part pas d'une base matérialiste, les tâches qu'il se fixera et qu'il fixera au prolétariat refléteront nécessairement les intérêts d'autres classes.

Notre compréhension de l'époque postsoviétique était erronée sur pratiquement tous les plans, à commencer par la manière dont nous décrivions la situation internationale. L'effondrement de l'Union soviétique a marqué le triomphe de l'impérialisme américain et a ouvert une période de relative stabilité géopolitique où les puissances impérialistes pillaient le monde de concert à l'ombre de l'hégémonie américaine. La LCI, en revanche, affirmait :

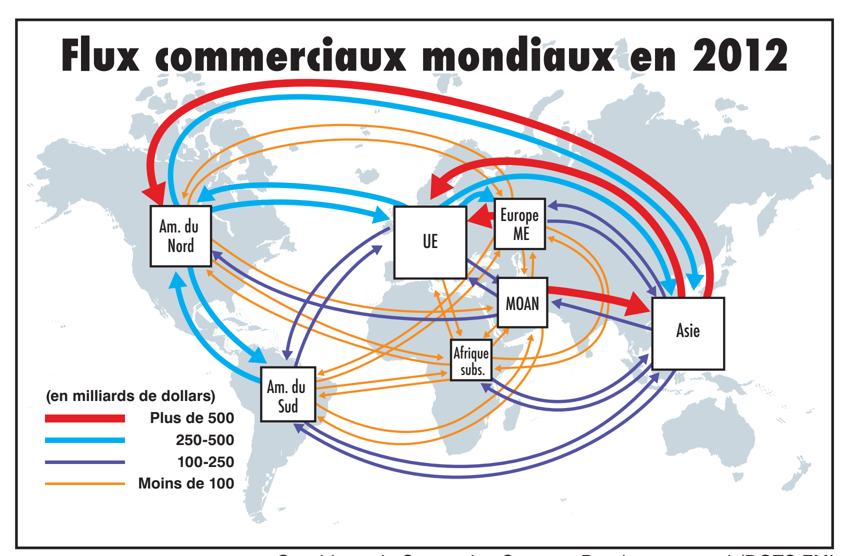
> « La fin de la guerre froide n'amènera pas un nouveau "siècle américain", mais une intensification des rivalités inter-impérialistes. Le système mondial de "libre échange" – le ciment économique qui maintenait la cohésion de l'alliance antisoviétique dominée par les USA – s'écroule, les grandes puissances capitalistes cherchant à rediviser le monde en blocs commerciaux régionaux. »
>
> – « Pour le communisme de Lénine et Trotsky ! », *Spartacist* édition en français n° 27, été 1993

Cette analyse était en totale contradiction avec ce qui se passait dans le monde, mais la LCI a continué à la défendre pendant toute cette période, y compris dans la DIP :

> « Mais les impérialismes rivaux, allemand et japonais en particulier, qui ne sont plus retenus par l'unité antisoviétique, se ruent pour satisfaire leur soif de contrôle sur les marchés mondiaux en même temps qu'ils développent leur puissance militaire. On voit, dans les conflits opposant les blocs commerciaux régionaux rivaux, se préciser les alignements de futures guerres. »
>
> – *Spartacist* édition en français n° 32, printemps 1998

Cette analyse totalement erronée ne provient pas d'un manque de connaissance des faits ou de la complexité de la dynamique politique de l'époque mais de la manière dont la LCI concevait ses tâches. Dans les centaines de pages où étaient définies les tâches de la LCI, nous n'avons nulle part démontré que le programme marxiste apporte les réponses essentielles à la situation politique et économique à laquelle la classe ouvrière est confrontée dans la période

postsoviétique. Qu'il s'agisse des grèves en France, de la situation en Allemagne après la contre-révolution ou du soulèvement paysan du Chiapas au Mexique, nous décrivions les événements sans jamais démontrer que ce qui est décisif, c'est une direction trotskyste. Nous l'avons certes affirmé, mais ces affirmations se greffaient simplement sur les événements au lieu de découler de la description des luttes elles-mêmes, dont chaque tournant mettait en évidence le conflit entre les intérêts de classe du prolétariat et le programme de sa direction. La LCI répondait au contraire à la vague de triomphalisme libéral et au défaitisme de la gauche en proclamant que « le communisme vit dans les luttes des travailleurs et dans le programme de son avant-garde révolutionnaire ». Cela transformait le marxisme, un programme scientifique pour guider la classe ouvrière sur la voie du pouvoir, en un esprit de rébellion idéaliste.

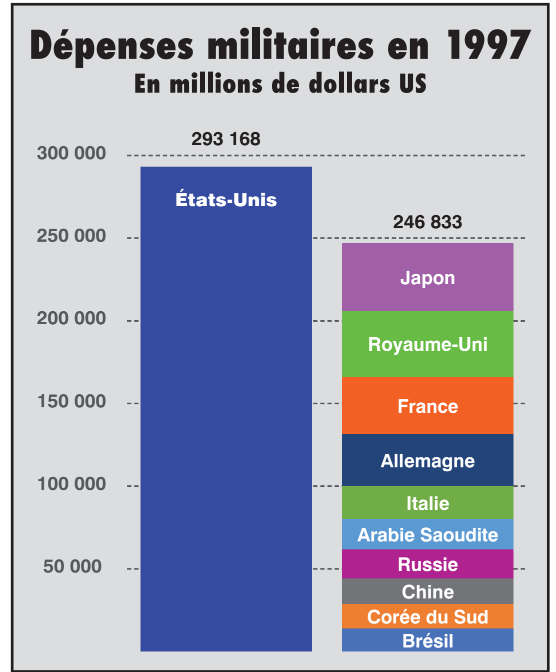


Graphique de Spartacist. Source : Barclays research/DOTS FMI

Tous commercent avec tous. Loin de s'effondrer à cause des rivalités impérialistes, le libre-échange a été élargi après la chute de l'URSS.

Partant de là, l'analyse que la LCI faisait de la situation mondiale dissimulait forcément les contradictions de la période postsoviétique et versait dans l'impressionnisme et la dénonciation libérale, comme dans le document de la conférence de 1992 :

> « Que ce soit en Amérique latine, accablée par une dette auprès des impérialistes de 450 milliards de dollars (plus de 1 000 dollars pour chaque homme, femme ou enfant) et où 183 millions de personnes vivent officiellement dans une pauvreté abjecte, où les conditions sanitaires et celles de la santé publique sont si épouvantables que le choléra, une maladie pratiquement éradiquée au début du siècle, a frappé 400 000 personnes et en a tué 20 000 en un an et demi, dans un continent avec 20 millions d'enfants sans abri ; que ce soit dans un "tiers monde" où 40 000 enfants meurent de faim ***chaque jour***, et enfin dans un monde où quelque 10 millions de personnes ont été infectées par le virus mortel du sida – la situation réclame à cor et à cri une révolution socialiste. »



Graphique de Spartacist. Source : SIPRI (Milex)

La suprématie miltaire US n'était pas une illusion. Ils éclipsaient leurs rivaux, et c'est toujours le cas.

Certes, les conditions de vie sous le capitalisme sont brutales, mais dénoncer cette réalité n'est pas une base suffisante pour motiver la nécessité d'une révolution sociale. Les données empiriques montrant la misère humaine peuvent être contrées par des données empiriques montrant le progrès social – en particulier dans les années 1990 et 2000. La différence entre une brochure de l'UNICEF et le programme communiste, c'est que la première présente des faits qui susciteront l'indignation des libéraux tandis que le second explique la dynamique entre les classes qui sous-tend les événements dans le monde pour guider la classe ouvrière dans sa lutte pour renverser l'impérialisme. Comme la méthode et l'objectif du programme de la LCI étaient plus proches de la brochure de l'UNICEF que du programme communiste, notre analyse du monde ne faisait que réfracter l'idéologie dominante à travers un prisme marxisant. Il en résultait une compréhension du monde totalement déconnectée de la réalité et une capitulation devant le libéralisme.

Le libéralisme : un tigre de papier

La victoire de l'impérialisme américain sur l'Union soviétique s'est exprimée idéologiquement sous la forme du triomphalisme libéral. Le libéralisme est devenu l'idéologie dominante dans le monde entier et a exercé une pression énorme sur le mouvement ouvrier. La LCI a reconnu dès 1992 que le triomphe du libéralisme représentait une menace, mais seulement pour la rejeter d'un revers de main comme si elle était insignifiante :

> « La publication par un idéologue du Département d'État US, Francis Fukuyama, en 1989, d'un article intitulé "La fin de l'histoire ?" montrait à quel point les impérialistes américains étaient intoxiqués par ***l'illusion*** [!] de leur puissance. Au milieu des proclamations de la "victoire" de l'Occident capitaliste dans la guerre froide, Fukuyama argumentait que la "démocratie libérale" constituait le "point final de l'évolution idéologique du genre humain" et la "forme achevée de gouvernement humain". Ce triomphalisme "démocratique bourgeois" béat ***s'est depuis largement dissipé*** » (souligné par nous).
>
> – Document de la Conférence internationale de 1992

La LCI présentait au contraire le monde comme s'il était défini par la réaction de droite :

> « Cette défaite historique du prolétariat à l'échelle mondiale a entraîné l'intensification et la réactivation des rivalités interimpérialistes, des bains de sang nationalistes, des attaques tous azimuts contre la classe ouvrière, la résurgence de mouvements politiques fascistes, une frénésie anti-immigrés, des attaques contre les droits des femmes et une montée en flèche de l'obscurantisme réactionnaire. »
>
> – Document de la Conférence de la SL/U.S., *Spartacist* édition en anglais nº 51, automne 1994

De cela, et de tout ce qu'a écrit notre tendance à cette époque, on pourrait conclure que le principal obstacle auquel nous étions confrontés dans le mouvement ouvrier était la réaction chauvine, un peu comme en Europe dans les années 1930. En conséquence, la LCI se fixait pour tâche de confronter la réaction et l'arriération et nous nous présentions comme si nous étions absolument les seuls à le faire :

> « L'accent que nous mettons sur la lutte contre l'oppression des femmes […], notre défense des immigrés, notre combat contre l'homophobie et l'antisémitisme sont des qualités singulières qui définissent la LCI dans le monde actuel. »
>
> – « Mémorandum de tâches et perspectives pour discussion au CEI », *Internal Bulletin* nº 38 (deuxième édition), juillet 1996

Il y avait là de quoi être désorienté, c'est le moins qu'on puisse dire.

En affirmant que le monde était dans une période sombre de réaction chauvine où seule la LCI défendait les droits démocratiques, nous pouvions présenter des revendications libérales élémentaires comme si elles étaient en soi révolutionnaires :

> « Contre le nationalisme, le chauvinisme et l'intégrisme religieux, nous combattons pour le droit à des soins médicaux décents et à une éducation de qualité, pour l'avortement gratuit et sans danger, pour des techniques avancées de contrôle des naissances comme la pilule RU 486 ; pour l'abolition de la barbarie qu'est la peine de mort ; contre l'imposition du voile ; contre le poison de l'antisémitisme et du racisme ; pour le droit de ceux qui sont entrés dans un pays autre que celui de leur naissance à y rester, à y travailler et à y mener une vie décente, avec les pleins droits de citoyenneté. Il est ironique que ce soit uniquement nous – les communistes – qui soyons déterminés par principe à défendre ces droits, en sachant qu'ils ne se divisent pas. Nous devons gagner les masses à ces luttes. »
>
> – Document de la Conférence internationale de 1992

Mais pourquoi les masses rejoindraient-elles une petite organisation communiste pour défendre l'avortement ou lutter contre le racisme alors qu'il existe des mouvements de masse et des partis bourgeois qui prétendent défendre ces mêmes principes libéraux ? La seule façon de convaincre les opprimés de suivre une direction communiste est de montrer comment leur direction actuelle – en l'occurrence les libéraux – paralyse et sape leur lutte à chaque instant parce qu'elle soutient loyalement le capitalisme. Mais pour cela il fallait lutter ***contre le libéralisme !*** Comme la LCI ne reconnaissait même pas que le libéralisme était une force à prendre en considération – la DIP de 1998 n'en parle nulle part –, non seulement elle n'a pas construit de pôle communiste dans les diverses luttes de l'époque, elle a totalement capitulé devant les directions libérales et s'est mise à leur remorque. Dans la mesure où les divers documents programmatiques de la LCI dans la période postsoviétique préconisent des interventions spécifiques dans le monde, il s'agit généralement d'activisme libéral ou d'économisme syndical.

Le jargon marxiste et l'avenir communiste

On aurait toutefois tort d'affirmer que dans la période postsoviétique la LCI était simplement libérale. La LCI ne définissait pas seulement son rôle sur la base d'un programme minimal de libéralisme ; elle aspirait également à un rôle de dimension plus historique consistant à transmettre le programme communiste aux générations futures. La DIP décrit ainsi cette perspective :

> « Notre tâche immédiate est de former et d'entraîner des cadres ; de recruter les couches les plus avancées de la classe

ouvrière et de la jeunesse à l'entièreté de notre programme en expliquant nos positions et en les contrastant de manière tranchante à celles de nos opposants centristes. »

Mais qu'entendait la LCI par « l'entièreté de notre programme » ? Dans le même mémorandum du CEI qui prétendait que la LCI était la seule à s'opposer à l'homophobie, nous réaffirmons comme suit la nécessité d'une intervention communiste :

> « Même en tant que petits groupes de propagande de combat, les sections de la LCI incarnent le programme révolutionnaire. C'est notre rôle d'intervenir avec ce programme, ***de fournir une direction révolutionnaire***. Particulièrement dans une période caractérisée par des luttes défensives contre les attaques de la bourgeoisie et par un scepticisme compréhensible de la classe ouvrière à l'égard des partis et du marxisme, il est vital de lutter pour un programme de revendications transitoires conduisant inéluctablement le prolétariat à une seule conclusion : la nécessité d'une révolution socialiste. Le parti est l'instrument permettant de gagner les travailleurs à cette conscience. Céder le terrain à des forces non prolétariennes en liquidant de façon économiste la question du parti ou en se mettant à la remorque d'autres courants, ou à l'inverse adopter une position d'abstentionnisme stérile ou de propagandisme abstrait, c'est renoncer à notre raison d'être. »

Ces réaffirmations de principes communistes abstraits sont monnaie courante dans la propagande de la LCI. Bien que chaque phrase ci-dessus soit formellement de l'orthodoxie marxiste, le paragraphe est entièrement abstrait et ne donne aucune indication des obstacles politiques qui empêchent de mener la classe ouvrière à une conscience révolutionnaire. La question de la direction révolutionnaire ne peut se poser que concrètement, en opposition au programme et à l'idéologie des forces dominantes dans le mouvement ouvrier. Mais puisque la LCI n'y reconnaissait pas l'emprise du libéralisme, nous pouvions avancer autant de « revendications transitoires » que nous voulions, cela n'allait pas conduire la classe ouvrière à la conscience révolutionnaire.

Cette oscillation entre l'activisme libéral et le jargon maximaliste a défini le travail de la LCI tout au long des 30 dernières années. Lorsque le parti capitulait de manière trop flagrante au libéralisme, il se repliait généralement sur une réaffirmation sectaire des objectifs et de la vision du monde du communisme. Cette tendance était déjà présente dans le document de la Conférence internationale de 1992 :

> « Pour régénérer un mouvement communiste international, il ne suffit pas de dénoncer les crimes et les trahisons historiques du stalinisme, la paupérisation mondiale qu'amène le capitalisme-impérialisme et le danger d'une guerre mondiale nucléaire. Il est aussi nécessaire d'insister à nouveau sur les objectifs libérateurs du communisme, comme constituant l'aboutissement de l'humanisme rationnel des Lumières – l'intégration de l'humanité à l'échelle mondiale, la conquête de l'égalité sociale et sexuelle, et la liberté pour tous les individus de maximiser leurs possibilités, sur la base du contrôle collectif de l'humanité sur les forces de la nature. »

Cette déclaration résume très clairement la perspective de la LCI après l'effondrement de l'Union soviétique. Nous cherchions à « régénérer » le mouvement communiste en exposant la faillite du stalinisme et les horreurs du capitalisme et en prêchant les joies de l'avenir communiste. Mais déconnectés de la lutte contre les obstacles réels auxquels la classe ouvrière est confrontée aujourd'hui, les principes communistes que nous réaffirmions, même les plus radicaux, n'étaient que des utopies libérales.

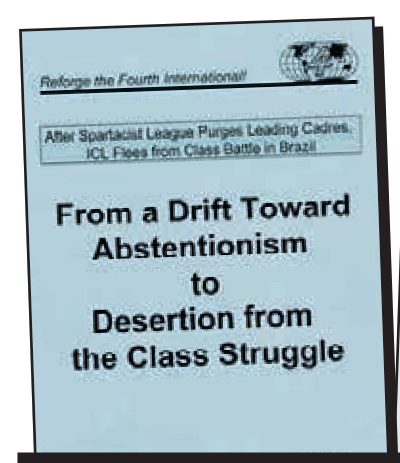
Le GI et la LCI : Deux satellites dans l'orbite du libéralisme

La scission la plus importante dans l'histoire de la LCI est celle qui a conduit à la création du Groupe internationaliste (GI) en 1996. Il est de ce fait important d'évaluer si le GI représente la continuité révolutionnaire du marxisme face au révisionnisme de la LCI dans la période postsoviétique. Dans l'un des documents fondateurs du GI, « D'une dérive vers l'abstentionnisme à la désertion de la lutte des classes » (publié en anglais en juillet 1996 dans une brochure portant le même titre), Jan Norden, ancien rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, et Marjorie Stamberg, cadre de longue date de la SL/U.S., formulent la critique suivante à l'égard de la LCI :

> « En gros, il y a eu une ***tendance de plus en plus prononcée vers un propagandisme abstrait ou passif*** séparant la propagande du parti de l'intervention active dans la lutte des classes […]. Cette politique est justifiée par l'argument que puisque nous sommes dans une période réactionnaire, on ne peut pas parvenir à grand-chose ; que si l'on perçoit des occasions d'intervenir elles sont illusoires et donc on est opportuniste ; et que le travail des marxistes révolutionnaires consiste (ou se limite) à entretenir la flamme contre les tentatives de l'éteindre. »

Dans l'ensemble, c'était vrai. La LCI n'a pas entièrement cessé d'intervenir dans la lutte des classes – ce que le GI lui-même reconnaissait – mais, dans les luttes avec Norden et plus tard avec le GI, la LCI a essentiellement soutenu que l'intervention communiste ne pouvait pas jouer de rôle décisif dans le cours actuel des événements en raison de la « régression de la conscience » dans la période postsoviétique.

En voici un exemple, qui était au centre de la lutte de 1995-1996 avec Norden : la LCI prétendait que toute « perspective de regroupement » avec la Plateforme communiste (KPF) – un groupe au sein du PDS, le résidu du parti stalinien qui avait dirigé l'Allemagne de l'Est (RDA) – était en soi opportuniste. En 1995, le PDS épousait ouvertement la social-démocratie alors qu'il subissait une féroce chasse aux sorcières anticommuniste menée par la bourgeoisie allemande. Dans ce contexte, il était tout à fait concevable de pouvoir gagner les éléments les plus à gauche du PDS au trotskysme,




Pabloism of the Second Mobilization

A Shamefaced Defection from Trotskyism

Just out! Special ICL bulletin now available for $6.00 (142 pages) from Spartacist Publishing Co., Box 1377 GPO, New York, NY 10116.

The Pathology of Impressionism

Where Norden's appetites wandered: to geriatric remnants of former East German Stalinist bureaucracy now in social-democratic Party of Democratic Socialism, and to Castro's Cuba.

Principaux documents sur la scission. Brochure des fondateurs du GI (juillet 1996) et *Workers Vanguard* nº 648 (5 juillet 1996).

Une tâche inachevée : Sahra Wagenknecht reste un obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire en Allemagne. À gauche : Au congrès du PDS de 1995. À droite : Lors d'un rassemblement pacifiste à Berlin en février 2023.



Zöllner/Süddeutsche Zeitung



Agencja Fotograficzna Caro

seul programme capable de combattre la réaction capitaliste. Peu importe la probabilité d'un tel scénario, il était du devoir des révolutionnaires de lutter aussi vaillamment que possible contre la consolidation de ce qui allait devenir quelques années plus tard *Die Linke* (Parti de gauche), en ralliant ses meilleurs éléments à un programme révolutionnaire et en poussant les autres vers une liquidation directe dans le SPD (Parti social-démocrate allemand). Notre rejet de toute perspective envers la KPF était une trahison sectaire. Quant à la lutte menée contre Norden sur cette question, elle était démagogique et fausse.

La bataille se focalisait sur la présentation que Norden avait faite en janvier 1995 à l'université de Humboldt à Berlin devant un auditoire de la KPF. Dans l'article justifiant l'expulsion de Norden et de ses partisans, la LCI affirmait que dans son discours, « tout en invoquant le programme du trotskysme, Norden a présenté un point de vue ***liquidationniste niant le rôle de la LCI en tant qu'avant-garde révolutionnaire consciente*** ; il a affirmé à plusieurs reprises qu'en Allemagne en 1989-1990 "il manquait l'élément clé, la direction révolutionnaire" » (« Une défection hypocrite du trotskysme », *Workers Vanguard* nº 648, 5 juillet 1996). En fait, le discours de Norden ne niait pas le rôle joué par la LCI en RDA, et il est vrai que l'élément manquant en 1989-1990 était la direction révolutionnaire. La LCI a lutté de toutes ses forces pour la direction de la classe ouvrière pendant la brève ouverture que nous avions, mais notre tentative a échoué et la contre-révolution l'a emporté. De nombreuses autres accusations ont été formulées selon lesquelles la présentation conciliait le stalinisme ; toutes étaient basées sur des formulations spécifiques qui n'étaient pas en soi contraires à nos principes.

Les attaques contre le discours de Norden de 1995 étaient fallacieuses, mais cela ne signifie pas pour autant que son contenu était principiel, ni non plus l'orientation envers la KPF poursuivie par notre section allemande sous sa direction. Le vrai problème du discours de Norden c'est qu'il ne contient pas un seul argument expliquant pourquoi le trotskysme était nécessaire en 1995. Il était correct de chercher à gagner des éléments de la KPF au trotskysme – le fait même qu'ils aient assisté à un discours du rédacteur en chef de *Workers Vanguard* en témoigne. Mais pour ce faire, il ne suffisait pas de parler des hauts faits passés de la LCI, il fallait les lier à la lutte pour une direction révolutionnaire dans l'Allemagne impérialiste réunifiée. Il n'était important d'insister sur le trotskysme contre le stalinisme en 1989 que dans la mesure où on utilisait cela pour motiver le trotskysme contre la social-démocratie en 1995. Mais ce n'était pas la perspective de la présentation parce que ce n'était pas la perspective de la LCI. La LCI ne pouvait pas expliquer pourquoi le trotskysme avait une importance qualitative dans les luttes de l'Allemagne postsoviétique, et Norden non plus.

Loin de s'opposer à la perspective de la LCI dans les premières années qui ont suivi la contre-révolution, Norden et plus tard le GI étaient d'accord avec ses lignes fondamentales ; ils ont toujours insisté sur ce point, et c'était la vérité. Norden a joué un rôle central dans la rédaction du document de la Conférence internationale de 1992 et le GI considère que ce document fait autorité. Les cadres fondateurs du GI ont voté en faveur du document de la conférence de la SL/U.S. de 1994. Pour ce qui est du mémorandum du CEI de 1996, Norden ne s'est opposé qu'aux quatre paragraphes concernant la lutte contre lui en Allemagne. Il qualifiait le reste du document de « très bon dans sa description de la période qui a suivi les énormes défaites qu'a représentées pour la classe ouvrière la contre-révolution en Union soviétique et en Europe de l'Est » (cité dans « La période postsoviétique : Offensive bourgeoise et luttes de classes acharnées », dans sa brochure de juillet 1996). Ce sont ces mêmes documents qui décrivent les tâches et perspectives révisionnistes de la LCI exposées ci-dessus. On peut retracer à ces documents l'origine de toutes les erreurs opportunistes et stupidités sectaires de la LCI de ces trente dernières années.

Ainsi, l'article lançant le journal du GI reprenait les principaux éléments de l'analyse du monde totalement fausse de la LCI :

> « La contre-révolution qui a détruit l'Union soviétique a été une défaite historique pour la classe ouvrière mondiale. Mais le triomphalisme bourgeois qui a suivi commence déjà à se dissiper. Ce qui a émergé, ce n'est pas un nouvel ordre mondial dominé par une seule "superpuissance", mais un ***dés***ordre croissant fait de conflits nationalistes sanglants, de rivalités impérialistes et d'explosions successives de lutte de classe acharnée. »
>
> – « Présentation de *The Internationalist* », janvier-février 1997

Portrait d'une mauvaise scission


L'Internationaliste
mars 2006

Provocation raciste contre les jeunes de banlieue, fer de lance d'une offensive capitaliste contre le droit au travail

Contre le CPE et le régime, ne pas transiger
Mobilisation de la puissance ouvrière
pour repousser l'attaque contre les jeunes !

Pas de nouveau front populaire – Ce qu'il faut : Un Mai 68 qui va jusqu'au bout ! Révolution ouvrière !

Il faut balayer :


LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIÈME-INTERNATIONALISTE)

Avril 2006 – Supplément au N° 175 — 0,20 EUR

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

CPE : les travailleurs et les jeunes repoussent l'attaque du gouvernement

Non à un nouveau « front populaire », qui encore une fois attaquera les ouvriers, les immigrés, les jeunes !


WORKERS VANGUARD 50¢

No. 743 — 6 October 2000

"Market Socialism" and the Legacy of Mao

Whither China?

Defend China Against Imperialism, Counterrevolution!
For Workers Political Revolution!

Social Roots of the Bureaucracy

Défense de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution !
Pour la révolution politique ouvrière !


The Internationalist

November-December 1999 — No. 8 — $2

WHERE IS CHINA GOING?

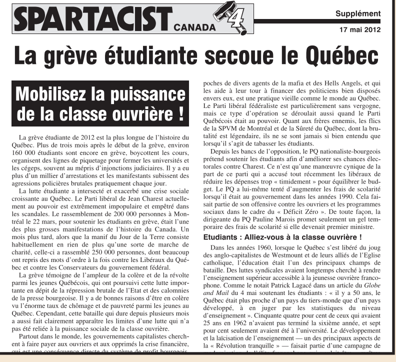
Workers Political Revolution

Révolution politique ouvrière ou contre-révolution capitaliste


L'Internationaliste
mai 2012

Une « déclaration de guerre » contre la grève étudiante

Québec : Mobilisons la force de la classe ouvrière pour bloquer la loi d'État policier !


SPARTACIST CANADA

Supplément
17 mai 2012

La grève étudiante secoue le Québec

Mobilisez la puissance de la classe ouvrière !

Etudiants : Alliez-vous à la classe ouvrière !

Le GI prétend avoir maintenu la lutte pour la direction révolutionnaire contre la LCI, mais la vérité c'est que lorsqu'il s'agissait de savoir comment cela se posait concrètement dans la période postsoviétique, ils étaient tout aussi désorientés que nous.

Le problème n'est pas que le GI s'attendait à des luttes de classes acharnées après la chute de l'Union soviétique. La lutte des classes n'a pas cessé en 1991, et il y a eu des luttes importantes dans le monde qui ont fourni des occasions importantes pour l'intervention communiste (Afrique du Sud 1994, Italie 1994, France 1995, Mexique 1999, etc.). La question centrale pour les communistes c'est le contenu politique de ces interventions. Alors que la LCI avait tendance à se replier sur elle-même et à rejeter les tactiques et les revendications transitoires, le GI soulevait des revendications « transitoires » qui ne contribuaient pas à créer une brèche entre la classe ouvrière et ses dirigeants opportunistes. Une « intervention active dans la lutte des classes » n'est pas révolutionnaire si elle n'aide pas la classe ouvrière à surmonter les obstacles qui se dressent sur son chemin. Et malgré leurs penchants différents, ni le GI ni la LCI n'avaient de réponse au libéralisme alors que c'était l'idéologie dominante au niveau international et le principal obstacle politique auquel ils étaient confrontés dans le mouvement ouvrier. Bref, ni l'un ni l'autre n'offrait une direction révolutionnaire.

Beaucoup des divergences les plus importantes entre la LCI et le GI ont porté sur des pays victimes d'oppression nationale : Brésil, Mexique, Porto Rico, Haïti, Bolivie, Grèce, Québec. Le GI a eu raison de dénoncer certaines des trahisons les plus flagrantes de la LCI à l'égard de ces pays (trahison concernant Haïti en 2010, refus de lutter pour l'indépendance de Porto Rico, etc.) mais il défend toujours le programme historique de la LCI qui est la source de ces capitulations (voir « En défense de la révolution permanente », page 72). Le GI, tout comme la LCI dans le passé, s'oppose au nationalisme bourgeois dans les nations opprimées sur la base d'une pureté de classe sectaire au lieu de chercher à briser son emprise sur les masses en montrant qu'il est un obstacle à la fois à la libération sociale et à la libération nationale. C'est une approche totalement opposée à la théorie trotskyste de la révolution permanente. Elle rejette le combat pour une direction révolutionnaire des luttes démocratiques et conduit nécessairement à la capitulation chauvine.

La LCI et le GI ont passé près de trois décennies à polémiquer l'un contre l'autre en coupant les cheveux en quatre et en se calomniant mutuellement, alors que nous étions sur des voies fondamentalement parallèles. Cela a fait obstacle à la clarté politique au sein du mouvement ouvrier international. La lutte menée contre les cadres fondateurs du GI en 1995-1996 n'était pas principielle politiquement. En ce qui concerne les mesures organisationnelles prises à l'encontre

de ces anciens membres, il faut rétablir les faits. Une enquête en bonne et due forme s'impose. Il faut également rendre des comptes sur la question de la rupture unilatérale par la LCI de ses relations fraternelles avec Luta Metalúrgica/Liga Quarta-Internacionalista do Brasil (LM/LQB). Ces relations fraternelles étaient inextricablement liées aux luttes fractionnelles internes de la LCI et notre article justifiant notre rupture avec LM/LQB ne fournissait aucune base politique légitime pour justifier notre action (« Rupture des relations fraternelles avec Luta Metalúrgica », *Le Bolchévik* nº 140, automne 1996).

La LCI s'engage à rompre le statu quo, à mener une clarification et un débat politiques sérieux avec le GI et à prendre part autant que possible à des actions communes pour défendre les intérêts élémentaires du mouvement ouvrier. Malgré d'importantes divergences programmatiques, la LCI et le GI sont relativement proches sur de nombreuses questions. Sur la question cruciale de la Chine, les deux tendances sont presque les seules à défendre inconditionnellement l'État ouvrier et à appeler à la révolution politique. Comme le reconnaissent les deux tendances, nous entrons dans une période de tourmente et de conflits intenses dans le monde. Le cours des événements et des luttes ne manquera pas de secouer la gauche, et il est du devoir des deux organisations de se battre pour la clarté politique sur les questions de stratégie révolutionnaire dans cette nouvelle période. La lutte pour reforger la IVe Internationale est plus urgente que jamais. Elle ne peut tolérer les dissimulations, la démagogie, la calomnie ou le sectarisme. Comme l'a écrit Trotsky dans le *Programme de transition* (1938) :

> « Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être ceux sur qui on peut compter dans les petites choses comme dans les grandes ; s'appuyer sur la logique de la lutte de classe ; oser, quand vient l'heure de l'action : voilà sur quoi se règle la IVe Internationale. »

Comment expliquer la dégénérescence de la LCI ?

Avec la destruction de l'Union soviétique, la LCI devait faire un tournant majeur. Lors de l'effondrement définitif de la RDA et de l'Union soviétique les meilleures qualités de la LCI étaient en évidence : défense acharnée de l'Union soviétique, détermination révolutionnaire, internationalisme et flexibilité tactique dans l'action. Mais la période qui a suivi a fait ressortir nos faiblesses : refus de s'attaquer au libéralisme, révision de la révolution permanente, américanocentrisme et rigidité doctrinale. La LCI était une minuscule Internationale concentrée dans des pays impérialistes et notre croissance s'était déjà ralentie depuis quelques années. La contre-révolution a entraîné une vague de démoralisation et le parti a craqué sous la pression de cette nouvelle période. Le fait est qu'il n'a pas été en mesure d'effectuer le virage qui s'imposait.

Ce n'était ni couru d'avance ni irréversible. Il y a eu ces trente dernières années de nombreuses occasions de bifurquer qui auraient dû conduire à une réévaluation en profondeur de la trajectoire de la LCI. Ce n'était un secret pour personne que nous étions de plus en plus désorientés. Mais plus les années passaient, plus le conservatisme et l'opportunisme s'enracinaient. Les cadres historiques du parti se sont révélés incapables de corriger notre trajectoire.

Pourtant la LCI n'était pas morte. Malgré des décennies passées à rejeter la tâche de fournir une direction révolutionnaire, le parti a tout de même réussi à recruter à travers le monde quelques poignées de cadres profondément dévoués à la lutte pour le communisme et attirés à la LCI par son passé révolutionnaire. Il a fallu une pandémie mondiale, l'effondrement de l'organisation et trois années de batailles, mais les événements ont montré qu'il y avait encore suffisamment de fibre révolutionnaire dans la LCI – y compris chez certains vieux routiers tenaces – pour réorienter fondamentalement le parti et s'engager à nouveau sur le chemin ardu de la lutte révolutionnaire. ■



Éditorial...

(Suite de la page 2)

serre toujours davantage la vis, ce qui renforce l'oppression nationale partout dans le monde. Ce processus alimente le développement de forces nationalistes « anti-impérialistes » en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Mais les nationalistes sabotent à chaque tournant la lutte pour la libération nationale et la sacrifient au nom de la propriété privée. C'est pour cela qu'il faut un programme et une direction communistes pour vaincre l'impérialisme. Mais deux tendances non révolutionnaires au sein de la gauche y font obstacle. La première soutient le nationalisme, qu'elle considère comme progressiste, enchaînant ainsi les masses laborieuses à la bourgeoisie nationale. La seconde, en réaction à la première, « s'oppose » à la bourgeoisie nationale en repoussant avec mépris la lutte pour l'émancipation nationale.

Depuis sa création, la LCI se situait clairement dans cette deuxième tendance : nous considérions la lutte pour la libération nationale non pas comme un levier pour la révolution mais comme une épine dans le pied. Le document « En défense de la révolution permanente – Pour une direction communiste de la lutte anti-impérialiste ! » (page 72), adopté par la conférence, répudie cette perspective et offre un programme pour rompre avec ces deux tendances. Pour arracher les masses à l'emprise des nationalistes bourgeois, les communistes doivent ***pousser en avant*** la lutte contre l'impérialisme en montrant à chaque étape qu'il faut rompre avec le nationalisme pour gagner. La guerre actuelle à Gaza le montre de façon brûlante : contre le Hamas et contre les nationalistes laïcs qui ont mené le peuple palestinien à tant de morts et de défaites, la seule voie pour l'émancipation nationale des Palestiniens, pour vaincre l'Etat sioniste et pour chasser l'impérialisme du Moyen-Orient est une direction communiste (voir notre déclaration page 64).

Le document « En défense du IIe et du IVe Congrès du Comintern » (page 59) défend Lénine, Trotsky et le Comintern des premières années contre les critiques révisionnistes de la LCI. Il réaffirme en particulier la tactique du front unique anti-impérialiste, contre notre propre rejet sectaire de cette tactique et contre son détournement par les staliniens et autres opportunistes.

Concernant la libération des femmes dans les néocolonies, notre ancien programme consistait fondamentalement à dénoncer les idées et les pratiques arriérées au lieu de combattre les conditions matérielles qui les perpétuent : centralement le pillage impérialiste. Ce n'était pas du marxisme, mais des sermons libéraux qui nous plaçaient dans un bloc politique avec les ONG pro-impérialistes « progressistes ». Le document « La révolution permanente et la libération des femmes » (voir page 66) adopté par la conférence corrige cette approche.

Notre conférence a également adopté les positions résumées dans « Porto Rico : Pour l'indépendance et le socialisme ! » (page 68) et « Guerre des Malouines/Falklands : L'ennemi principal était l'impérialisme » (page 69), qui corrigent de graves capitulations de notre tendance devant l'impérialisme.

* * *

Ce n'est pas un secret que depuis des dizaines d'années la LCI était politiquement désorientée. La pandémie a provoqué l'effondrement de notre parti, mais c'était juste la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La présentation du camarade Perrault, secrétaire du Secrétariat international, à l'ouverture de la conférence (« Pourquoi la LCI s'est effondrée et comment nous l'avons reforgée », page 15) explique comment la bataille pour offrir aux travailleurs et aux opprimés une voie indépendante et révolutionnaire nous a obligés à remonter à la source de notre désorientation et nous a conduit à cette conférence historique.

Cette présentation explique l'importance du troisième document majeur de la conférence, « Le révisionnisme post-soviétique de la LCI » (page 7), qui démontre comment ces 30 dernières années la LCI avait rejeté l'idée que le marxisme doit guider les luttes quotidiennes. Certes la LCI affirmait être pour le communisme et la révolution, mais ce n'est pas le critère fondamental pour une direction révolutionnaire. Comme l'explique le document « Qu'est-ce qu'une direction révolutionnaire ? » (page 6), le critère fondamental c'est la capacité de proposer une voie pour la lutte qui fasse avancer les intérêts historiques de la classe ouvrière à un endroit et à une époque donnée.

C'est dans ce cadre que nous avons réexaminé la bataille de 1995-1996 contre Jan Norden et d'autres camarades, dont l'exclusion a conduit à la création du Groupe internationaliste (GI). Cette bataille contre Norden n'était pas principielle et ces exclusions ont abouti à l'existence de deux organisations séparées, le GI et la LCI, qui partageaient fondamentalement le même programme centriste et la même désorientation.

La crise interne qu'a connue notre organisation pendant des dizaines d'années reflétait la crise plus générale de la gauche dans la période postsoviétique. Ceux qui veulent faire avancer la lutte pour le socialisme aujourd'hui vont forcément être confrontés aux mêmes problèmes que nous. Dans cet esprit, nous avons invité à notre conférence le groupe Bolchévique-léniniste australien, avec lequel nous avons entamé des discussions et un travail en commun sur la base de notre lutte pour nous réarmer. Le lecteur trouvera leurs salutations en page 17.

* * *

La conférence a voté la dissolution du Groupe spartaciste du Japon comme section de la LCI parce qu'il ne fonctionnait plus en tant que tel depuis longtemps. Nos camarades restent des sympathisants de notre tendance, et nous allons continuer à travailler avec eux dans la lutte pour planter la bannière du trotskysme au Japon. Notre conférence a élu un nouveau Comité exécutif international comptant moitié moins de membres que le précédent (et rajeuni de plusieurs dizaines d'années) et composé des cadres qui ont joué un rôle dirigeant dans le réarmement de notre parti.

Le rideau se lève aujourd'hui sur une LCI transformée. Il faudra sans aucun doute d'autres batailles dans notre parti pour consolider ses différentes sections sur la base politique qui a été adoptée. Cependant, nous sortons de plusieurs années de luttes internes plus déterminés que jamais à jouer un rôle décisif dans les combats qui approchent. Nous regardons vers l'avenir prêts à en découdre et munis de l'arme qui peut changer l'histoire : un programme pour la IVe Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Pourquoi la LCI s'est effondrée et comment nous l'avons reforgée

Nous publions ci-dessous un rapport présenté à la Huitième Conférence internationale par le camarade Perrault, secrétaire du Secrétariat international (SI).

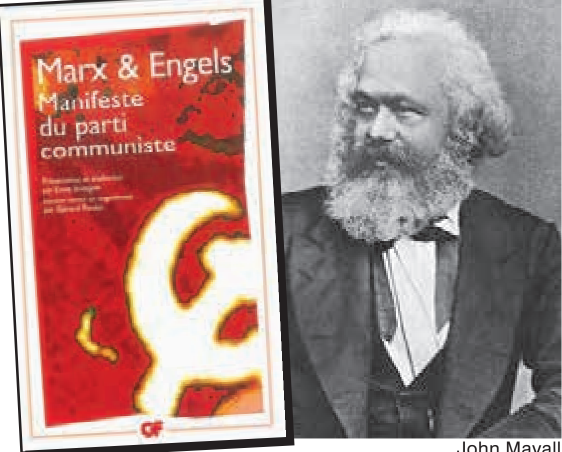
Je voudrais commencer par une citation de Cannon qui résume la tâche centrale de cette conférence :

> « La tâche des révolutionnaires non corrompus, obligés par les circonstances de commencer le travail de reconstruction organisationnelle, n'a jamais été de proclamer une nouvelle révélation – les messies de ce genre n'ont jamais manqué et ils sont tous tombés dans l'oubli. Elle est de rétablir l'ancien programme et de le mettre à jour. »
>
> – James P. Cannon, « La dégénérescence du Parti communiste et le nouveau départ », *Fourth International*, automne 1954

Dans certains cas nous devons revenir 30 ans en arrière pour retrouver l'ancien programme ; dans d'autres, nous devons remonter jusqu'à Trotsky. Mais c'est bien ce que nous faisons, nous n'inventons rien de nouveau, nous revenons aux fondamentaux et nous les appliquons à la réalité actuelle.

Le thème central que l'on retrouvera tout au long des travaux de cette conférence est la question de la direction révolutionnaire. C'est sur cette question que nous nous sommes fracassés, et c'est en nous battant sur cette question que nous nous sommes réarmés au cours des deux dernières années. Mais qu'est-ce qu'une direction révolutionnaire ? La réponse est simple, au point de paraître simpliste. Donner une direction révolutionnaire, c'est guider la lutte de la classe ouvrière de manière à mettre en avant les intérêts communs à tout le prolétariat (*Manifeste du Parti communiste*). Le mode de production capitaliste étant fondé sur l'exploitation de la classe ouvrière, faire progresser les intérêts du prolétariat rapprochera forcément celui-ci de la prise du pouvoir. La difficulté, cependant, n'est pas d'affirmer abstraitement ces vérités, mais d'aborder chaque problème en partant du point de vue que le prolétariat a besoin de trouver ***sa propre voie d'action indépendante*** et que ***seul le marxisme peut la lui fournir***.

Un autre thème important de cette conférence sera la question de la méthode marxiste, c'est-à-dire la nécessité d'enraciner notre programme dans une étude matérialiste dialectique des rapports entre les classes de la société. Les prochains rapporteurs développeront cette question en relation avec la situation mondiale et la question de la révolution permanente. Pour l'instant, je voudrais simplement lier une fois de plus cette question à la direction révolutionnaire et insister sur le fait que la méthode marxiste est avant tout partisane. Nous n'abordons pas le monde comme des observateurs neutres, mais comme les combattants les plus conséquents pour les intérêts de la classe ouvrière. On ne peut donner un sens à la réalité si on ne l'aborde pas en étant un facteur actif cherchant à l'influencer et à la changer. La méthode et les objectifs sont indissociables.



John Mayall

« Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs à l'ensemble du prolétariat et indépendants de la nationalité ; d'autre part, aux divers stades de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement général. »

—Manifeste du Parti communiste

L'objet principal de mon rapport sera d'évaluer le travail de la LCI depuis notre intervention en RDA (Allemagne de l'Est) et en Union soviétique jusqu'à aujourd'hui. Le but n'est pas de ruminer notre passé mais de façonner notre avenir. Je n'aborderai pas la question comme un observateur impartial mais avec l'intention déclarée de changer la trajectoire de la LCI – de mettre le parti sur les rails pour fournir une direction révolutionnaire à la classe ouvrière à travers le monde. Sans ce point de départ toute évaluation de notre passé est condamnée à se perdre dans le gouffre sans fond de confusion et de stérilité qui a caractérisé notre parti ces 30 dernières années.



Spartacist


Spartakist

La LCI combat la contre-révolution. Banderole à gauche : « Retour à la voie de Lénine et Trotsky » (Moscou, 7 novembre 1991). Ci-dessus : Notre porte-parole lors d'un rassemblement de masse à l'initiative de la LCI à Berlin en janvier 1990.

Une telle évaluation oscillerait nécessairement entre, d'un côté, insister sur la rectitude formelle de certains aspects de notre programme et, de l'autre, nous représenter sans aucune contradiction et simplement morts en tant que parti révolutionnaire. Ce n'est ni l'un ni l'autre. La seule façon d'évaluer correctement la LCI et ses contradictions est d'examiner comment son travail a contribué à faire avancer les intérêts de la classe ouvrière à un moment et à un endroit donnés.

S'il y a un élément de mon rapport que je veux que les camarades comprennent, c'est que ***la question décisive*** pour les révolutionnaires est de faire avancer les intérêts indépendants de la classe ouvrière. Dès qu'on lâche ce fil conducteur, on est perdu. Comme je l'ai déjà dit, toute la conférence insistera sur ce point.

La lutte de la LCI contre la contre-révolution

Depuis la Seconde Guerre mondiale, aucun événement n'a eu une importance historique comparable à l'effondrement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est. Toute évaluation du travail récent de la LCI doit partir de là. L'action de notre parti lors de ces événements a mis à l'épreuve notre fibre révolutionnaire. À l'aube de 1989 nous étions une tendance minuscule avec des problèmes importants. Mais les partis révolutionnaires ne naissent pas d'une immaculée conception. En dépit de tous nos problèmes, nous avons lutté de toutes nos forces pour offrir une alternative à la classe ouvrière en RDA et en URSS.

Malgré nos forces minuscules, nous ne nous sommes mis à la remorque de personne. Nous avons au contraire lutté pour tracer une voie indépendante correspondant aux intérêts objectifs de la classe ouvrière. Durant les événements de 1989 et de 1990-1992 il y avait un besoin criant d'une opposition à la contre-révolution ; il fallait lutter contre la bureaucratie stalinienne, elle-même occupée à se liquider et à liquider les États ouvriers. C'est pour une telle perspective que nous nous sommes battus, et nous avons été la seule tendance au monde à le faire à ce tournant crucial du XXe siècle. Voilà qui certifie sans l'ombre d'un doute notre passeport révolutionnaire.

Il est important de comprendre ce qui a donné le caractère révolutionnaire à notre intervention. Ce n'est pas seulement que nous avons mobilisé toutes nos forces pour combattre la contre-révolution. Ce n'est pas non plus que nous avons eu un impact considérable, bien supérieur à nos forces. C'est que, contre toutes les alternatives réactionnaires qui se présentaient, nous nous sommes battus pour la seule voie qui pouvait faire avancer les intérêts historiques de la classe ouvrière.

La LCI après 1991 : Abandon de la direction révolutionnaire

Alors comment comparer cela avec le rôle que nous nous sommes donné après la contre-révolution ? Le contraste ne pourrait être plus grand. Il suffit de survoler quelques échantillons parmi les centaines de pages qui ont été écrites dans le but de définir nos tâches dans la période post-soviétique pour voir que nous ne prétendions même pas que notre programme pourrait jouer un rôle décisif dans les événements du jour. Je ne répéterai pas les points du document présenté à ce sujet [voir page 7]. Les camarades ont lu le document et je suis intéressé d'avoir votre opinion sur les trois points principaux qui y sont esquissés. Je me contenterai de répéter la citation suivante du document de la Conférence internationale de 1992, qui résume très bien la manière dont nous définissions alors nos tâches :

> « Pour régénérer un mouvement communiste international, il ne suffit pas de dénoncer les crimes et les trahisons historiques du stalinisme, la paupérisation mondiale qu'amène le capitalisme-impérialisme et le danger d'une guerre mondiale nucléaire. Il est aussi nécessaire d'insister à nouveau sur les objectifs libérateurs du communisme, comme constituant l'aboutissement de l'humanisme rationnel des Lumières. »
>
> – *Spartacist* édition en français n° 27, été 1993

Voyons un peu. Tout d'abord, la tâche que nous nous fixions n'était pas de faire progresser les intérêts de la classe ouvrière mais de « régénérer un mouvement communiste ». Les communistes, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, ne peuvent gagner de l'influence que dans la mesure où se renforce la position de la classe ouvrière, et non pas indépendamment de ses luttes.

Mais comment proposions-nous de « régénérer un mouvement communiste » ? Nous soulignions quatre points : dénoncer les crimes du stalinisme, dénoncer la paupérisation qu'amène le capitalisme, dénoncer le danger de guerre nucléaire, insister à nouveau sur les objectifs libérateurs du

Salutations des Bolchéviks-léninistes d'Australie

Salut camarades,

Au nom des Bolchéviks-léninistes, je voudrais adresser mes salutations les plus chaleureuses à ce rassemblement international des camarades de la Ligue communiste internationale.

Nous apprécions énormement que la LCI se batte pour revenir à ses fondements communistes, pour lutter pour une organisation marxiste à l'heure actuelle ; non pas comme un groupe qui se cache dans un bunker en attendant des jours meilleurs mais comme une organisation désireuse de lutter ici et maintenant pour ces jours meilleurs. Non pas pour agir comme un groupe de pression sur les libéraux mais pour hisser un drapeau marxiste qui attaque directement le libéralisme et pose tout net la question de la direction révolutionnaire.

Nous trouvons que l'un des aspects les plus remarquables des luttes récentes de la LCI est le fait que vous cherchiez à faire un ménage complet. Vous étudiez des positions et des questions qui remontent au tout début et même aux antécédents de la Spartacist League/U.S., depuis la question nationale jusqu'à la révolution permanente. Cela révèle une vitalité politique que nous n'avons pas trouvée chez d'autres groupes. Nous vous félicitons de le faire d'une manière qui ne discrédite pas votre histoire mais qui parachève ce pour quoi vos prédécesseurs se sont battus. Ce n'est qu'en réaffirmant et non en rejetant l'histoire marxiste de votre organisation que vous pourrez préserver la continuité révolutionnaire et ainsi vous réorienter aujourd'hui. Le fait que vous le fassiez d'une manière aussi radicale et sans défections significatives montre le sérieux politique des camarades ici présents.

Nous avons à peine commencé à étudier sérieusement votre réorientation, mais d'ores et déjà nos camarades ont l'impression d'avoir progressé à grande vitesse. En très peu de temps nous avons été galvanisés par le fruit des trois années de luttes acharnées au sein de la LCI. Le cadre dans lequel vous l'avez fait, en droite ligne des revendications transitoires de Trotsky, a été pour nous un électrochoc qui nous motive immensément. Le marxisme est un guide pour l'action et nous étions bloqués par la contradiction entre le caractère analytique abstrait de nos articles et l'action concrète à mener ici et maintenant. Nous disposons désormais d'une base solide pour répondre à ces questions que nous avions jusqu'à présent à peine commencé à affronter. Nous vous en sommes extrêmement reconnaissants. Nous espérons que les camarades qui sont ici aujourd'hui ressentent la même électricité que celle que nous avons ressentie.

Il y a beaucoup de travail à faire. Si vous réussissez dans la tâche que vous avez entreprise, à savoir appliquer le cadre marxiste pour guider votre organisation tant au niveau international que national, cela ne fera que profiter à la classe ouvrière, et nous espérons vivement que vous y parviendrez. Si c'est le cas, cette conférence revêtira une importance historique mondiale. Il s'agit du retour en force du marxisme au XXIe siècle. Des fondations, encore sous forme embryonnaire, sur lesquelles sera bâtie une IVe Internationale reforgée que Trotsky reconnaîtrait. Nous avons hâte d'écouter les délibérations de la conférence et de voir les propositions que vous allez adopter. Nous vous adressons nos meilleurs vœux de réussite.

Merci.

---

communisme. Aucun de ces points n'a quoi que ce soit à voir avec les combats de la classe ouvrière. C'est tout le contraire de notre intervention en RDA où l'énergie de toute notre Internationale s'était concentrée sur diriger les travailleurs, non pas dans l'abstrait mais dans le feu de l'action révolutionnaire et contre-révolutionnaire.

La scission avec le GI

Une partie importante du document soumis sur « Le révisionnisme postsoviétique de la LCI » traite de la scission entre la LCI et le Groupe internationaliste (GI). Il s'agit bien entendu d'une question sensible. Nous avons passé des décennies à nous jeter mutuellement à la figure des polémiques hostiles et confuses dont probablement la moitié consistait à accuser l'autre de mentir. La plupart des observateurs extérieurs ne voient pas la différence entre les deux organisations, et cela reste vrai malgré le fossé politique qui se creuse. La seule façon de comprendre tout cela c'est en partant de la question décisive, celle de la direction révolutionnaire. Autrement dit, il faut évaluer les deux organisations en fonction de ce qu'elles contribuent pour faire avancer les luttes de la classe ouvrière. Si l'on considère les choses de cette manière, tout devient soudain beaucoup plus clair. Il devient évident qu'aucun d'entre nous ne pouvait expliquer sérieusement pourquoi c'est le marxisme et non le libéralisme – l'idéologie dominante de l'époque – qui est l'outil permettant de faire progresser les intérêts de la classe ouvrière et des opprimés. C'est cela le nœud de la question.

Une fois que c'est clair, il est beaucoup plus facile d'examiner avec lucidité les aspects secondaires de ces querelles. Dans nos confrontations avec le GI à l'avenir – et en fait avec toute autre organisation de gauche – il est crucial de toujours partir non pas de leur doctrine abstraite, mais de la manière dont leur intervention cherche à avoir un impact sur la lutte des classes à la fois au niveau international et au niveau national.

De 1992 à 2017

Je pourrais passer des heures à évaluer les différentes batailles et les différents régimes dans le parti entre 1992 et 2017. Mais non seulement cela prendrait une éternité, ce ne serait ni intéressant ni utile. Si vous regardez cette période à travers le prisme de la direction révolutionnaire, il est facile de voir que, quelle que soit la phase opportuniste ou sectaire par laquelle nous passions, notre point de départ n'était jamais de démontrer ***pourquoi*** les luttes du moment avaient besoin d'une direction marxiste en opposition à celle des libéraux. Nous jetions des pierres aux dirigeants, que ce soit ceux des mouvements antiguerre, ceux du mouvement altermondialiste ou ceux des divers mouvements de politique identitaire. Mais nous ne pouvions pas expliquer pourquoi il fallait être marxiste aujourd'hui.

Je pourrais fournir des centaines de citations qui le démontrent. Mais ce n'est pas nécessaire. Tous les camarades qui étaient dans le parti à l'époque savent que c'était notre point de vue et qu'ils ont eux-mêmes expliqué à un contact ou à une nouvelle recrue que notre but était de garder notre programme bien au chaud pour l'avenir, et non pour aujourd'hui. Pour ceux qui n'étaient pas dans le parti, je pense que la différence d'approche entre ce que nous écrivons aujourd'hui et n'importe quel article écrit ces 30 dernières années saute aux yeux. Voici un extrait d'un message que nous avons reçu récemment d'un sympathisant britannique et qui en témoigne :

> « Il y a des choses sensationnelles dans les derniers journaux (WH & WV) ; ça exige un état d'esprit nouveau sur absolument toutes les questions. Autrement dit, réforme contre révolution. C'est un tel changement par rapport à ce qu'il y avait avant la bataille dans la LCI que l'on est surpris de voir à quel point on (moi) répondait de façon minable, non révolutionnaire aux questions du jour. C'est comme si c'était un nouveau parti. C'est un nouveau parti. Pas centriste mais révolutionnaire. Et on a l'impression, en lisant les nouveaux journaux, que les articles passent à l'offensive, qu'ils débordent de confiance en soi, une confiance imprégnée de la justesse même du programme qu'ils expliquent. C'est fantastique. »

Je pense que ce point de vue extérieur vaut cent citations.



Spartacist

Ça tournait en rond : des centaines de pages de bulletins intérieurs de la LCI invoquaient la lutte pour la « continuité révolutionnaire » sans l'associer à la tâche principale, l'opposition révolutionnaire au libéralisme.

La Conférence internationale de 2017

Mais il faut bien comprendre que tout le monde n'est pas satisfait de la nouvelle orientation de la LCI. Voici une évaluation beaucoup moins favorable de notre nouvelle perspective de la part de Brunoy, ancien membre et cadre historique de la Ligue trotskyste de France :

> « Les nationalistes québécois vont ensuite prendre le temps pour assurer, patiemment, leur prise en main "programmatique" et organisationnelle de la LCI en agglomérant petit à petit autour d'eux les quelques forces encore vives. »

Les « jeunes nationalistes québécois révisionnistes », c'est ainsi que Brunoy nous désigne, moi et le reste du collectif montréalais, tout au long de son document [rires]. Il poursuit :

> « Maintenant, le gouvernail fermement en main, ils peuvent officialiser quasi ouvertement le développement du reste de leur programme révisionniste et la rupture de la LCI avec le programme trotskyste, pour "adapter" le programme de transition à "une nouvelle réalité", un grand classique chez tous les ex-trotskystes. »

Il est intéressant de noter que pour Brunoy le tournant est la Conférence internationale de 2017, lorsque la camarade Coelho a « libéré les loups dans la bergerie » :

> « Il est clair que la rupture programmatique sur la question nationale de la conférence de 2017 a été un tournant qualitatif et que la crise de 2020 n'en est qu'une suite logique et naturelle. »

Brunoy a raison de mettre particulièrement l'accent sur la conférence de 2017, mais il a tort de dire qu'elle a marqué un tournant qualitatif dans la LCI.

Brunoy et nos autres opposants détestent 2017, et c'est surtout pour de mauvaises raisons. Ce qu'ils détestent dans


ÉTÉ 2017 7

La bataille contre l'Hydre chauvine

Musée Getty

Héraclès se battant contre l'Hydre de Lerne. Vase étrusque du VIe siècle avant J.C.

Document de la Septième Conférence internationale de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

***Spartacist* nº 43**
Été 2017

Le document de la Septième Conférence internationale de la LCI en 2017 a corrigé une grave capitulation sur la question nationale. Mais, comme l'indique son titre, la correction avait une teneur moraliste libérale et abstraite.


Rajkumar/Reuters

Bengaluru, Inde, mai 2021 : Crémation de victimes de la Covid-19. La pandémie a été une catastrophe pour les travailleurs, qui devaient absolument mener une lutte défensive contre la bourgeoisie.

la conférence de 2017, c'est précisément la seule chose qui était correcte : notre affirmation que la lutte pour la libération nationale n'est pas un obstacle qu'il faut mettre de côté mais une force motrice pour la révolution. La conférence de 2017 était différente des autres conférences de la période postsoviétique parce qu'elle a corrigé (bien que très partiellement) une révision du léninisme qui remontait aux premières années de notre tendance. Cela dit, si nous revenons à nos critères fondamentaux de direction révolutionnaire, il est facile de voir que la conférence de 2017, comme tout ce que nous avons fait dans la période postsoviétique, n'avait pas pour but de guider la classe ouvrière dans les événements mondiaux et qu'elle était donc fondamentalement défectueuse. Nous disions explicitement :

> « Ce document [de conférence] est donc centré sur les conclusions essentielles des derniers mois [de discussion interne] plutôt que sur les importants changements dans la situation politique mondiale […]. La question primordiale pour notre organisation est de nous réarmer au niveau programmatique et de forger une nouvelle direction qui sera en mesure de faire face à ces nouveaux développements. »
>
> – *Spartacist* édition en français nº 43, été 2017

C'est tout à fait absurde mais nous avons prétendu qu'en nous absorbant dans des polémiques internes nous serions armés pour le monde. Eh bien cela n'a évidemment pas été le cas. La direction a été élue sur la base de combats moralistes et libéraux, avec un grain de vérité programmatique essentielle. Alors bien sûr, lorsque nous avons été frappés par la pandémie, toute l'organisation s'est effondrée. En ce sens, il est vrai que 2017 a ouvert la voie à l'effondrement de 2020, mais pas de la manière dont Brunoy l'affirme. C'est l'incapacité à lutter pour une direction révolutionnaire en 2017 qui a conduit à notre effondrement et non la réaffirmation de conceptions léninistes fondamentales sur la question nationale.

L'effondrement de 2020

La pandémie de Covid-19 a confirmé de manière frappante que les événements mondiaux sont le véritable test pour les partis qui se prétendent révolutionnaires. Au lieu de réagir à la plus grande crise mondiale depuis l'effondrement de l'Union soviétique en offrant une voie de lutte à la classe ouvrière, nous avons appuyé les mesures prônées par la bourgeoisie libérale et nous nous sommes liquidés au sens propre et figuré. C'est là que l'évolution de la LCI devient à la fois plus contradictoire et plus intéressante. Comment se fait-il que nous ayons réussi à passer d'un effondrement total à la situation où nous nous trouvons aujourd'hui à cette conférence, où nous jetons les bases d'une trajectoire fondamentalement différente et révolutionnaire ?

Il y a une tendance dans le parti à présenter notre réorientation comme un progrès graduel et constant, comme si le noyau de la direction internationale actuelle menait le même combat depuis 2020 et peut-être même depuis 2017. Il y a là une ***parcelle*** de vérité, mais fondamentalement c'est faux. Ce qui est vrai, c'est qu'en 2020, il y a eu une résistance à la liquidation du parti dans le libéralisme. Mais sans plus. Soyons clairs : sans cette tendance le parti serait mort à l'heure actuelle ; en ce sens elle était cruciale. Mais refuser de devenir des libéraux était loin de faire de nous des communistes. Nous avons limité notre rôle à être des critiques de gauche de la Spartacist League/U.S. Nous ne tracions pas une voie indépendante, nous voulions simplement moins de libéralisme. Le résultat a été un désordre confus et des luttes politiques pour la plupart superficielles et inintelligibles.

Cela a conduit à la désastreuse délégation du Comité exécutif international (CEI) auprès de la SL/U.S. à l'été 2020. Au cours de ce voyage la délégation a créé un clivage sur la base du moralisme libéral en accusant certains camarades d'être insensibles sur la question noire et en prétendant avoir un accord programmatique avec d'autres jugés plus sensibles. Cela représentait au fond une tentative de tirer un trait sur la lutte qui secouait le parti en nous limitant encore une fois à quelques ajustements cosmétiques à la trajectoire libérale de la LCI. Cela aurait signifié continuer le rituel classique où une grosse bataille condamne un groupe de camarades, proclame quelques vérités abstraites sur la révolution et continue de suivre la même trajectoire.

La lutte menée contre la délégation a mis du temps à démarrer et, si l'on regarde le principal document critiquant ce qu'elle a fait, on voit qu'il est assez rigide et abstrait. Mais il y a un point essentiel : le refus de faire comme si de rien n'était. Nous avions compris que le libéralisme avait provoqué l'effondrement du parti et que nous ne pouvions pas nous en accommoder, à aucun prix. Voici ce que j'ai dit lors du plénum du CEI de décembre 2020 :

> « Lorsque l'avant-garde prolétarienne subordonne son programme aux forces bourgeoises et n'agit pas comme un ***facteur indépendant***, les conséquences sont désastreuses. Ces leçons s'appliquent à l'échelle beaucoup plus réduite de nos luttes actuelles au sein du parti. Si la LCI tolère et concilie le fait que la SL/U.S. ait abandonné le trotskysme, elle est finie en tant que facteur révolutionnaire subjectif. »

C'est sur cette base que le SI a été élu en 2020. À certains égards, cela ressemble à ce que j'affirme aujourd'hui. Mais c'est fondamentalement différent.

Tout d'abord, il était faux de prétendre que les problèmes de la LCI étaient tous dus à la SL/U.S. Mais surtout, l'affirmation sur l'indépendance politique de la classe ouvrière et la nécessité de rompre avec le réformisme était présentée de manière totalement abstraite, totalement dissociée de la crise gigantesque qui secouait le monde à l'époque. Ainsi, d'une part, le refus de concilier a été d'une importance décisive pour nous amener là où nous sommes aujourd'hui. Mais d'autre part il ne représentait pas une rupture fondamentale parce qu'il était déconnecté de notre intervention réelle dans le monde.

Je crois que la plupart des camarades du SI peuvent indiquer de façon précise le moment et le lieu où notre bulle a éclaté à propos des batailles que nous menions « contre le révisionnisme de la SL/U.S. » En mars 2021, nous avons enfin organisé une discussion sérieuse sur la pandémie de Covid-19. Alors que nous travaillions sur la résolution énonçant notre opposition aux confinements, nous nous sommes référés aux écrits de Lénine pendant la Première Guerre mondiale, en particulier à son article de juillet 1915 « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste », où il affirme :

> « La seule politique de rupture réelle, et pas seulement verbale, de l'"union sacrée" et de reconnaissance de la lutte de classe, c'est celle où le prolétariat ***met à profit les difficultés*** de son gouvernement et de sa bourgeoisie ***pour les renverser***. »

C'est en travaillant sur cette résolution et en réfléchissant à cette remarque de Lénine que nous avons eu le déclic. La pandémie faisait rage depuis une année entière, causant à la classe ouvrière des souffrances incalculables, mais nous – la soi-disant avant-garde du prolétariat – avions passé l'année englués dans des discussions internes n'offrant aucune voie à la classe ouvrière. Il était certain que nous ne mettions pas à profit les difficultés des capitalistes afin de faire avancer la lutte pour la révolution. C'est à ce moment-là que la faillite de notre ligne de conduite est devenue évidente. Jusqu'à ce moment-là, la direction que prenait notre combat était cruciale, mais le contenu de notre lutte avait été fondamentalement erroné.

La déclaration du CEI contre les confinements [voir *Spartacist* édition en français n° 45, novembre 2022] représente le tournant qualitatif pour notre Internationale parce qu'elle propose un programme correspondant aux intérêts de la classe ouvrière dans cette crise mondiale. Même si elle a tardé à le faire, la LCI reste la seule à avoir mis en avant une telle perspective.

Les « confinements ouvriers »

À ce que je comprends les camarades du groupe Bolchévique-léniniste (BL) ont renoncé à leur position appelant à des « confinements ouvriers ». Permettez-moi néanmoins de faire quelques remarques sur cette question. On peut discuter en termes de tactique de la meilleure façon de mettre en avant une perspective prolétarienne indépendante dans la pandémie, mais il faut être clair sur le fait que, pour être correcte, cette perspective doit être explicitement opposée à celle de la bourgeoisie.

Qui sait ce qu'un État ouvrier révolutionnaire ferait face à une pandémie ? Cela dépendrait de faits concrets. La fermeture de certains secteurs de l'économie n'est pas à exclure par principe, mais là n'est pas la question. L'essentiel dans la pandémie telle qu'elle s'est produite dans la réalité est que, pour défendre ses propres intérêts, la classe ouvrière devait ***se battre***, et non accepter de simplement rester enfermée et suivre les diktats de ses gouvernements. Dans la conscience des gens, les confinements administrés par la classe ouvrière seraient au mieux compris comme des confinements assortis de mesures sociales supplémentaires ; au pire, ils seraient perçus comme un appel aux travailleurs à assurer eux-mêmes le respect des mesures draconiennes du gouvernement. Dans aucun de ces cas cela n'aurait permis d'enfoncer un coin entre la politique menée par les gouvernements et les intérêts de la classe ouvrière. Au contraire, cette approche crée un pont entre les deux.

Je pense que des appels comme des « confinements ouvriers » proviennent d'une incapacité à réfuter la propagande morale pendant la pandémie faite au nom de « sauver des vies ». La clé pour que la classe ouvrière avance ses propres intérêts dans la pandémie était de montrer qu'elle devait ***s'opposer*** à la réponse du gouvernement ***même si*** celui-ci combattait le virus. Si on ne peut pas expliquer comment malgré ce fait les mesures du gouvernement étaient au détriment de la classe ouvrière, on est obligé soit d'adopter la position imbécile que les communistes se fichent des vies humaines, soit de présenter les intérêts de la classe ouvrière comme s'ils étaient compatibles avec la politique de confinement des gouvernements. La clé pour trancher ce dilemme était de montrer comment les intérêts de la classe ouvrière pendant la pandémie – à la fois dans l'immédiat et à long terme – entraient en conflit avec les structures sociales et politiques actuelles. Il devient alors évident que la classe ouvrière n'aurait pas dû soutenir la politique gouvernementale mais lui opposer sa propre stratégie indépendante pour défendre sa sécurité et ses conditions de vie.

Reforger la LCI

La publication de la déclaration sur les confinements a marqué un tournant qualitatif, mais la lutte était loin d'être terminée. Une fois que nous étions engagés à fournir une direction révolutionnaire à la classe ouvrière, nous nous sommes heurtés à chaque tournant au mur de révisionnisme méthodologique et politique accumulé pendant des années. C'était une chose de sortir notre épée du fourreau, c'en était une autre d'apprendre à l'aiguiser et à la manier. Quand on regarde le bilan de la LCI depuis 2021, on peut voir que notre cap est révolutionnaire : nous avons cherché à donner

une direction à la classe ouvrière dans les principaux événements qui secouent le monde et les pays où nous avons des sections. Nos interventions sont modestes et inégales mais essentielles. Je voudrais maintenant détailler le chemin tortueux et les différentes étapes par lesquels nous sommes passés pour réaliser ces interventions.

1) Réaffirmer la scission entre réforme et révolution

Presque immédiatement après la publication de la déclaration sur les confinements, diverses sections et même une partie du SI ont tenté de présenter le fait d'être pour ou contre les confinements comme la ligne de démarcation décisive dans le mouvement ouvrier. Contre cela, il a fallu réaffirmer la leçon fondamentale du léninisme, à savoir que le conflit fondamental dans le mouvement ouvrier se situe entre la réforme et la révolution. Alors que cela avait été fait de manière abstraite en décembre 2020, cette même question est devenue concrète et directement liée à notre intervention dans la pandémie. Bon, comprenez-moi bien. Rétrospectivement, vous trouverez dans les batailles que nous avons eues sur cette question en 2021 de nombreux points très théoriques et un peu abstraits. Mais contrairement à 2020, la question de la scission du mouvement ouvrier entre réforme et révolution a été utilisée pour défendre une intervention fondamentalement révolutionnaire dans les événements mondiaux.

Ce même point politique a été crucial dans la Spartacist League/Britain où, pour remettre la section sur les rails, nous devions corriger sa capitulation devant le travaillisme durant les années Corbyn. Dans le document de la conférence de 2021 de la SL/B, nous avons réaffirmé le point fondamental suivant :

> « La raison pour laquelle les léninistes sont contre le “parti de toute la classe”, c'est que ***l'aile révolutionnaire*** est subordonnée à ***l'aile réformiste***, et non pas que la gauche sociale-démocrate est gênée par la droite sociale-démocrate. Par conséquent, pour les léninistes, lutter contre le “parti de toute la classe” travailliste ne veut pas dire se battre contre le fait que Corbyn fasse la paix avec les blairistes. Cela veut dire lutter contre ceux qui se disent révolutionnaires (comme la SL/B) et qui prêchent l'unité avec Corbyn. »
>
> – « En défense du programme révolutionnaire (II) », *Spartacist* édition en français nº 45, novembre 2022

Pour faire simple, nous luttons pour un parti révolutionnaire, pas pour une social-démocratie plus à gauche. La conférence de la SL/B a également étendu cette conception à la question syndicale. Contre des décennies de pratiques passées, nous avons argumenté :

> « Seules des directions syndicales basées sur un programme révolutionnaire sont capables de transcender les intérêts sectoriels étroits d'une industrie, d'un syndicat ou d'un pays particulier et de mener des combats qui feront avancer les intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. Pour cela, il faut démasquer le programme de collaboration de classes de la direction actuelle des syndicats ***et*** la version plus combative de ce même programme mise en avant par la gauche réformiste. »

Eh bien les deux arguments cités ci-dessus étaient absolument essentiels. Mais très vite on a eu tendance au sein du parti à les répéter simplement comme des formules apprises par cœur. Nous avons dû insister à maintes reprises qu'affirmer ces vérités n'a aucune signification si on ne les lie pas aux luttes concrètes.

2) La tactique

Cela m'amène au point suivant : la tactique. En Allemagne, nous nous sommes réarmés d'une autre façon qu'en Grande-Bretagne. Nous avons commencé par faire une intervention clé, puis nous avons approfondi nos fondements théoriques. Une fois qu'on a compris que la direction révolutionnaire consiste à guider la lutte de la classe ouvrière, la nécessité d'exploiter les contradictions et les clivages de la société devient évidente. Pour cela il faut utiliser des tactiques à bon escient. La campagne du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands pour chasser les partisans de l'OTAN/UE de Die Linke (Parti de gauche) dans le contexte de la guerre en Ukraine était une application concrète de la lutte pour une direction révolutionnaire et de la nécessité de scissionner le mouvement ouvrier entre réforme et révolution [voir « Chassez de la gauche les partisans de l'UE/OTAN ! », *Spartacist* édition en français nº 45, novembre 2022]. En faisant pression sur la social-démocratie de gauche pour qu'elle lutte contre la vague social-chauvine qui s'est propagée en Allemagne, nous avons pu montrer très clairement pourquoi seul un programme révolutionnaire pouvait fournir une base réelle pour s'opposer à la guerre.

Bien sûr, nous aurions pu rester en retrait et appeler abstraitement à la révolution contre l'impérialisme allemand. Mais cela n'aurait en rien servi les intérêts du mouvement ouvrier. La voie pour laquelle nous nous sommes battus permettait de lutter contre l'impérialisme allemand tout en renforçant l'autorité de l'avant-garde révolutionnaire. Nos interventions ont montré comment l'aile gauche de Die Linke préférait abandonner son programme pacifiste contre l'OTAN plutôt que de rompre l'unité avec les militaristes fanatiques.

Tout militant de gauche un tant soit peu honnête qui observe le contexte politique allemand d'aujourd'hui – où l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti de droite, est devenue la force politique la plus importante – doit admettre que les spartakistes avaient raison de vouloir jeter les partisans de l'OTAN et de l'UE hors du mouvement ouvrier. L'incapacité à le faire a totalement paralysé et démoralisé la gauche. Pendant ce temps, le vent est favorable à la réaction et celle-ci profite de l'opposition croissante à la guerre en Ukraine.

3) S'attaquer aux racines du révisionnisme postsoviétique

Pour revenir davantage au niveau interne, nous nous sommes retrouvés début 2022 dans une situation exaspérante où, près d'un an après la publication de la déclaration contre les confinements, pratiquement aucune section n'avait avancé d'un pas. Cela nous a poussés à creuser davantage, jusqu'à la source de cette paralysie. Si notre problème n'avait été que la pandémie, nous aurions dû rebondir une fois cette question politique réglée. Mais cela ne s'est pas produit et il est devenu de plus en plus clair que ce que nous avancions sur la pandémie était totalement différent de la perspective de l'Internationale depuis 30 ans.

C'est en luttant pour procurer une direction révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui que nous avons pu comprendre nos problèmes de la période précédente. On ne pourra jamais comprendre les problèmes de la LCI en étudiant simplement nos discussions internes. Encore une fois, ce n'est qu'en luttant pour une perspective révolutionnaire aujourd'hui que l'on peut comprendre notre désorientation antérieure.

4) La révolution permanente

Dans le cas de nos sections dans les pays opprimés, même un retour en arrière de 30 ans ne nous a pas aidés. C'est au Québec que nous avons été confrontés pour la première fois à ce problème. Pour avancer un programme

Dreamstime

Juillet 1967 : Un rassemblement nationaliste acclame de Gaulle au Québec. Dans les nations opprimées, il est impossible de briser les illusions dans l'État capitaliste sans reconnaître les aspirations légitimes à l'émancipation nationale.

révolutionnaire dans la pandémie, il fallait briser l'illusion que l'État est l'instrument clé de l'avancement de la nation québécoise. Mais pour briser cette illusion, il fallait reconnaître qu'elle avait un fondement légitime. Le développement d'un proto-État a permis à la nation québécoise de se défendre contre la domination anglophone et a apporté des progrès sociaux importants. C'est en nous tournant vers les écrits de Trotsky sur la révolution permanente que nous avons pu résoudre ce problème et comprendre le rôle de la bourgeoisie québécoise : c'est une classe semi-opprimée et semi-dirigeante qui, tout en prenant la tête de la lutte nationale, sape et trahit celle-ci à chaque tournant.

Lorsque nous avons étendu cette compréhension à la Grèce, puis au Mexique, il est devenu clair que toute l'histoire de notre parti sur la révolution permanente était révisionniste. Cette prise de conscience ne s'est pas faite en épluchant des tomes de Trotsky – même si c'était quelque chose de nécessaire – mais en luttant pour apporter des réponses à la classe ouvrière aujourd'hui. On ne peut pas faire un seul pas dans cette direction si on pense que la défense des frontières grecques est entièrement réactionnaire ou si on dénonce les mesures prises pour éduquer la paysannerie au Mexique comme étant un stratagème réactionnaire pour la transformer en… prolétariat instruit.

5) La bureaucratie stalinienne

Le même processus s'est produit vis-à-vis de la Chine. Pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière dans ce pays, il faut affronter la bureaucratie stalinienne. C'est vrai en général, comme c'est vrai pour la défense de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution. Défendre la Chine exige de lutter *contre* les staliniens. Pour ceux qui penseraient encore que nos récents articles sont trop durs à l'égard des staliniens, je laisserai Trotsky répondre :

> « La lutte contre la guerre, l'impérialisme et le fascisme, impose une lutte impitoyable contre le stalinisme couvert de crimes. Quiconque le défend, directement ou indirectement, quiconque se tait sur ses trahisons ou exagère sa puissance militaire, est le pire ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés. Plus tôt la clique du Kremlin sera renversée par l'offensive armée des ouvriers, plus grandes seront les chances d'une régénération socialiste de l'U.R.S.S., plus proche et plus large sera la perspective de la révolution internationale. »
>
> – « Une leçon toute fraîche », octobre 1938

Cela montre bien qu'il est impossible d'être « trop dur avec le stalinisme ».

6) La lutte contre le centrisme

L'une des principales leçons tirées de la conférence de la SL/U.S. de décembre dernier, c'est combien il est important de rompre avec le centrisme. La question est de savoir si le pôle marxiste va se battre pour être hégémonique ou s'il va faire des concessions qui compromettent et limitent ses propres activités et principes. C'est une chose de prendre des positions de principe correctes, c'en est une autre de tirer les conclusions pratiques de ces positions et de lutter en accord avec elles. L'action indépendante de la classe ouvrière se pose de la manière la plus aiguë face au centrisme. Unité ou scission avec l'opportunisme, telle est la question. Il était crucial d'élire la direction de la SL/U.S. sur la base d'une lutte acharnée contre le centrisme. Cela dit, les luttes menées au sein de la SL/U.S. depuis la conférence montrent que la bataille contre le centrisme n'est pas une affaire ponctuelle, elle se pose en permanence dans tous les aspects de notre travail.

7) Guider la lutte de la classe ouvrière à travers les hauts et les bas

Au stade actuel, la plupart des sections ont réussi à prendre des mesures importantes pour réaffirmer nos tâches fondamentales et/ou ont fait des interventions significatives dans les événements de leur pays. Mais la direction révolutionnaire, ce n'est pas seulement planter le drapeau programmatique ou faire quelques bonnes interventions. Il s'agit d'un processus constant qui n'est jamais achevé mais qui est mis à l'épreuve encore et encore. Pour gagner l'allégeance de la classe ouvrière, nous devons construire un

parti capable de guider ses luttes à chaque étape, qu'elles soient offensives ou défensives.

C'est dans la SL/B que nous avons gagné le plus d'expérience en la matière. Au cours de l'année écoulée, nous avons pu intervenir à plusieurs reprises à des moments décisifs de la vague de grèves qui secouait le pays. À chaque étape du conflit, nous nous sommes battus pour faire avancer la lutte tout en cherchant à élargir la brèche entre les dirigeants travaillistes du mouvement et les intérêts de la classe ouvrière. Chaque tournant de la situation a nécessité des luttes à l'intérieur du parti pour arriver à une orientation juste. En cherchant à guider la lutte, nous avons été naturellement conduits à nous baser fortement sur nos quelques petits points d'appui dans le mouvement ouvrier. Nous ne pouvions pas fournir une direction à la lutte sans connaître l'état d'esprit et les pressions s'exerçant sur la classe ouvrière. Notre intervention reposait sur des échanges constants entre nos camarades dans les syndicats et la direction de la SL/B. En fait, ce processus a conduit nos camarades dans les syndicats à devenir partie intégrante de cette direction.

Cela montre quel type de parti nous cherchons à forger, un parti ouvrier révolutionnaire. Un parti composé en grande majorité de travailleurs et dont la politique reflète leurs intérêts de classe. Le rôle des intellectuels dans un tel parti est de rompre avec les méthodes et les attitudes de la petite bourgeoisie et de se subordonner à la défense des intérêts de la classe ouvrière. On ne peut pas construire un parti de la classe ouvrière dans une tour d'ivoire, coupé des travailleurs. Pour l'instant, nos racines dans le mouvement ouvrier sont minuscules. Mais nous devons être très clairs sur notre perspective et nous devons travailler en accord avec elle, ici et maintenant. Dans l'ensemble, notre intervention en Grande-Bretagne a été modeste et nous avons certainement commis des erreurs. Mais je pense qu'elle est riche d'enseignements et qu'elle constitue un petit exemple de ce que signifie fournir une direction révolutionnaire.

En fait, je pense que l'on peut dire la même chose de l'ensemble de notre trajectoire depuis deux ans. Il est important de garder à l'esprit que le processus par lequel nous sommes passés se répétera certainement d'une manière ou d'une autre dans les groupes de gauche du monde entier. Les bouleversements politiques internationaux exercent une forte pression sur la gauche marxiste et il y aura certainement des polarisations et des ouvertures. Les documents soumis au vote de cette conférence apportent des réponses aux questions les plus cruciales qui se posent aujourd'hui. Nous devons intervenir de manière très agressive sur la base de ces documents. Mais il sera essentiel également de faire ressortir les leçons de nos luttes et, espérons-le, de faciliter la tâche à ceux qui, comme nous, cherchent à tracer une voie révolutionnaire. C'est en partie l'objectif de la présence du groupe BL à notre conférence ce week-end.

Conclusion

Pour conclure : comme je n'ai cessé de le répéter tout au long de mon rapport, nous devons aborder chaque question en vue de donner une perspective ouvrière indépendante qui fasse avancer la lutte pour la révolution socialiste. L'étape suivante consiste ensuite à ancrer concrètement cette perspective dans une compréhension marxiste des rapports entre les classes et des obstacles à un moment et à un endroit donnés.

Après trois ans de lutte acharnée, nous avons fait d'énormes progrès. Mais ce n'est que le début. Ne sous-estimons pas la précarité de notre situation. Notre parti est loin d'être consolidé sur la politique des documents de conférence. Nous devons encore nous endurcir davantage ; les événements mondiaux promettent d'être impitoyables et de punir sévèrement toute défaillance. Ceux qui n'ont pas assez de cran pour tenir dans une lutte constante et acharnée ne sont pas dans le bon parti. À l'approche de la conférence, certains camarades l'ont compris et ont démissionné. Bon vent. Nous allons de l'avant, plus déterminés que jamais, et plus clairs que jamais sur nos tâches dans cette nouvelle période. Cette conférence est le premier pas dans cette direction.

À bas le centrisme et le sectarisme ! En avant vers une IVe Internationale reforgée ! ■

Le déclin...

(Suite de la page 5)

Ce rapport de force favorable non seulement créait des opportunités d'investissement lucratives pour les impérialistes, il réduisait également les risques liés au commerce extérieur. Les capitalistes pouvaient investir et commercer à l'étranger tout en sachant que la domination politique et militaire des États-Unis servait de garantie en cas de conflit majeur ou d'un gouvernement trop hostile. Ces facteurs conduisirent à une croissance considérable du commerce international, à la délocalisation massive de la production et à une explosion de la circulation internationale des capitaux, c'est-à-dire à la mondialisation.

Une réponse marxiste à la mondialisation

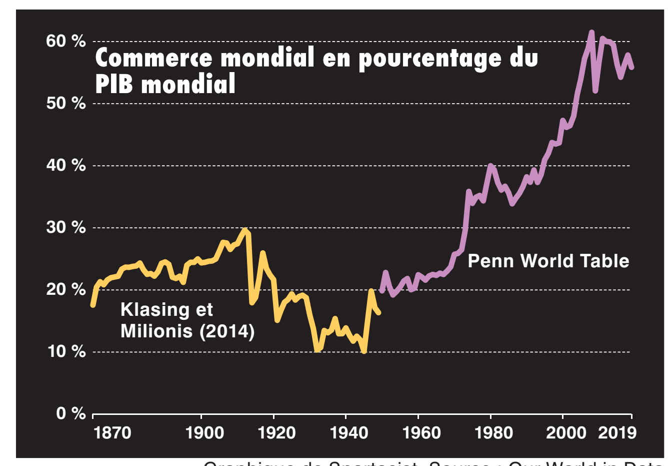
Pour les chantres de l'impérialisme libéral, c'est grâce à la mondialisation que le niveau de vie s'est considérablement amélioré dans de nombreuses régions du monde et que les prix des biens de consommation ont généralement baissé. Il est indéniable que l'extension de la division mondiale du travail ces 30 dernières années a entraîné un développement des forces productives au niveau international. Par exemple, la consommation d'énergie par habitant dans les pays à revenu faible et intermédiaire a plus que doublé, l'alphabétisation atteint désormais presque 90 % de la population mondiale, et la production automobile et celle d'acier ont plus que doublé. À première vue, ces évolutions progressistes semblent contredire la théorie marxiste de l'impérialisme, selon laquelle le capitalisme est arrivé à son stade final où la domination du capital monopoliste conduit au parasitisme et à la décadence à long terme. Cependant, loin d'être contredite par le cours des événements, seule l'analyse marxiste peut les expliquer pleinement et, ce faisant, montrer comment l'ordre mondial libéral conduit non pas à un progrès social et économique graduel mais à la crise sociale.

Tout d'abord, on n'a pas besoin d'attribuer un rôle progressiste au capital financier pour expliquer une croissance soutenue des forces productives. La situation suite à l'effondrement de l'Union soviétique – diminution des risques militaires, affaiblissement du mouvement ouvrier, vague de libéralisation, des conditions plus sûres pour les investissements à l'étranger – a permis à l'impérialisme, pendant un certain temps, de surmonter sa tendance au déclin. En fait, Trotsky lui-même avait envisagé cette possibilité :

> « Théoriquement, on ne peut pas dire qu'il ne saurait y avoir un nouveau chapitre de progression capitaliste ***générale*** dans les pays les plus avancés, dominateurs et animateurs. Mais pour cela, le capitalisme devrait au préalable sauter par-dessus de hautes barrières dans le domaine des classes et des relations entre États : écraser pour longtemps la révolution prolétarienne, réduire définitivement la Chine en esclavage, renverser la République des soviets, etc. »
>
> – *L'Internationale communiste après Lénine*, 1928

C'est précisément ce qui s'est passé. Après un changement dramatique dans les rapports de force entre les classes au détriment du prolétariat, le capitalisme a obtenu un sursis. Mais cela ne pouvait être qu'un répit temporaire dans le contexte d'une tendance générale de l'impérialisme au déclin, qui revient maintenant à la norme.

Deuxièmement, les défenseurs du capitalisme prétendent que la supériorité des marchés libres sur les économies planifiées est évidente si l'on compare le niveau de vie qui existait dans les États ouvriers déformés d'Europe de l'Est à celui d'aujourd'hui (la Pologne est l'exemple type). En réalité, on peut réfuter cette affirmation même sans tenir compte du fait que, selon certains indices, les conditions ont en fait empiré : l'inégalité, le statut des femmes, l'émigration massive, etc. Les marxistes orthodoxes, c'est-à-dire les trotskystes, ont toujours soutenu que les économies planifiées des États ouvriers isolés, malgré leurs énormes avantages, ne pouvaient pas dépasser celles des puissances capitalistes avancées, qui bénéficiaient d'un taux de productivité plus élevé et d'une division internationale du travail. Les staliniens prétendaient que l'Union soviétique pouvait par elle-même (et, plus tard, avec ses alliés) dépasser les pays capitalistes avancés en poursuivant la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Mais c'est précisément parce que la coexistence pacifique est impossible que cette voie est exclue.



Graphique de Spartacist. Source : Our World in Data

Le commerce mondial a atteint des sommets après l'effondrement de l'Union soviétique, dépassant de loin les précédentes vagues de mondialisation.

Les puissances impérialistes ont toujours maintenu une pression économique et militaire extrême sur l'URSS et les autres pays du Pacte de Varsovie, et ces attaques entravaient la performance économique de ces pays. À cela s'ajoutait la mauvaise gestion bureaucratique qui accompagne forcément toute tentative de « construire le socialisme » dans des conditions d'isolement et de pauvreté. La croissance économique soutenue de la Pologne capitaliste est due à sa pleine intégration dans le commerce mondial, une possibilité qui était exclue pour l'économie dévastée de la République populaire de Pologne d'après-guerre. On ne peut pas comparer équitablement le niveau de vie d'un château-fort assiégé avec celui d'un château-fort qui ne l'est pas. La supériorité des économies planifiées est tout à fait évidente lorsqu'on observe les progrès incroyables réalisés ***en dépit*** de l'environnement international hostile dans lequel elles se trouvaient. C'est vrai pour la Pologne tout comme pour l'Union soviétique, Cuba, la Chine et le Viêt Nam.

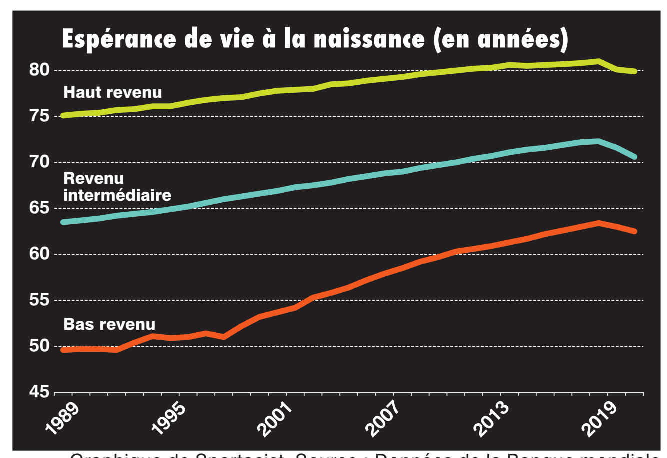
Troisièmement, les défenseurs de l'ordre mondial libéral prétendent que l'intensité et le nombre des guerres ont diminué depuis la Deuxième Guerre mondiale et plus encore depuis l'effondrement de l'Union soviétique, ce qui prouverait que le libéralisme et la mondialisation conduisent progressivement à la paix. On peut contester certains aspects factuels de cette affirmation, mais il est indéniable qu'aucun conflit

ces 75 dernières années n'a approché l'ampleur du massacre industriel qui a eu lieu pendant les deux guerres mondiales. Aujourd'hui encore, le « maintien de la paix en Europe » reste le principal argument utilisé pour défendre l'UE. En réalité, l'absence d'une nouvelle guerre mondiale est due tout simplement à la domination écrasante des États-Unis sur leurs rivaux, un rapport de force nécessairement temporaire. Comme l'expliquait Lénine :

> « Il est ***in***concevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la ***force*** de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement ***uniforme*** des entreprises, des trusts, des industries, des pays […].
>
> « Aussi, les alliances "inter-impérialistes" ou "ultra-impérialistes" dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du "marxiste" allemand Kautsky, ne sont ***in***évitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant ***toutes*** les puissances impérialistes, que des "trêves" entre des guerres. »
>
> – *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916

Accepter que la période postsoviétique a été une période de paix relative n'empêche pas qu'il y ait eu de nombreuses guerres brutales. L'armée américaine a presque continuellement été engagée dans des guerres de faible intensité pour affirmer sa puissance militaire et garantir son droit à dominer « pacifiquement » des millions de personnes grâce à l'expansion du capital financier. Loin de conduire à la paix mondiale, cette dynamique ne fait que préparer de nouvelles guerres pour rediviser une fois de plus le monde, qui seront d'une brutalité inimaginable.

Quatrièmement, la croissance des forces productives ne s'est pas produite grâce à un mythique libre-échange, mais sous le joug et selon les intérêts du capital monopoliste contrôlé par quelques grandes puissances. Quels que soient les progrès réalisés à court ou moyen terme dans certaines régions du monde, cela s'est accompagné d'une dépendance accrue envers les caprices financiers des puissances impérialistes, et notamment des États-Unis. On peut par exemple observer au Mexique, sur la base de divers indicateurs socio-



Graphique de Spartacist. Source : Données de la Banque mondiale

Les pays à faible revenu ont le plus profité dans la période postsoviétique de la hausse de l'espérance de vie, progressant de 14 ans ; puis la tendance s'est inversée pour tous les groupes pendant la pandémie.

économiques, une amélioration du niveau de vie depuis les années 1990. Mais cela s'est fait au prix d'une subordination économique aux États-Unis beaucoup plus profonde et de la ruine de certaines couches de la population, en particulier la paysannerie. Cette situation signifie qu'en période de croissance, les impérialistes tirent d'énormes profits de leurs dépendances et que, lorsque frappe la crise, ils peuvent exiger d'elles des concessions politiques et économiques exorbitantes, aggravant encore leur oppression nationale. Tout cela montre que la croissance économique à court terme ne vaut pas le prix de l'asservissement à l'impérialisme.

Enfin et surtout, l'effondrement de l'Union soviétique n'a pas inauguré une phase supérieure du progrès humain mais le triomphe de l'impérialisme américain, qui n'est autre que la domination des rentiers financiers américains sur le monde. C'est la domination même de cette classe qui empêche les forces productives de se développer davantage et qui conduit au déclin social. C'est le cas avant tout pour les États-Unis. Dans *L'impérialisme,* Lénine expliquait :

> « L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer. »

Voilà qui décrit parfaitement le caractère de l'économie américaine. La croissance sans précédent de leurs intérêts financiers internationaux a affaibli la source même de la puissance mondiale des États-Unis : leur base industrielle autrefois si puissante. Les délocalisations, le sous-investissement chronique dans les infrastructures, le prix astronomique des logements, une industrie de la santé rapace, une éducation hors de prix et de piètre qualité sont autant de produits du caractère de plus en plus parasitaire du capitalisme américain. Même la puissance militaire des États-Unis est minée par l'affaiblissement de leur industrie.

La bourgeoisie américaine cherche à compenser le déclin économique du pays par la spéculation débridée, le crédit bon marché et la planche à billets. Comme le faisait remarquer Trotsky, « plus la société s'appauvrit, plus elle se voit riche dans le miroir de ce capital fictif » (« La crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste », juin 1921, notre traduction de l'allemand). Cela annonce une catastrophe économique. Tout le tissu social du pays est en train de se désintégrer et des couches de plus en plus nombreuses de la classe ouvrière et des opprimés sont jetées dans la misère.

Ce déclin interne s'accompagne d'une baisse du poids économique des États-Unis dans le monde. Alors que l'économie américaine représentait 36 % du PIB mondial en 1970, elle en représente aujourd'hui moins de 24 %. Tous les pays impérialistes suivent la même tendance. Alors qu'en 1970 les cinq premières puissances (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne) représentaient ensemble 60 % du PIB mondial, elles n'en représentent plus que 40 % aujourd'hui. D'un côté, l'augmentation phénoménale de l'exportation internationale de capitaux a conduit au déclin social ; de l'autre, cela a davantage intégré de nombreux pays dans les rapports capitalistes modernes, créant un gigantesque prolétariat en Asie orientale et dans d'autres parties du monde.

Ce sont les pays dits à revenu intermédiaire, et la Chine en particulier, qui ont vu leur poids dans l'économie mondiale

augmenter. Pourtant, malgré ce progrès économique, ces pays restent subordonnés au capital financier international. En matière de puissance financière, aucun pays ne peut rivaliser avec les États-Unis : le dollar règne toujours en maître, les États-Unis contrôlent les principales institutions internationales, et 14 des 20 premières sociétés de gestion d'actifs sont américaines, gérant un capital cumulé de 45 000 milliards de dollars, soit l'équivalent d'environ la moitié du PIB mondial. (Les six autres principales sociétés de gestion d'actifs sont suisses, françaises, allemandes ou britanniques. Sur les 60 premières, aucune n'est chinoise, sud-coréenne ou d'un autre pays dit « nouvellement industrialisé ».) La contradiction de plus en plus aiguë entre la position hégémonique que les États-Unis continuent d'occuper et la réduction de leur pouvoir économique réel ne peut pas durer. C'est la cause première de l'instabilité économique et politique de plus en plus importante dans le monde.

La croissance du commerce mondial, l'industrialisation des pays néocoloniaux, le développement de la Chine, tous ces facteurs menacent l'hégémonie américaine. Pour maintenir leur position, les États-Unis doivent inverser la dynamique actuelle. Cela signifie qu'ils doivent s'attaquer aux bases de la mondialisation en affrontant la Chine, en opprimant davantage les néocolonies, en élevant des barrières douanières et en réduisant les miettes accordées à leurs alliés. Fondamentalement, l'argument le plus irréfutable contre la mondialisation, c'est que le développement des forces productives va à l'encontre des intérêts de la classe même sur laquelle repose cette mondialisation, c'est-à-dire la bourgeoisie impérialiste américaine. Cela prouve en soi que ce n'est qu'une utopie réactionnaire d'essayer de maintenir ou de « réparer » l'ordre mondial libéral.

Cela ne veut pas dire que, comme en 1989, les États-Unis ne puissent pas réussir à solidifier leur position. Mais cela ne pourrait se faire qu'au prix de défaites catastrophiques pour la classe ouvrière internationale et cela n'arrêterait en rien le déclin inexorable de l'impérialisme. La seule force capable de mettre fin à la tyrannie impérialiste et d'inaugurer un stade de développement véritablement supérieur, c'est la classe ouvrière. La mondialisation a en effet renforcé son potentiel révolutionnaire, la rendant aujourd'hui plus puissante, plus internationale et plus opprimée au niveau national que jamais auparavant. Mais pour l'instant cela n'a pas encore renforcé sa puissance politique. À cet égard, le mouvement ouvrier a énormément reculé pendant la période postsoviétique.

III. LE LIBÉRALISME ET LE MONDE POSTSOVIÉTIQUE

Le triomphe du libéralisme

L'effondrement de l'Union soviétique a entraîné non seulement des changements majeurs dans l'équilibre économique, politique et militaire des forces internationales, mais aussi des changements idéologiques majeurs. Pendant la guerre froide, les bourgeoisies occidentales se présentaient comme les défenseurs de la démocratie et des droits individuels contre la tyrannie du « communisme totalitaire ». C'était au fond une justification idéologique de l'hostilité à l'égard des États ouvriers déformés et des luttes anticoloniales. Avec l'effondrement du bloc soviétique, le communisme fut proclamé mort et le triomphalisme libéral est devenu l'idéologie dominante, reflétant le changement de priorités des impérialistes, désormais centrées non plus sur la lutte contre le « communisme » mais sur l'exploitation des marchés nouvellement ouverts en Europe de l'Est et en Asie.

L'ouvrage de Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme* (1992), est le parfait exemple de l'arrogance et du triomphalisme du début de la période postsoviétique. Le capitalisme libéral fut proclamé l'apothéose de la civilisation humaine, destiné à se répandre dans le monde entier. Bien entendu, ce qu'il y avait derrière cette vision illusoire, c'était l'extension bien réelle du capital impérialiste à travers le monde. Le triomphalisme libéral était la justification idéologique de ce processus. Les États-Unis et leurs alliés gouvernaient maintenant le monde au nom du progrès économique et social – une version modernisée du fardeau de l'homme blanc.

C'est avec cette couverture idéologique que les États-Unis ont mené leurs différentes interventions militaires dans la période postsoviétique. La première guerre du Golfe et l'intervention en Serbie visaient à « protéger les petites nations ». L'intervention en Somalie était censée « arrêter la famine ». Cette idéologie fut consacrée par les Nations Unies sous l'appellation « Responsabilité de protéger » (R2P). Comme son nom l'indique, cette doctrine proclame que les grandes puissances ont la responsabilité d'intervenir militairement pour protéger les peuples opprimés du monde. C'est en partie parce que la guerre de Bush fils en Irak n'entrait pas parfaitement dans cette catégorie qu'elle a suscité autant d'opposition. Cela dit, elle n'était pas fondamentalement différente des autres interventions américaines de cette période. L'objectif était avant tout d'affirmer l'hégémonie des États-Unis sur le monde, pas d'obtenir des avantages économiques ou stratégiques à long terme. Les alliés des États-Unis qui se sont opposés à certaines interventions comme celle en Irak l'ont fait parce qu'ils ne jugeaient pas utile d'investir des ressources considérables pour montrer une fois de plus que les États-Unis pouvaient écraser un petit pays. Il valait mieux récolter les bénéfices de l'ordre américain sans en payer les coûts.

Bien plus conséquente que les conflits armés de cette période fut l'expansion du capital financier impérialiste dans tous les coins de la planète. Le processus de mondialisation a lui-même été accompagné et renforcé par toute une série de principes idéologiques. Une sorte d'internationalisme impérialiste est devenu le consensus dans la plupart des pays occidentaux. L'État-nation était considéré comme une chose du passé, et le libre-échange, l'ouverture des marchés de capitaux et un taux d'immigration élevé étaient considérés comme la voie vers le progrès et la paix dans le monde. Une fois de plus, ces grands principes reflétaient les intérêts spécifiques de la bourgeoisie. Ils étaient utilisés pour bafouer les droits nationaux des pays opprimés, désindustrialiser l'Occident, importer de la main-d'œuvre bon marché et ouvrir les marchés aux capitaux et aux marchandises impérialistes.

Le mouvement ouvrier dans la période postsoviétique

Dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, la classe ouvrière n'était nulle part dirigée par une avant-garde révolutionnaire consciente. Elle avait néanmoins un certain nombre de conquêtes importantes : l'Union sovié-



Stillwell/PA

Tony Blair (ici en septembre 1995) a mené une croisade néolibérale pour remodeler le Parti travailliste et la Grande-Bretagne.

tique, les nouveaux États ouvriers de l'après-guerre (rejoints plus tard par la Chine, Cuba, le Viêt Nam et le Laos), et, dans le monde capitaliste, un mouvement ouvrier important qui avait des syndicats puissants et des partis ouvriers de masse. Cependant, dans chacun de ces cas, leurs directions bureaucratiques et opportunistes ne cessaient d'affaiblir ces bastions du pouvoir ouvrier. Lorsque les syndicats américains et britanniques firent l'objet d'attaques véhémentes et concertées dans les années 1980, leurs directions se révélèrent incapables de repousser ces offensives en dépit des sacrifices héroïques des travailleurs. En Europe de l'Est, la bureaucratie soviétique liquida sans combat une position après l'autre, jusqu'à ce que finalement elle se liquide elle-même. L'ensemble de ces défaites ont déstabilisé toute la position d'après-guerre du prolétariat international.

Ces catastrophes ont été exploitées par les capitalistes qui ont poussé leur avantage, arrachant de plus en plus d'acquis à un mouvement ouvrier affaibli et désorienté. Presque partout dans le monde, les effectifs syndicaux ont diminué, les industries nationalisées et les services publics ont été privatisés, des partis ouvriers tels que le Parti communiste italien, autrefois si puissant, se sont tout simplement sabordés et, en Occident, de plus en plus d'industries ont mis la clé sous la porte. Ces coups objectifs portés à la classe ouvrière entraînèrent une démoralisation et un virage à droite au sein du mouvement ouvrier.

Dans les pays impérialistes, la plupart des dirigeants sociaux-démocrates, les restes des partis staliniens et les dirigeants syndicaux ont ouvertement acclamé le triomphe du libéralisme. Le bon vieux réformisme et le syndicalisme traditionnel étaient considérés comme trop radicaux pour cette ère nouvelle. La lutte des classes était soi-disant terminée, les syndicats devaient devenir respectables (c'est-à-dire impuissants) et le socialisme était au mieux une utopie. Il y a eu une opposition ouvrière aux privatisations et au libre-échange, mais elle était minable, sapée par la croyance que ces choses-là étaient inévitables. Le projet New Labour de Tony Blair symbolisait ce virage à droite. Blair cherchait à transformer le Parti travailliste britannique, un parti ouvrier basé sur les syndicats, en un parti analogue au Parti démocrate américain. Au gouvernement, il mit en œuvre des réformes néolibérales radicales en les recouvrant d'un vernis de modernisme et de valeurs sociales progressistes. Plus ces nouveaux « dirigeants du mouvement ouvrier », en Grande-Bretagne et ailleurs, rejetaient l'existence même d'un tel mouvement ainsi que tous les principes sur lesquels il s'était construit, plus les organisations traditionnelles s'affaiblissaient. Pour les syndicats et les partis ouvriers, accepter l'hégémonie du libéralisme c'était se scier les jambes. Cela explique l'état lamentable du mouvement ouvrier aujourd'hui.

Les pays opprimés par l'impérialisme

En Occident et au Japon, la position de la classe ouvrière a été affaiblie par la délocalisation de l'industrie. Mais dans de nombreux pays opprimés par l'impérialisme, l'industrie a connu un essor, ce qui n'a pourtant pas empêché la position politique du prolétariat de se dégrader considérablement au cours de la période postsoviétique. Comment expliquer cette faiblesse dans le contexte d'un renforcement objectif de la classe ouvrière ? Même s'il y a de grandes différences entre les pays, on peut établir une tendance générale. Dans le contexte international des années 1980 et 1990, l'impérialisme a renforcé son emprise sur les pays « émergents » et « en développement ». Cela a favorisé en retour le renforcement du libéralisme au détriment du nationalisme tiers-mondiste et de la combativité ouvrière. Alors que le libéralisme sur les questions sociales telles que la sexualité, la race et la religion n'a de manière générale pas beaucoup progressé, le libéralisme économique (néolibéralisme) et, dans une certaine mesure, le libéralisme politique (démocratie formelle) sont devenus dominants.

Sur le plan politique, la convergence internationale vers la démocratie libérale était en partie le résultat de la politique étrangère des États-Unis, qui considéraient de plus en plus les réformes démocratiques comme le meilleur moyen d'endiguer la révolte sociale. Mais l'affaiblissement du mouvement ouvrier au niveau international a aussi eu une influence importante sur les régimes politiques des pays néocoloniaux. Les élites se sentaient plus sûres de leur position, ce qui leur donnait une marge de manœuvre pour faire des concessions, tandis que les opprimés étaient en position de faiblesse, ce qui les incitait de plus en plus à renoncer au changement radical. Cela a réduit l'acuité des contradictions internes, permettant à des pays comme la Corée du Sud, Taiwan, le Brésil et l'Afrique du Sud de remplacer des dictatures quasi totalitaires par une certaine mesure de démocratie bourgeoise. Pour les régimes qui s'appuyaient davantage sur la collaboration de classes que sur la répression, le nouveau contexte nécessitait moins de concessions au mouvement ouvrier. Au Mexique, par exemple, l'ancien régime corporatiste à parti unique, qui avait duré 70 ans, fut progressivement détruit, et avec lui une grande partie de l'influence des syndicats.

Sur le plan économique, l'existence de l'Union soviétique avait permis aux pays néocoloniaux de s'appuyer sur l'une ou l'autre des deux grandes puissances. De nombreux régimes avaient nationalisé des secteurs stratégiques de leur économie et ils exerçaient un certain contrôle sur les flux de capitaux dans leur pays. Ces modèles étaient inefficaces et corrompus, mais ils permettaient une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis et des autres impérialistes.



Ngwenya/Reuters

Nelson Mandela, nouvellement élu, main dans la main avec l'ex-président de l'apartheid de Klerk en 1994. L'accord de « partage du pouvoir » a mis fin à l'apartheid mais maintient l'oppression nationale et sociale.

L'effondrement de l'Union soviétique a été le dernier clou dans le cercueil de ces modèles économiques. Les pays néocoloniaux n'ont guère eu d'autre choix que de s'aligner totalement sur les diktats des impérialistes et de se débarrasser de leurs anciennes structures corporatistes et étatistes.

Le mouvement ouvrier du monde néocolonial a lui aussi capitulé devant les pressions libérales accrues, bien que de manière différente qu'en Occident. Dans certains cas, comme au Brésil et en Afrique du Sud, les partis de la classe ouvrière précédemment réprimés, le Parti des travailleurs (PT) et le Parti communiste sud-africain, devinrent les exécutants des nouveaux régimes « démocratiques » néolibéraux. Au Mexique, la résistance ouvrière au néolibéralisme était arrimée au Partido de la Revolución Democrática (PRD), une scission populiste de gauche du parti au pouvoir. Le PRD lui-même ne s'opposait pas à une plus grande pénétration du capital américain au Mexique, il cherchait seulement à obtenir de meilleures conditions pour le viol du pays. Dans de nombreux pays, le mouvement ouvrier s'est agglutiné au monde libéral des ONG, se ralliant aux « droits de l'homme » et aux « objectifs de développement du millénaire » au lieu de la lutte des classes. Ainsi, alors même que la classe ouvrière de nombreux pays gagnait en puissance économique, elle fut paralysée politiquement par des dirigeants qui capitulaient devant les puissants courants nationaux et internationaux poussant au libéralisme et à l'intégration à l'ordre impérialiste mondial.

Le néolibéralisme avec des caractéristiques chinoises

Après la vague contre-révolutionnaire qui avait déferlé de l'Allemagne de l'Est à l'URSS, l'avenir paraissait sombre pour le Parti communiste de Chine. La répression sanglante du soulèvement de Tiananmen en 1989 avait isolé le régime sur la scène mondiale. Pour les États-Unis et leurs alliés, ce n'était qu'une question de temps avant que la Chine ne suive la voie de l'Union soviétique et n'intègre comme tant d'autres le camp des démocraties libérales. Mais ce n'est pas ce que fit le PCC. La leçon qu'il tira de Tiananmen et des contre-révolutions dans le bloc de l'Est, c'était que pour rester au pouvoir il devait combiner une forte croissance économique avec un contrôle politique rigoureux. Pour y parvenir, il poursuivit de plus belle la voie de la « réforme et de l'ouverture » entamée par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, qui consistait à faire des réformes de marché dans l'agriculture et l'industrie, à privatiser et à attirer des capitaux étrangers. Actuellement, la mainmise du Parti communiste sur le pouvoir semble plus ferme que jamais. Pour le PCC et ses partisans, la Chine est guidée dans le courant de l'histoire par la politique éclairée de ses dirigeants. Mais, comme vont bientôt clairement le montrer les tourbillons de la lutte des classes, ce succès apparent a plus à voir avec les eaux stagnantes de la période postsoviétique qu'avec les capacités de pilotage du PCC.

La menace du « communisme mondial » ayant apparemment disparu et Deng ayant réaffirmé l'engagement du parti à accueillir à bras ouverts les capitaux étrangers lors de sa « tournée dans le Sud » en 1992, les investissements impérialistes affluèrent en Chine. Les zones économiques spéciales offraient un environnement déréglementé digne des meilleures pratiques néolibérales de libre marché ainsi qu'un immense réservoir de main-d'œuvre bon marché dont la soumission était garantie par le PCC. En même temps, l'économie dirigée par l'État mobilisait des ressources énormes pour la construction d'infrastructures et d'usines. Cette combinaison a engendré des profits énormes pour le capitalisme monopoliste, mais aussi des progrès économiques et sociaux sans précédent en Chine. Au cours des trois années qui ont suivi 2008, la Chine a utilisé plus de ciment que les États-Unis pendant tout le XXe siècle. Depuis 1978, son PIB a augmenté en moyenne de 9 % par an et 800 millions de personnes ont été tirées de la pauvreté. L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a permis des gains de productivité considérables, ouvert un nouveau marché gigantesque et servi de moteur à la croissance économique et à l'augmentation du commerce mondial. L'essor de la Chine est à la fois le plus grand succès de l'ordre postsoviétique et sa plus grande menace.

Pour les sociaux-démocrates et les moralistes libéraux, la politique mercantile et répressive du PCC est la preuve que la Chine est désormais capitaliste, voire impérialiste. Mais contrairement à ce qui s'est passé en URSS et en Europe de l'Est, le régime stalinien chinois n'a jamais relâché sa mainmise sur l'économie et l'État. Les principaux leviers de l'économie restent collectivisés. À bien des égards, le régime économique actuel en Chine ressemble à une version extrême de ce que Lénine avait appelé le « capitalisme d'État » : l'ouverture de certains secteurs économiques à l'exploitation capitaliste sous la dictature du prolétariat.

Pour évaluer de façon marxiste la politique de Deng et de ses successeurs, on ne peut pas simplement par principe rejeter les réformes de marché ni refuser tout compromis avec le capitalisme. Il faut plutôt examiner les termes et les objectifs des accords et voir s'ils ont renforcé ou non la position globale de la classe ouvrière. Lors du Troisième Congrès du Comintern, Lénine expliquait de la manière suivante comment il abordait les concessions étrangères dans l'État ouvrier soviétique :

> « Nous reconnaissons ouvertement que les concessions dans le système du capitalisme d'État reviennent à payer tribut au capitalisme. Mais nous gagnons du temps, et gagner du



Alamy



Zhuoming/VCG

La transformation du quartier de Pudong à Shanghai illustre la croissance économique de la Chine : des progrès massifs, mais liés à des capitalistes étrangers et nationaux.

temps c'est tout gagner, notamment à une époque d'équilibre, quand nos camarades étrangers préparent activement leur révolution. Et plus cette préparation sera poussée, plus sûre sera la victoire. Jusqu'à ce moment nous serons tenus de payer tribut. »

– « Rapport sur la tactique du Parti communiste de Russie », 5 juillet 1921

Lénine cherchait à attirer des capitaux étrangers en Russie afin de favoriser le développement économique et de gagner du temps jusqu'à ce que la révolution puisse s'étendre à l'échelle internationale. Les compromis qu'il était prêt à faire n'impliquaient nullement que l'on mette de côté la lutte contre le capitalisme. Il soulignait tout au contraire :

« Cette lutte a changé de forme, mais elle n'en reste pas moins une lutte. Tout concessionnaire reste un capitaliste, et il s'efforcera de saper le pouvoir soviétique ; de notre côté, nous devons nous efforcer de tirer profit de sa cupidité. »

– « Rapport sur les concessions présenté à la réunion de la fraction communiste du Conseil central des syndicats de Russie », 11 avril 1921

Deng Xiaoping proclamait au contraire qu'« il n'y a pas de contradiction fondamentale entre le socialisme et l'économie de marché » (1985). Pour Deng et ses successeurs, il ne s'agit pas de gagner du temps pour la révolution mondiale, ils se font l'illusion que la Chine pourrait se développer en harmonie avec le monde capitaliste.

Alors que les 30 dernières années ont produit des résultats étonnants si l'on considère les données économiques brutes, le bilan est tout à fait différent si l'on évalue la force de l'État ouvrier chinois du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Le développement de la Chine a été construit sur un socle instable : la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme mondial. Il y a une contradiction fondamentale dans l'ascension de la Chine : plus elle devient puissante, plus elle menace les conditions qui ont rendu son ascension possible, à savoir la mondialisation économique sous l'hégémonie américaine. Mais au lieu de rallier la classe ouvrière internationale à la lutte inévitable contre l'impérialisme américain, le PCC compte depuis des décennies sur « l'interdépendance économique », le « multilatéralisme » et la « coopération gagnant-gagnant » pour éviter les conflits. Ces illusions pacifistes affaiblissent la République populaire de Chine en désarmant la classe ouvrière, la seule force capable de vaincre définitivement l'impérialisme.

La position de la Chine est aussi sapée par la puissante classe capitaliste nationale qui a émergé sur le continent et qui a un intérêt direct dans la destruction de l'État ouvrier. Loin de reconnaître qu'il s'agit d'une menace mortelle pour le système social, le PCC a ouvertement encouragé cette classe à se développer, en soulignant sa contribution à la construction du « socialisme avec des caractéristiques chinoises ». Il n'y a pas besoin d'étudier Marx pour comprendre qu'une classe dont le pouvoir repose sur l'exploitation de la classe ouvrière est un ennemi mortel de la dictature du prolétariat, un régime fondé sur le pouvoir d'État des ouvriers.

Pour Lénine, le seul principe gouvernant l'établissement de concessions capitalistes étrangères était de préserver le pouvoir du prolétariat et d'améliorer ses conditions de vie, même si cela signifiait « 150 % de profits » pour les capitalistes. Il fondait toute sa stratégie sur le potentiel révolutionnaire du prolétariat, tant en Russie qu'à l'étranger. Cette perspective n'a rien à voir avec celle de la bureaucratie du PCC, qui craint la révolution comme la peste et qui recherche par-dessus tout la stabilité politique pour maintenir ses privilèges bureaucratiques. Loin de construire une « prospérité commune », la politique du PCC cherche à contenir les aspirations de la classe ouvrière et à maintenir des conditions de travail aussi misérables que possible pour pouvoir concurrencer les travailleurs à l'étranger et garantir l'investissement de capitaux. Ceux qui en profitent ne

sont pas les « gens qui travaillent dur », mais une petite clique de bureaucrates et de capitalistes. La vérité, c'est que le PCC travaille avec les capitalistes en Chine et à l'étranger contre les travailleurs de Chine et des autres pays. Cette trahison perpétrée au nom du « socialisme » salit la réputation de la Chine aux yeux de la classe ouvrière internationale et mine la défense de la Révolution de 1949.

IV. UN COMBAT LIBÉRAL CONTRE LE LIBÉRALISME

Le solide consensus politique qui régnait dans l'ensemble de l'Occident après 1991 ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu de voix dissidentes à gauche et à droite. Toutefois, en règle générale, elles ne remettaient pas en question les prémisses idéologiques fondamentales de l'ordre mondial libéral et encore moins la base matérielle de cet ordre, à savoir la domination du capital financier américain. Les différents mouvements qui sont apparus à gauche critiquaient le statu quo sur la base de la morale libérale, c'est-à-dire sans sortir du cadre idéologique fondamental de la situation actuelle. Qu'ils se soient opposés au libre-échange, à la guerre, au racisme ou à l'austérité, les mouvements de gauche cherchaient tous à limiter les excès de l'impérialisme. Ils laissaient donc le système dans son ensemble intact, tentant seulement de le débarrasser de ses aspects les plus brutaux. Comme l'expliquait Lénine à propos de semblables critiques de l'impérialisme à son époque, elles n'étaient que des « vœux innocents » puisqu'elles ne reconnaissaient pas « la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme » (*L'impérialisme*). Ainsi, les différents mouvements de gauche dans la période postsoviétique ont dénoncé, pétitionné, manifesté, chanté et mangé du tofu, mais ils n'ont absolument pas réussi à construire une véritable opposition à l'impérialisme libéral.



Archives municipales de Seattle

Manif anti-OMC, Seattle, 1999 (ci-dessus). Manif syndicale protectionniste aux USA, 2003 (ci-dessous). Libéralisme et protectionnisme sont incapables de combattre la mondialisation.

Pugliano/Getty

Le mouvement altermondialiste

Le mouvement altermondialiste a pris son essor lors des manifestations contre l'OMC à Seattle en 1999. Celles-ci furent suivies d'autres mouvements similaires partout dans le monde, ce qui donna finalement naissance au Forum social mondial. Le mouvement lui-même était un mélange éclectique de syndicats, d'écologistes, d'ONG, de groupes indigènes, d'anarchistes et de socialistes. Ce méli-mélo n'avait ni cohérence ni objectif commun ; il s'agissait d'une coalition entre les perdants de la mondialisation, qui cherchaient à empêcher les roues du capitalisme de tourner, et l'aile gauche du libéralisme, qui cherchait à rendre les cycles capitalistes moins brutaux.

Dans les syndicats, l'opposition à la mondialisation était inspirée par la résistance de la classe ouvrière aux pertes d'emplois dues aux délocalisations. Si elle avait été orientée dans le bon sens, cette colère légitime de la classe ouvrière aurait pu modifier l'équilibre des forces entre les classes au niveau international et stopper l'offensive du capital financier. Pour ce faire, il aurait fallu des luttes défensives vigoureuses s'attaquant directement aux intérêts du capital monopoliste : occupations d'usines, grèves, campagnes de syndicalisation. Mais les dirigeants syndicaux ont fait tout le contraire.

Aux États-Unis, ils s'opposaient aux délocalisations et à l'ALENA, mais ils saluaient activement la domination du capitalisme américain sur le monde, à laquelle ils avaient eux-mêmes contribué en s'engageant dans la « lutte contre le communisme ». Les syndicats ne pouvaient pas organiser une lutte pour défendre les emplois tout en continuant à soutenir la cause même des délocalisations, à savoir la domination de l'impérialisme américain. Et ce soutien ils l'ont bel et bien donné, depuis leurs campagnes protectionnistes antimexicaines et antichinoises jusqu'à leur soutien à Bill Clinton pour l'élection présidentielle américaine. En Europe, même l'opposition nominale au libre-échange était beaucoup plus faible et de nombreux syndicats ont fait activement campagne pour le traité de Maastricht et pour l'UE. Ceux qui ne le firent pas, tout comme leurs homologues américains, refusaient de lutter contre la bourgeoisie à l'origine de la libéralisation économique et cherchaient au contraire une alliance entre le travail et le capital sur une base nationale contre les « intérêts étrangers ». Dans les deux cas, le résultat fut la dévastation complète pour la classe ouvrière, avec des pertes d'emploi massives et la ruine de régions entières.

De l'autre côté du mouvement altermondialiste, il y avait diverses ONG, des anarchistes, des écologistes et des groupes socialistes. Comme le soulignaient eux-mêmes la plupart de ces groupes, ils ne s'opposaient pas à la mondialisation mais cherchaient à la rendre « plus juste », « démocratique » et « respectueuse de l'environnement ». Comme nous

l'avons expliqué précédemment, la mondialisation ne peut pas être équitable sous le joug de l'impérialisme, et l'offensive néolibérale ne pouvait être stoppée qu'en renforçant la position de la classe ouvrière internationale. Le mouvement altermondialiste en était incapable, car il était profondément imprégné du même libéralisme dont il prétendait combattre les conséquences. Le mouvement prétendait que la lutte des classes était terminée et que les États-nations avaient été supplantés par les grandes entreprises internationales, donc il n'organisa évidemment pas une lutte de classe contre les États impérialistes responsables de la mondialisation.

Puisque le mouvement considérait que la mondialisation était essentiellement inévitable et qu'au mieux la classe ouvrière n'avait aucun rôle à jouer, il ne fit rien pour s'opposer à la perte de millions d'emplois. La gauche condamnait le chauvinisme protectionniste de certains bureaucrates syndicaux et politiciens réactionnaires, mais sans proposer de programme pour défendre l'emploi et les conditions de travail. Elle se faisait donc l'écho en version de gauche des Bush et des Clinton qui dénonçaient eux aussi le protectionnisme et le nativisme pour justifier l'expansion des États-Unis à l'étranger. La vérité fondamentale que rejetait le mouvement altermondialiste, c'est qu'une véritable défense des emplois ouvriers aux États-Unis et en Europe ne nuirait pas aux intérêts des travailleurs du tiers-monde, mais renforcerait au contraire leur position en freinant l'intensification du pillage impérialiste. Pour être internationaliste, la classe ouvrière n'a pas besoin de devenir « libérale » et « éclairée », elle doit s'unir pour renverser l'impérialisme. Toute lutte contre la bourgeoisie impérialiste unira objectivement la classe ouvrière internationale et la poussera à rompre avec ses dirigeants nationalistes.

Si le mouvement altermondialiste a réussi à provoquer quelques émeutes, celles-ci n'ont aucunement menacé l'impérialisme libéral. Paralysé par son allégeance fondamentale au statu quo, le mouvement n'aura été qu'une anecdote de l'histoire alors que le capital financier menait une puissante offensive dans les années 1990 et au début des années 2000. La quasi-totalité du mouvement ouvrier et de la gauche a fini par abandonner même l'opposition formelle à l'ALENA et à l'UE. L'impuissance des forces opposées à la mondialisation a poussé des millions de travailleurs occidentaux dans les bras de démagogues tels que Trump, Le Pen et Meloni.

La gauche contestataire après 2008 aux États-Unis et en Europe

La bulle du crédit de 2007 a marqué l'apogée de l'ordre mondial libéral. La crise économique qui a suivi a représenté un tournant majeur : la dynamique contribuant à la stabilité et à la croissance économique (augmentation du commerce mondial, accroissement de la productivité, consensus politique et géopolitique) a été enrayée et s'est aujourd'hui inversée. La crise et ses conséquences n'ont pas mis fin à l'ère postsoviétique, mais elles ont accéléré les tendances déstabilisatrices. Dans une grande partie du monde occidental, des suppressions d'emplois et des expulsions de logement par millions, suivies d'une vague d'austérité, ont suscité un profond mécontentement politique. Pour la première fois depuis les années 1990 sont apparus d'importants mouvements politiques qui s'attaquaient aux principaux piliers du consensus postsoviétique. À droite, le protectionnisme, l'opposition au « multilatéralisme » et le chauvinisme explicite sont devenus monnaie courante. À gauche, c'était l'opposition à l'austérité, l'appel aux nationalisations et, dans certains milieux, l'opposition à l'OTAN. Les caractéristiques de ces mouvements varient considérablement, mais une conclusion s'impose. Alors que la droite populiste est aujourd'hui revigorée après un certain déclin en 2020, les mouvements contestataires dans la gauche se sont pour la plupart effondrés. Comment expliquer cet échec ?

La gauche contestataire a été poussée sur le devant de la scène par les décennies d'attaques néolibérales qui se sont exacerbées après 2008 et, dans le cas des États-Unis et de la Grande-Bretagne, par l'opposition aux interventions militaires en Afghanistan et en Irak. Ces mouvements réagissaient contre le statu quo sans rompre réellement avec lui. Chacun de ces mouvements était lié d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie impérialiste responsable de la dégradation des conditions sociales. Les porte-drapeaux de cette tendance étaient Corbyn en Grande-Bretagne, Sanders aux États-Unis, Syriza en Grèce et Podemos en Espagne. Contrairement à eux, Mélenchon en France n'a pas encore visiblement échoué. Cela dit, son mouvement contient tous les ingrédients qui ont conduit à la faillite de ses homologues étrangers.

Dans le cas de Sanders, il s'agit d'un représentant du Parti démocrate, l'un des deux partis de l'impérialisme américain. Ses discours sur « une révolution politique contre la classe des milliardaires » n'avaient aucune valeur étant donné son allégeance à un parti représentant des milliardaires. En outre, comme Sanders est un politicien réformiste libéral, la principale réforme qu'il avait promise, l'assurance-maladie universelle [« *Medicare for all* »], était toujours subordonnée à l'unité avec les capitalistes démocrates « progressistes » contre les capitalistes républicains plus réactionnaires. Au nom de « battre la droite », Sanders a trahi les principes qu'il prétendait défendre. Plus Sanders a piétiné les aspirations du mouvement qu'il représentait, plus il a gravi les échelons dans l'establishment du Parti démocrate. Ceux qui veulent aujourd'hui recréer ce mouvement en dehors du Parti démocrate et sans Sanders ne comprennent pas que c'est le programme du réformisme libéral lui-même qui conduit à la capitulation devant la bourgeoisie. Tout programme cherchant à réconcilier les intérêts de la classe ouvrière avec le maintien du capitalisme américain cherchera forcément un soutien dans l'une ou l'autre des deux ailes du capitalisme américain. Pour briser le cycle réactionnaire de la politique américaine et faire vraiment avancer ses propres intérêts, la classe ouvrière doit avoir son propre parti, construit en opposition totale à la fois aux libéraux et aux conservateurs.

Le mouvement de Corbyn était similaire à celui autour de Sanders, mais avec deux différences importantes. D'abord le Parti travailliste, contrairement au Parti démocrate, est un parti ouvrier bourgeois. C'est en partie parce que le Parti travailliste a une base ouvrière que Corbyn a pu gagner la direction, alors que Sanders a été stoppé par l'establishment démocrate. L'autre différence significative est que Corbyn a franchi des lignes rouges en ce qui concerne la politique étrangère. Son opposition à l'OTAN et à l'UE, sa critique du coup d'État manigancé par l'OTAN en Ukraine en 2014, son soutien aux Palestiniens et son opposition aux armes nucléaires étaient totalement inacceptables pour la bourgeoisie.

Face à l'hostilité implacable de l'establishment britannique et à une insurrection permanente contre lui dans son

propre parti, Corbyn avait le choix entre la confrontation directe avec la bourgeoisie et la capitulation. Mais le programme de Corbyn, qui repose sur le pacifisme et le réformisme travailliste, cherche à modérer la guerre des classes et non à la gagner. Ainsi, à chaque tournant, Corbyn a cherché à apaiser la bourgeoisie et l'aile droite de son parti au lieu de mobiliser la classe ouvrière et la jeunesse contre elles. Corbyn a capitulé sur le renouvellement du programme de sous-marins nucléaires Trident, sur l'autodétermination de l'Écosse, sur la question israélo-palestinienne, sur l'OTAN et surtout sur le Brexit. L'exemple de Corbyn, plus encore que celui de Sanders, montre de façon classique que quand il s'agit de mener la lutte des classes, le réformisme est totalement impuissant.

Le cas de Syriza est différent parce qu'il est arrivé au pouvoir en Grèce à la suite d'une opposition massive à l'austérité imposée par l'UE. La rapidité de son ascension n'a eu d'égale que la profondeur de sa trahison. Après avoir organisé un référendum en 2015 qui rejeta massivement le plan d'austérité de l'UE, Syriza a ouvertement piétiné la volonté populaire en accédant aux exigences des impérialistes de mener des attaques encore plus dures contre les travailleurs grecs. La raison de cette trahison réside dans la nature de classe de Syriza et dans son programme. La seule force capable de tenir tête à l'impérialisme en Grèce est la classe ouvrière organisée. Mais Syriza n'est pas un parti ouvrier. Il prétendait pouvoir servir les capitalistes grecs aussi bien que les travailleurs et les opprimés de Grèce… le tout en maintenant le pays dans l'UE. Ce mythe a explosé au premier contact avec la réalité. Tandis que la majeure partie de la gauche a applaudi Syriza jusqu'à ce qu'il trahisse, le Parti communiste s'est tenu à l'écart, niant même que la Grèce soit opprimée par l'impérialisme. Le peuple grec a payé cher les conséquences de ces deux politiques. Cette débâcle montre l'urgente nécessité d'un parti en Grèce qui lutte à la fois pour la libération nationale, pour l'indépendance de classe et pour le pouvoir ouvrier.

Au moment où le monde entre dans une période de crise aiguë, le mouvement ouvrier occidental se trouve politiquement désorganisé et démoralisé, trahi par les forces dans lesquelles il avait placé sa confiance. À court terme, cela profitera sans aucun doute à la droite, mais un regain de lutte de la classe ouvrière et des masses populaires montrera à nouveau qu'il faut une alternative politique aux représentants du statu quo libéral. Il est essentiel de tirer les leçons des échecs passés afin d'éviter un nouveau cycle de défaites et de réaction.

Covid-19 : une catastrophe libérale

Pendant la pandémie de Covid-19, la gauche n'a pas manifesté la moindre opposition à l'establishment libéral. Pendant que les bourgeoisies partout dans le monde enfermaient leurs populations des mois durant tout en refusant de faire quoi que ce soit pour remédier à l'effondrement des systèmes de santé et aux conditions de vie épouvantables, la gauche a applaudi et appelé à des confinements de plus en plus stricts. Chaque attaque contre la classe ouvrière a été acceptée au nom du « respect des prescriptions scientifiques ». La notion élémentaire que la science dans la société capitaliste n'est pas neutre mais est utilisée pour servir les intérêts de la bourgeoisie a été jetée par la fenêtre, même par ceux qui se prétendent marxistes.

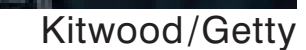
Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Des millions de personnes sont mortes du virus, des millions ont perdu leur emploi, les familles ont été enfermées chez elles au détriment des femmes, des enfants et de la santé mentale. Étant donné qu'on invoquait la science pour justifier une succession de politiques réactionnaires, des millions de personnes se sont retournées contre la « science » et ont refusé des vaccins pouvant sauver la vie. Le système de santé a-t-il été sauvé ? Non, il est partout bien pire qu'avant. Les travailleurs ont-ils été protégés du virus ? Non, ils ont continué à travailler dans des conditions dangereuses. Les personnes âgées ont-elles été protégées ? Beaucoup d'entre elles sont mortes dans des maisons de retraite décrépites. Les autres ont vu leur qualité et leur espérance de vie réduites à cause de l'isolement social et du manque d'exercice. La crise dans les maisons de retraite est plus grave que jamais.

Les libéraux et la gauche affirment qu'au nom de la nécessité de « sauver des vies », il n'y avait pas d'autre solution que de s'incliner devant les gouvernements et la « science ». Mais c'est faux. Il fallait que la classe ouvrière prenne les choses en main et mette en œuvre une politique correspondant à *ses* intérêts de classe. Il fallait que les syn-



Douliery/Sipa




Kitwood/Getty



Messinis/AFP

Bernie Sanders, Jeremy Corbyn et Alexis Tsipras, champions de la gauche contestataire, ont démoralisé et trahi leurs partisans.

dicats se battent pour des lieux de travail sûrs au lieu de choisir entre leur fermeture pure et simple et travailler au péril de sa vie. Tant que ce sont les patrons et les gouvernements, et non les syndicats, qui contrôlent la sécurité au travail, les travailleurs mourront de morts évitables. Il fallait que les syndicats des travailleurs de la santé et de l'éducation se battent pour de meilleures conditions de travail au lieu de se sacrifier pour des gains illusoires pour plus tard. Ces sacrifices n'ont pas sauvé les services publics, ils ont permis à la bourgeoisie de les asphyxier encore plus. Ce n'est qu'en luttant contre la bourgeoisie et ses confinements que l'on peut répondre aux problèmes sociaux à l'origine de la crise, qu'il s'agisse des soins de santé, du logement, des conditions de travail, des transports publics ou de la prise en charge des personnes âgées.



Ville de Nice
Chantage moral de la bourgeoisie française pendant la pandémie.

La soumission totale du mouvement ouvrier aux confinements garantissait que toute opposition aux conséquences désastreuses de la pandémie serait dominée par la droite et par les conspirationnistes. Beaucoup de ceux qui participaient aux grosses manifestations ou protestations contre les confinements ou contre la vaccination obligatoire étaient motivés par une colère légitime contre les conséquences sociales des politiques capitalistes pendant la pandémie. Au lieu de se mettre à la tête de ces sentiments pour les orienter vers une lutte visant à améliorer les conditions des travailleurs, la plupart de la gauche les a dénoncés et a applaudi la répression des manifestations par l'État.

Les bases de la trahison de la gauche et du mouvement ouvrier lors de la pandémie avaient été jetées tout au long de la période postsoviétique. Lorsque cette crise d'ampleur mondiale a frappé et alors que la bourgeoisie réclamait plus que jamais l'unité nationale, le mouvement ouvrier s'est mis au garde-à-vous et a loyalement mobilisé la classe ouvrière derrière la « science » et le « partage des sacrifices ». Les gouvernements et la majeure partie de la gauche tentent de balayer la pandémie sous le tapis, mais ils ne s'en tireront pas si facilement. Les conséquences de cette catastrophe ont laissé une empreinte profonde sur la classe ouvrière et la jeunesse, les poussant à chercher des réponses et des alternatives.

V. LE DÉCLIN DE L'ORDRE LIBÉRAL

L'arrogance tourne à l'hystérie

Des années 1980 au début des années 2000, la dynamique de la politique mondiale favorisait un renforcement relatif de la puissance américaine. Plus les États-Unis amélioraient leur position économique, militaire et politique, plus la force centripète soutenant l'ordre mondial libéral était puissante. Cette dynamique qui s'auto-renforçait culmina après la contre-révolution en Union soviétique. Elle facilita une libéralisation politique et économique généralisée sans que les États-Unis aient particulièrement besoin d'intervenir directement. À l'époque, les courants de l'histoire semblaient favoriser les intérêts du capitalisme américain.

Mais en politique comme en physique, toute action entraîne une réaction. Inévitablement, les conséquences de l'hégémonie américaine ont engendré des forces capables de lui faire contrepoids. Les interventions militaires de moins en moins sensées des États-Unis ont été des désastres géopolitiques, gaspillant les ressources et renforçant l'opposition à la politique étrangère américaine tant aux États-Unis qu'à l'étranger. La déréglementation financière et la désindustrialisation ont affaibli la puissance économique des États-Unis et renforcé leurs concurrents, tout en rendant l'ensemble de l'économie mondiale beaucoup plus instable et sensible aux crises. Plus la bourgeoisie américaine utilisait le libéralisme pour promouvoir ses intérêts réactionnaires, plus elle alimentait la résistance au libéralisme. Lentement mais sûrement, de plus en plus de signes montraient que la dynamique en faveur de l'ordre mondial libéral s'affaiblissait et que les forces qui s'y opposaient se renforçaient. La crise financière de 2008, le coup d'État et le conflit ukrainien de 2014, l'élection de Donald Trump et le Brexit en 2016 sont autant de marqueurs importants de cette tendance.

Au fur et à mesure que les États-Unis sentaient leur puissance s'affaiblir, leur arrogance s'est transformée en hystérie. Ils s'emploient avec toujours plus de force à préserver leur puissance en affrontant la Chine et la Russie, en faisant pression sur leurs alliés et en sanctionnant de nombreux pays. Mais ces efforts coûtent de plus en plus cher et rapportent de moins en moins. Loin d'enrayer le déclin des États-Unis, leur réponse n'a fait jusqu'à présent que l'amplifier. Aujourd'hui, à la suite de la pandémie et de la guerre en Ukraine, il est clair que la dynamique de la politique mondiale s'est inversée. Elle va désormais dans le sens d'une accélération de la désintégration de l'ordre mondial libéral. L'OTAN et la Russie sont engagées dans une guerre par procuration. Les relations entre les États-Unis et la Chine sont dans un état d'hostilité permanente. Le nationalisme populiste se développe dans le monde non impérialiste, prenant des expressions de gauche (Mexique) et de droite (Inde, Türkiye). La politique en Occident est marquée par une division de plus en plus tranchée entre ceux qui cherchent à renforcer la domination impérialiste en rompant avec le libéralisme traditionnel (Trump, Alternative pour l'Allemagne, Le Pen, Meloni) et

Freeman/Getty

Hertzberg/ZUMA



Joe Biden et Donald Trump personnifient l'impérialisme américain sclérosé.

ceux qui cherchent à la renforcer en redoublant l'ardeur de la croisade libérale (Biden, Trudeau, Parti vert allemand).

Chacun sait que le monde est de plus en plus instable. La controverse porte sur la nature du conflit. Pour les libéraux, il s'agit d'une lutte entre démocratie et autocratie. Pour les libertariens et les sociaux-démocrates, c'est le libre marché contre l'intervention de l'État. Pour les staliniens et les tiers-mondistes, il s'agit d'une concurrence entre l'hégémonie et la multipolarité. Tous se trompent. La réponse se trouve dans les mots simples mais pénétrants du *Manifeste du Parti communiste* : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. » Ainsi c'est selon les lois de la lutte des classes que l'ordre impérialiste mondial se désagrège aujourd'hui. Le conflit fondamental qui façonne le monde n'est pas entre le PCC et les capitalistes américains, entre Trump et Biden, Poutine et l'OTAN, ou le président mexicain López Obrador et l'impérialisme yankee, mais entre la crise sociale provoquée par le capitalisme à son stade impérialiste et les intérêts du prolétariat mondial. Si l'on ne comprend pas cela, on ne pourra pas s'orienter dans les bouleversements politiques à venir, et encore moins faire avancer la lutte pour le progrès humain.

L'économie mondiale : Une gigantesque pyramide de Ponzi

Comme nous l'avons expliqué précédemment, l'hégémonie américaine avait permis une amélioration temporaire du potentiel de croissance de l'impérialisme. C'est cette amélioration de la conjoncture économique qui a assuré la stabilité prolongée du monde capitaliste au cours des trois dernières décennies. Aujourd'hui, cependant, non seulement les possibilités d'expansion se sont épuisées, mais les conditions qui l'avaient permise auparavant sont en train de s'inverser. La conséquence sera une destruction importante des forces productives, avec toute l'instabilité que cela implique. Comme l'écrivait Trotsky dans *L'Internationale communiste après Lénine*, « les gouvernements, comme les classes, luttent avec plus de furie quand la ration est maigre que lorsqu'ils sont pourvus en abondance ». Ce facteur sous-tend la situation mondiale actuelle et continuera de le faire, sauf s'il y a un changement majeur de la conjoncture.

Les cycles d'expansion et de récession d'une durée de huit à dix ans sont des fluctuations normales de l'économie capitaliste. La spéculation débridée et la surproduction sont suivies par l'effondrement et la panique. La période post-soviétique n'a pas été différente. Cependant, avec de moins en moins de possibilités de croissance réelle, la spéculation et le crédit sont devenus les principaux moyens par lesquels les États-Unis ont cherché à étayer l'ensemble de leur ordre mondial. C'est ce que les suites de la « grande récession » de 2008 ont clairement révélé. Face à la possibilité d'une dépression économique, les États-Unis ont coordonné une expansion du crédit et de la monnaie sans précédent dans l'histoire. Cela a donné lieu à une croissance réelle faible tandis que le prix des actifs explosait. Même pour la plupart des économistes bourgeois, il est évident que cela jetait simplement les bases pour un effondrement encore plus catastrophique plus tard. Pendant plus de dix ans, le scénario a été le même chaque fois que la croissance donnait des signes d'essoufflement : tout reporter à plus tard en augmentant le crédit. C'est ce qui a été mis en œuvre encore une fois à un niveau record lors de la pandémie de Covid-19. Pour pallier les conséquences de la fermeture de secteurs entiers de l'économie, les capitalistes se sont contentés de faire tourner la planche à billets. C'en était trop, et les possibilités de cette politique ont finalement atteint leur limite avec l'inévitable « retour de l'inflation ».

L'augmentation drastique des taux d'intérêt aux États-Unis aspire d'énormes quantités de liquidités du système économique mondial. Selon les mots célèbres de Warren Buffett, « une marée montante soulève tous les navires […]. C'est seulement quand la marée se retire que l'on découvre qui nageait nu. » Au bout de quinze ans d'argent facile, de gigantesques secteurs de l'économie auront forcément « nagé nus ». Lorsque l'heure sonnera, les résultats vont forcément être catastrophiques. Vu que les États-Unis sont au sommet de la chaîne alimentaire capitaliste et qu'ils ont la haute main sur les conditions de crédit internationales, même s'ils s'avèrent être l'épicentre de la crise, ils seront en mesure d'utiliser leur position dominante pour faire payer les conséquences au reste du monde. La crise sera particulièrement dévastatrice pour les pays en développement, dont beaucoup sont déjà en crise profonde, comme le Sri Lanka, le Pakistan et le Liban. Mais les conséquences se feront ressentir au niveau mondial et l'ordre international subira forcément encore des secousses, y compris de la part de puissances que les États-Unis considèrent aujourd'hui comme des alliés.

Une partie non négligeable de l'establishment économique soit ment, soit ferme délibérément les yeux sur les pers-

pectives de l'économie mondiale. Une partie de la gauche sociale-démocrate affirme que le niveau élevé de la dette publique n'est pas très préoccupant, et que les travailleurs bénéficieraient de taux d'intérêt bas et d'une augmentation de la dette plutôt que de la politique actuelle de taux d'intérêt plus élevés. Cela fait écho à ceux qui, dans la bourgeoisie, voudraient reporter l'échéance encore une fois, si possible jusqu'après les prochaines élections. La vérité, c'est que quel que soit le choix politique, qu'il s'agisse de niveaux de dette élevés, de forte inflation ou de déflation, il sera utilisé pour attaquer le niveau de vie de la classe ouvrière. Le problème fondamental sous-jacent est l'énorme déséquilibre entre le capital existant sur le papier et les capacités productives réelles de l'économie mondiale. Aucun tour de passe-passe financier ne peut résoudre ce problème. La seule solution, c'est que la classe ouvrière prenne en main les rênes politiques et économiques et réorganise l'économie de manière rationnelle.

Pour les économistes de droite, la solution est de laisser le marché libre faire son œuvre : accepter qu'il va y avoir une crise dévastatrice, laisser les faibles mourir et les forts sortir plus forts. Mais l'époque du capitalisme de libre marché est révolue depuis longtemps. L'économie mondiale est dominée par un petit nombre de monopoles gigantesques en concurrence avec les monopoles d'autres pays. Aucun État n'est prêt à laisser ses monopoles s'effondrer. La faillite de Ford ou de General Motors ne relancerait pas la libre entreprise américaine, elle renforcerait Toyota et Volkswagen. Le capitalisme débridé ne mène pas à des marchés libres mais à des monopoles. D'une part, cela reflète la tendance à la production centralisée et planifiée à l'échelle mondiale. Mais d'autre part, sous l'impérialisme, les monopoles entravent la croissance des forces productives, ce qui conduit au pourrissement et au parasitisme.

Pour des sociaux-démocrates comme l'économiste Michael Hudson, la panacée est une « économie mixte », c'est-à-dire un capitalisme assorti d'une intervention et d'un rôle régulateur de l'État. Alors que cette idée était considérée comme une hérésie dans les cercles économiques et gouvernementaux ces dernières décennies, la planification redevient à la mode. Cela n'est pas l'effet d'une quelconque pensée éclairée, mais du fait que le capitalisme national a besoin d'être soutenu pour éviter la faillite et rivaliser avec la Chine. Même si la classe ouvrière peut arracher des concessions aux capitalistes par la lutte de classe, il n'est pas possible de réguler les contradictions de l'impérialisme pour en éviter les conséquences. La source de l'irrationalité et du parasitisme du système se trouve dans la dynamique même de l'accumulation capitaliste. Le gouvernement lui-même ne sert pas de contrepoids à la minuscule clique des financiers capitalistes, il est leur comité exécutif. Lorsqu'il intervient dans les affaires économiques, c'est en fin de compte pour profiter à la bourgeoisie impérialiste.

La guerre entre l'Ukraine et la Russie : un défi militaire à l'hégémonie américaine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est de loin le plus grand défi lancé à l'hégémonie américaine depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Le fait qu'une grande puissance non seulement ait eu suffisamment d'assurance pour défier les États-Unis aussi directement, mais qu'elle s'en soit tirée jusqu'à présent, constitue un profond bouleversement. Cette guerre ne ressemble à aucune de celles des dernières décennies. Il ne s'agit pas d'une guerre de contre-insurrection de basse intensité mais d'une guerre industrielle de haute intensité. L'issue du conflit ne déterminera pas seulement le sort de l'Ukraine, elle aura un impact considérable sur l'équilibre des forces en Europe et dans le monde.

Les deux acteurs décisifs de la guerre en Ukraine sont la Russie et les États-Unis. La guerre a éclaté à la suite de décennies d'expansion de l'OTAN vers l'est, jusqu'à des pays qui, pour la Russie, font partie de sa sphère d'influence. Elle considère que l'Ukraine représente un intérêt stratégique vital et elle sera prête à intensifier le conflit jusqu'à ce qu'elle intègre l'Ukraine dans son orbite, ou soit vaincue. La position américaine est plus complexe. L'Ukraine a peu de valeur stratégique pour les États-Unis, qui la considèrent comme un recoin perdu d'Europe. Pour l'establishment libéral occidental, « défendre l'Ukraine », c'est défendre l'ordre mondial libéral, c'est-à-dire le droit des États-Unis à faire ce qu'ils veulent là où ils veulent.

La défaite de l'Ukraine par la Russie serait un coup humiliant pour les États-Unis. Elle serait un signe de faiblesse, avec des conséquences déstabilisantes pour l'establishment politique européen, et elle remettrait en question l'avenir de l'OTAN. Compte tenu de ces enjeux importants, les États-Unis et leurs alliés n'ont cessé d'intensifier la guerre en fournissant toujours plus d'armes à l'Ukraine. La Russie a réagi en déclenchant une mobilisation partielle et elle est en



Liyanawatte/Reuters

Colombo, 9 juillet 2022 : Prise d'assaut du palais présidentiel lors d'un soulèvement populaire au Sri Lanka contre la dévastation économique du pays.

train de détruire l'armée ukrainienne. Même si les États-Unis sont responsables de cette escalade, ni eux ni leurs alliés ne se sont engagés pour l'instant à vaincre l'armée russe de manière décisive en passant à une économie de guerre ou en intervenant directement. Pour l'instant, la guerre reste un conflit régional pour le contrôle de l'Ukraine.

Les dirigeants de la classe ouvrière ont partout mobilisé le prolétariat derrière les intérêts de leur bourgeoisie. Mais les conséquences sociales de la guerre sèment chaque jour les germes de la révolte. Pour les marxistes, il est indispensable d'intervenir face à cette contradiction de plus en plus importante afin de construire une nouvelle direction qui puisse faire avancer les intérêts de la classe ouvrière dans ce conflit. Le point de départ essentiel doit être que c'est le système impérialiste lui-même – défini aujourd'hui comme l'ordre libéral dominé par les États-Unis – qui est responsable du conflit en Ukraine. L'ensemble du prolétariat mondial a intérêt à mettre fin à la tyrannie impérialiste sur le monde, et ce n'est que sur cette base que les travailleurs du monde entier peuvent s'unir, qu'ils soient russes, ukrainiens, américains, chinois ou indiens. Cependant, l'application de cette perspective générale s'exprime concrètement de façon différente selon les considérations spécifiques dans chaque pays.

Les travailleurs russes doivent comprendre que la victoire de leur propre gouvernement ne porterait pas un coup décisif à l'impérialisme. Elle ne favoriserait pas l'indépendance de la Russie vis-à-vis de l'impérialisme mondial ; la Russie deviendrait au contraire l'oppresseur de leurs frères et sœurs de classe en Ukraine au profit des oligarques russes. Même si la Russie infligeait une défaite momentanée à la politique étrangère des États-Unis, cela ne vaut pas ce qu'il en coûte de devenir les oppresseurs de la nation ukrainienne. Un conflit perpétuel entre Ukrainiens et Russes ne ferait que renforcer l'influence de l'impérialisme mondial dans la région. Un front révolutionnaire commun des travailleurs russes et ukrainiens contre leurs bourgeoisies respectives, comme pendant la grande révolution d'Octobre, porterait un coup beaucoup plus dur à l'OTAN et à l'UE. ***Retournez les fusils contre les oligarques russes et ukrainiens ! Pour l'unité révolutionnaire contre l'impérialisme américain !***

Les travailleurs ukrainiens doivent comprendre que les États-Unis, l'UE et l'OTAN ne sont pas leurs alliés, mais qu'ils utilisent au contraire l'Ukraine comme un pion au service de leurs propres intérêts. Quand elle aura versé sa dernière goutte de sang, ils s'en débarrasseront. On n'obtiendra pas l'indépendance nationale de l'Ukraine en s'alignant derrière l'impérialisme : le pays serait asservi à Washington et cela garantirait une hostilité permanente de la part de la Russie. Les travailleurs ukrainiens doivent également s'opposer à l'oppression des minorités russes par le gouvernement ukrainien. La défense des minorités russes serait mille fois plus efficace pour saper l'effort de guerre du Kremlin que les plans de Zelensky. Sans les intrigues réactionnaires des oligarques et des impérialistes, la question des frontières et des droits des minorités nationales pourrait être réglée facilement et démocratiquement. Chaque jour il devient plus clair que les travailleurs ukrainiens sont envoyés à l'abattoir sous le commandement de Washington et au profit de Wall Street. Ils doivent s'unir à la classe ouvrière russe pour mettre un terme à cette folie ; toute autre solution n'aboutira qu'à davantage de carnage et d'oppression. ***Pour le droit à l'autodétermination des Russes, des Ukrainiens, des Tchétchènes et de toutes les autres minorités nationales !***

En Occident, les travailleurs sont bombardés de propagande sur la nécessité de faire des sacrifices au nom de la croisade de l'OTAN pour la démocratie en Ukraine. La meilleure chose que le prolétariat américain, allemand, britannique et français puisse faire pour défendre ses propres intérêts et ceux des travailleurs du monde entier est de rendre coup pour coup aux parasites financiers et aux monopoles qui leur sucent le sang dans leur propre pays. Pour ce faire, ils doivent se débarrasser de la cabale réactionnaire de chefs syndicaux et sociaux-démocrates qui sont fidèles à ces mêmes forces. Leurs trahisons dans leur propre pays sont inséparables de leurs appels à instaurer la « démocratie » à l'étranger avec les chars et les bombes de l'OTAN. Ces traîtres auraient disparu depuis longtemps sans le marais pacifiste et centriste qui parle de « paix », de « lutte syndicale » et même de « socialisme », mais qui s'accroche aux basques des bellicistes et des serviteurs avérés de l'impérialisme. Un mouvement antiguerre n'aura la moindre valeur que s'il exclut ceux qui acceptent le social-chauvinisme dans le mouvement ouvrier. ***Levez les sanctions contre la Russie ! À bas l'UE et l'OTAN ! Pour les États-Unis soviétiques d'Europe !***



Hnidyi/Reuters

Kharkiv : Tombes d'Ukrainiens tués dans la guerre avec la Russie.

De plus en plus de travailleurs en Amérique latine, en Asie et en Afrique se tournent vers la Russie, qu'ils considèrent comme une force contre l'impérialisme. Cette confiance est mal placée et ne contribuera en rien à les libérer du joug des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon. Poutine n'est pas un anti-impérialiste et ne sera pas un allié dans la lutte pour la libération nationale de quelque pays que ce soit. C'est précisément pour cette raison que les actuels présidents



Boureima/Anadolu

Niamey, 3 août 2023 : Les partisans du coup d'État militaire au Niger s'opposent à la France et saluent la Russie. La véritable force anti-impérialiste, ce sont les travailleurs du monde, pas la Russie de Poutine.

mexicain, sud-africain, indien et chinois lui sont favorables ou du moins pas ouvertement hostiles. Le soutien à Poutine berce la classe ouvrière du Sud global de l'illusion qu'elle peut améliorer ses conditions de vie et se libérer de l'impérialisme ***sans*** lutte révolutionnaire. Au moindre signe que les masses opprimées du monde se soulèvent, les dirigeants réactionnaires du Sud global se tourneront vers les mêmes impérialistes qu'ils dénoncent aujourd'hui. La véritable force anti-impérialiste, ce sont les travailleurs d'Ukraine, de Russie et d'Occident. Ils ne peuvent s'unir avec les travailleurs du monde entier derrière une bannière internationaliste commune que s'ils s'opposent à toute oppression nationale, qu'elle soit le fait de grandes puissances ou de nations elles-mêmes opprimées. ***Nationalisez les biens des impérialistes ! Travailleurs du monde, unissez-vous !***

Chine : Ceinture stalinienne ou route prolétarienne

Tandis que la dynamique qui a favorisé l'essor de la Chine ces 30 dernières années s'affaiblit de plus en plus rapidement, la confiance du PCC dans le capitalisme mondial de libre marché reste inébranlable. S'exprimant lors du Forum économique mondial de Davos en 2022, Xi Jinping déclarait :

> « La mondialisation économique est la tendance de notre époque. Voyons les grands fleuves qui coulent vers la mer. Ils se heurteront à des contre-courants, mais aucune entrave ne saurait empêcher leur mouvement impétueux. La force motrice fait avancer les cours d'eau, et les obstacles les rendent plus puissants. Malgré les contre-courants et les écueils, la mondialisation économique n'a changé ni ne changera jamais de cap. Les pays du monde doivent poursuivre le véritable multilatéralisme. Nous devons lever les barrières et non ériger des murs, opter pour l'ouverture et non la fermeture, rechercher l'intégration et non le découplage. Ainsi pourrons-nous bâtir une économie mondiale ouverte. Il nous faut guider la réforme du système de la gouvernance mondiale en portant l'équité et la justice, et préserver le système commercial multilatéral centré sur l'Organisation mondiale du Commerce. »

Malheureusement pour le PCC, l'avenir du « système commercial multilatéral » dépend avant tout des actions des États-Unis, et les États-Unis ne peuvent pas permettre que les tendances actuelles persistent. Soit ils forceront le reste du monde à faire des concessions pour maintenir leur propre position au sommet, soit ils entraîneront tout l'édifice dans leur chute.

Depuis plus de dix ans, la tension entre les États-Unis et la Chine ne cesse d'augmenter. Plus il devient clair que la Chine ne marche pas vers la démocratie libérale mais devient un véritable concurrent économique et militaire, plus les États-Unis augmentent la pression. Cela pousse le PCC à renforcer sa poigne sur l'économie nationale et sur la dissidence politique (par exemple, à Hongkong), ainsi que sa position militaire. Les États-Unis, en réaction, serrent encore davantage la vis. Cette dynamique qui s'accélère a porté les tensions entre les États-Unis et la Chine à un niveau que l'on n'a pas vu depuis plusieurs décennies, et un conflit militaire ouvert menace.

S'il éclatait, il serait du devoir du prolétariat international de prendre inconditionnellement la défense de la Chine. Les impérialistes sont totalement hostiles envers la Chine précisément à cause des progrès économiques et sociaux qu'elle a réalisés grâce à la collectivisation des principaux secteurs de son économie. C'est cela que la classe ouvrière doit défendre. Mais elle doit le faire selon ses ***propres*** méthodes et objectifs, et ***non*** selon ceux de la bureaucratie parasitaire du PCC.

Trotsky expliquait à propos de l'URSS que « la véritable défense de l'U.R.S.S. consiste à affaiblir les positions de l'impérialisme et à affermir les positions du prolétariat et des peuples coloniaux dans le monde entier » (*La révolution trahie,* 1936). Cette stratégie, qui s'applique entièrement à la Chine d'aujourd'hui, ne saurait être plus différente de celle poursuivie par le PCC, lequel cherche d'abord et avant tout à maintenir le statu quo. Pour commencer, il cherche à améliorer les relations avec les États-Unis en s'appuyant sur des capitalistes américains tels que Bill Gates, Elon Musk et Jamie Dimon, représentants de cette même classe qui opprime le monde et cherche à dominer la Chine. Les manœuvres de ce genre ne peuvent qu'accroître l'hostilité des travailleurs américains à l'égard de la Chine et les aliéner alors qu'ils représentent le meilleur allié potentiel de la Chine dans la lutte contre l'impérialisme américain. Quant aux peuples opprimés du Sud global, le PCC est non pas pour leur libération mais pour des alliances illusoires avec les élites de ces



Bogu/Xinhua

Juin 2023 : Xi Jinping, dirigeant du PCC, reçoit le milliardaire Bill Gates. Xi cherche les investissements à tout prix face à la guerre économique des États-Unis.

pays. Ces bandits, motivés par leurs propres intérêts, ne manqueront pas d'abandonner la Chine à la première difficulté, ou si les impérialistes leur offrent un meilleur pot-de-vin.

Certaines voix au sein de la bureaucratie chinoise prennent un ton plus belliqueux et considèrent le renforcement de l'Armée populaire de libération (APL) comme le meilleur moyen de défendre la Chine. On ne peut que saluer l'augmentation des capacités techniques et militaires de l'APL. Mais les questions militaires ne peuvent être séparées de la politique, et dans ce domaine également les intérêts conservateurs de la caste dirigeante nuisent à la Chine. L'un des piliers de la stratégie de défense de l'APL consiste à empêcher les États-Unis d'accéder à ce que l'on appelle la « première chaîne d'îles » autour de la Chine en développant des capacités de frappe à longue portée et en cherchant à contrôler militairement ces îles. Mais dans tout conflit, le soutien du prolétariat des pays environnants serait bien plus déterminant que la possession de quelques petits rochers inhabités.

Le seul moyen de chasser véritablement l'impérialisme américain et japonais de la mer de Chine orientale et méridionale est une alliance anti-impérialiste des travailleurs et des paysans dans l'ensemble de la région. Mais le PCC, avec sa stratégie nationaliste, n'a fait aucune tentative pour rallier à sa cause les travailleurs des Philippines, du Japon, du Viêt Nam et de l'Indonésie. Au contraire, il joue le jeu de la campagne impérialiste contre la Chine en se concentrant uniquement sur les avantages militaires à court terme, sans tenir compte des sensibilités nationales et des antagonismes entre les classes dans les pays voisins.

C'est particulièrement vrai en ce qui concerne la question de Taiwan. Les travailleurs de Taiwan sont brutalement opprimés sous la botte de leur classe capitaliste. Mais au lieu de les encourager à lutter pour leurs propres intérêts de classe contre les impérialistes et la bourgeoisie locale, la stratégie du PCC consiste à convaincre cette dernière de se soumettre volontairement à son autorité et de rejoindre la République populaire de Chine. À cette fin, le parti s'engage à maintenir les relations économiques et l'administration politique capitalistes à Taiwan dans le cadre de sa politique d'« un pays, deux systèmes ». Aux travailleurs, le PCC offre non pas la libération mais le soutien à la poursuite de l'exploitation capitaliste, et la botte de la répression stalinienne. Il n'est pas surprenant que ce marché perdant-perdant n'ait guère contribué à rallier les masses taiwanaises à la réunification.

Le plan B du PCC est l'intervention militaire directe qui, bien qu'elle puisse réussir à réincorporer Taiwan, aurait un coût énorme, notamment si elle se heurtait à l'hostilité de la classe ouvrière locale. Si le PCC en venait à suivre cette voie, les trotskystes défendraient l'APL contre les capitalistes de Taiwan et les impérialistes, mais ils le feraient en luttant pour une stratégie révolutionnaire prolétarienne. Contre la politique néfaste d'« un pays, deux systèmes », les trotskystes luttent pour la ***réunification révolutionnaire,*** c'est-à-dire la réunification au moyen d'une révolution sociale contre le capitalisme à Taiwan et d'une révolution politique contre la bureaucratie sur le continent. Cette stratégie unifierait les travailleurs de Chine derrière un intérêt de classe et national commun. Non seulement elle couperait l'herbe sous le pied de l'alliance anticommuniste entre les États-Unis et la bourgeoisie de Taiwan, elle ferait de la Chine une source d'espoir pour les peuples opprimés du monde entier dans leur lutte contre l'impérialisme.

Si aujourd'hui le PCC continue de proclamer sa loyauté envers à la fois le socialisme et le capitalisme, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il en soit ainsi très longtemps. De puissantes forces liées aux capitalistes chinois et étrangers souhaitent se débarrasser de toute trace de contrôle étatique et ouvrir à nouveau la Chine au pillage impérialiste. Cette issue doit être combattue sans relâche ! Mais il existe aussi des courants au sein de la caste dirigeante qui, sous la pression du mécontentement ouvrier, pourraient pousser le parti bien à gauche en réprimant les capitalistes et en ressuscitant le langage anti-impérialiste et égalitaire du maoïsme traditionnel. Mais, tout comme les réformes de marché de Deng, les tentatives d'autarcie égalitaire de Mao, fondées sur une mobilisation frénétique des masses, n'avaient pas pu surmonter l'étranglement économique de la Chine par l'impérialisme mondial. En réalité, les conséquences catastrophiques de la politique de Mao avaient mené la Chine au bord de l'effondrement et avaient directement conduit le PCC à passer à « la réforme et l'ouverture ».

Les zigzags du PCC ne font que refléter les différents moyens par lesquels la caste bureaucratique parasitaire



Favila/AP



R. Perez

Comment défendre la Chine ?

Le PCC mise sur des îles inhabitées au lieu d'une alliance anti-impérialiste avec le prolétariat d'Asie du Sud-Est. Ci-dessus : Île artificielle dans la mer de Chine méridionale. À droite : Manifestation du Premier Mai 2023 à Manille.

cherche à maintenir sa position privilégiée dans le cadre d'un État ouvrier isolé. Contrairement aux affirmations du PCC, de Mao à Xi, on ne peut pas construire le socialisme dans un seul pays et la coexistence pacifique avec l'impérialisme n'est pas possible. La seule issue pour la classe ouvrière chinoise est de s'unir dans un parti construit sur les véritables principes marxistes-léninistes de l'indépendance de classe, de l'internationalisme et de la révolution mondiale, et de balayer les bureaucrates vénaux du PCC. ***Chassez les bureaucrates ! Défense de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution !***

VI. LA LUTTE POUR UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE

Au moment où le monde entre dans une nouvelle période de crise historique, la classe ouvrière est politiquement désarmée. Partout elle est dirigée par des bureaucrates et des traîtres qui ont conduit à une défaite après l'autre. Alors que des défis gigantesques se profilent, il faut de toute urgence forger des directions de la classe ouvrière qui représentent réellement ses intérêts. Comment forger ces directions ? C'est la question centrale à laquelle sont confrontés les révolutionnaires aujourd'hui. Les inévitables bouleversements sociaux et politiques des prochaines années dresseront les masses contre leurs dirigeants actuels et présenteront des possibilités de réalignements radicaux au sein du mouvement ouvrier. Mais ces occasions seront gâchées s'il n'existe pas déjà des cadres révolutionnaires qui auront rejeté les politiques qui ont mené à la défaite ces trente dernières années et qui définiront correctement les tâches actuelles.

La leçon centrale du léninisme

Dans *La révolution permanente* (1929), Trotsky écrivait à propos de Lénine que « l'essentiel de sa vie fut la lutte pour une politique indépendante du parti du prolétariat ». C'est précisément ce concept central du léninisme qui est répudié lors de chaque nouvelle vague de révisionnisme. Si le révisionnisme prend une forme distincte en fonction des pressions dominantes de chaque époque, il consiste toujours, au fond, à subordonner le prolétariat aux intérêts d'autres classes.

La conception de Lénine sur le parti d'avant-garde prit sa forme achevée après le déclenchement de la Première Guerre mondiale, lorsque l'écrasante majorité des partis de la IIe Internationale, qui avaient juré de s'opposer à la guerre, se rangèrent patriotiquement derrière leur propre gouvernement. Dans ses écrits pendant la guerre, Lénine montra que cette trahison historique n'était pas venue de nulle part ; elle avait été préparée et avait pris racine dans la période précédente d'ascendance impérialiste. L'exploitation d'innombrables millions de personnes par quelques grandes puissances engendre des surprofits qui sont utilisés pour coopter les couches supérieures de la classe ouvrière. Dans ses habitudes, son idéologie et ses objectifs, cette couche s'aligne sur la bourgeoisie contre les intérêts de la classe ouvrière. La capitulation totale de la majeure partie de la social-démocratie montra que la tendance procapitaliste dans le mouvement ouvrier n'était pas seulement devenue dominante, mais qu'elle avait paralysé ou coopté la majorité de ce qui avait été l'aile révolutionnaire de l'Internationale.



M.S. Nappelbaum

Mars 1919 : Lénine (à gauche) au Premier Congrès du Comintern à Moscou.

De cette expérience, Lénine tira la conclusion que l'unité avec les éléments procapitalistes du mouvement ouvrier signifiait la subordination politique à la classe capitaliste elle-même et trahissait nécessairement la lutte pour le socialisme. La majeure partie de ses critiques visait les centristes dans le mouvement ouvrier, qui n'avaient pas ouvertement rejeté les principes du socialisme, mais qui cherchaient néanmoins à maintenir l'unité à tout prix avec les traîtres avérés à la classe ouvrière. Lénine insistait sur le fait que les centristes constituaient le principal obstacle à la construction d'un parti capable de mener les masses sur la voie de la révolution. Cette leçon fut déterminante pour le succès de la révolution d'Octobre en Russie tandis qu'en Allemagne elle ne fut pas assimilée à temps, ce qui conduisit à la défaite du soulèvement spartakiste de 1919. Sur les cendres de la guerre et de la révolution, la IIIe Internationale fut fondée sur le principe que tout parti prétendant lutter pour la révolution doit accomplir une scission politique et organisationnelle des ailes procapitalistes et centristes du mouvement ouvrier.

Tandis que la vague révolutionnaire d'après-guerre refluait, une période de stabilisation capitaliste s'ensuivit, isolant l'Union soviétique sur la scène mondiale. C'est dans ce contexte qu'apparut le stalinisme, rejetant la composante essentielle du léninisme, à savoir l'indépendance politique de la classe ouvrière. Au lieu de compter sur l'extension de la révolution par la classe ouvrière internationale pour défendre l'URSS, Staline comptait de plus en plus sur le soutien d'autres classes. Qu'il s'agisse des koulaks, du Guomindang en Chine, de la bureaucratie syndicale britannique ou des impérialistes eux-mêmes, Staline conclut des accords qui sacrifiaient les intérêts à long terme de la classe ouvrière au profit de prétendus avantages à court terme. Loin de renforcer l'Union soviétique, ces accords conduisirent à une succession de carnages, minant la position globale du prolétariat international.

Le combat de Trotsky pour une opposition de gauche et pour une nouvelle, Quatrième Internationale était une continuation du léninisme précisément en ce qu'il luttait pour construire un parti international d'avant-garde contre les tendances sociales-démocrates et staliniennes du mouvement ouvrier. L'extermination physique de ses cadres, y compris Trotsky lui-même, conduisit à la désorientation politique et à la défaite lorsque se présentèrent des ouvertures révolutionnaires après le carnage de la Deuxième Guerre mondiale. En conséquence, le stalinisme et l'impérialisme mondial se renforcèrent. Ce sont ces défaites historiques et l'incapacité, depuis lors, à reforger la IVe Internationale, qui ont conduit à de nouveaux revers catastrophiques, jusqu'à la destruction de l'Union soviétique elle-même.

La période postsoviétique : Les « marxistes » se liquident dans le libéralisme

Au moment de la contre-révolution en Union soviétique, les forces se réclamant du trotskysme sont restées dans leur grande majorité les bras croisés ou ont activement applaudi la destruction des derniers acquis de la révolution d'Octobre. La LCI s'est battue seule pour le programme de Trotsky de la défense de l'Union soviétique et de la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Malgré sa taille minuscule et ses faiblesses politiques (voir le document sur la révolution permanente en page 72), la LCI était à son poste face à l'épreuve décisive de l'époque. Mais notre faiblesse et notre isolement en disent long sur l'état misérable de la gauche révolutionnaire à l'aube de la nouvelle période historique.

Les conséquences de l'effondrement de l'Union soviétique ont été dévastatrices pour tous ceux qui se réclamaient du marxisme. La politique mondiale a viré rapidement à droite, non pas vers le bonapartisme ou le fascisme mais vers le libéralisme, ce qui a énormément poussé à la liquidation organisationnelle et politique. Vu ce tournant dans la situation mondiale, la tâche consistait à reconstruire lentement et patiemment une avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière basée sur les leçons des récentes défaites et en opposition politique au libéralisme. Si la LCI a su expliquer l'effondrement soviétique, elle a, comme le reste de la gauche « marxiste », rejeté la construction d'une alternative révolutionnaire au libéralisme (voir le document en page 7).

En s'adaptant au libéralisme et en refusant de lutter pour tracer une voie indépendante pour que la classe ouvrière aille de l'avant, la gauche « marxiste » s'est retrouvée sans boussole face à la stabilité et à la relative prospérité de la nouvelle période. Pour justifier son existence, elle proclamait de façon hystérique que la crise était imminente et elle citait des atrocités ou des politiques réactionnaires spécifiques pour « prouver » que l'impérialisme conservait son caractère réactionnaire. Cette démarche était compatible avec le libéralisme dominant qui n'avait aucun problème si on critiquait le système uniquement pour en limiter les « excès », comme la guerre et le racisme, dans le contexte de l'exploitation « pacifique » du monde par le biais de l'expansion du capital financier.

Les guerres, l'austérité, et l'oppression nationale et raciale dans la période postsoviétique ont bien sûr provoqué des révoltes des travailleurs et des jeunes. Mais pour que ces révoltes prennent un contenu révolutionnaire, il fallait montrer comment la direction libérale de ces différentes luttes les empêchait de progresser. Il fallait exacerber les contradictions entre le sentiment légitime de révolte et la loyauté des libéraux envers le système qui engendre ces fléaux. Il s'agissait d'amener ces mouvements à ***rompre*** avec leurs directions libérales. Mais aucune des organisations dites marxistes n'a même reconnu que c'était ce qu'il fallait faire. Au lieu de cela, les « révolutionnaires » se sont mis à la traîne de chaque nouvelle vague d'opposition libérale au statu quo, donnant une légère coloration marxiste à ce qui étaient des mouvements bourgeois.

Les organisations « trotskystes » les plus à droite ont abandonné la plupart de leurs prétentions marxistes et ont construit l'aile gauche du néolibéralisme, qu'il s'agisse des partis verts, du Parti démocrate américain, du Parti travailliste britannique ou du PT brésilien. Les partisans de Mandel en France, qui se réclamaient de la IVe Internationale, ont liquidé leur Ligue communiste révolutionnaire pour la remplacer par l'amorphe Nouveau Parti anticapitaliste, dont l'objectif avoué n'était plus la révolution ouvrière mais la création d'une « alternative stratégique au social-libéralisme tempéré » (Daniel Bensaïd). D'autres se sont repliés sur le pire des sectarismes. Le groupe de David North (connu pour son World Socialist Web Site) a proclamé à l'époque de la mondialisation « l'incapacité des syndicats à répondre efficacement à la production mondialisée » et que ceux-ci étaient donc devenus entièrement réactionnaires. En dépit de tout son verbiage radical, cette position antisyndicale laisse tout simplement la direction libérale des syndicats en place.

Les groupes plus centristes tels que la LCI et le Groupe Internationaliste (GI) ont continué à proclamer la nécessité d'une direction révolutionnaire et de « rompre avec le réformisme » en général, mais sans jamais lier cela à la nécessité d'une scission avec le libéralisme dans la gauche, alors que c'est cela la principale tâche politique si on veut conso-

L'Anticapitaliste

Le NPA français, anciennement Ligue communiste révolutionnaire, illustre bien la façon dont la gauche s'est liquidée dans le libéralisme durant la période postsoviétique.

lider un parti révolutionnaire dans cette nouvelle époque. Inévitablement, les polémiques de la LCI et du GI contre le reste de la gauche (et de l'un contre l'autre) étaient basées sur des principes intemporels et un jargon abstrait, et non sur comment guider la lutte des classes selon des lignes révolutionnaires.

Le résultat de 30 ans de désorientation et de capitulation devant le libéralisme est éloquent. Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle époque commence, les organisations qui prétendent défendre la révolution sont éparpillées, faibles et sclérosées (littéralement et métaphoriquement), et elles n'ont pratiquement aucune influence sur le cours de la lutte de la classe ouvrière. Elles restent figées dans le même moule dans lequel elles travaillent sans succès depuis des décennies.

Le combat pour la IVe Internationale aujourd'hui

La lutte pour la révolution aujourd'hui doit être fondée sur une compréhension correcte des principales caractéristiques de l'époque. L'impérialisme américain reste la puissance dominante et l'ordre mondial qu'il a établi continue à définir la politique mondiale. Il est défié non pas par la montée agressive de puissances impérialistes rivales mais par la perte relative de poids économique et militaire de tous les pays impérialistes en faveur de la Chine, un État ouvrier déformé, et de puissances régionales qui disposent d'un certain degré d'autonomie mais qui restent dépendantes et opprimées par l'impérialisme mondial. La dynamique actuelle laisse présager une instabilité économique et politique accrue partout dans le monde et des conflits régionaux (Ukraine, Taiwan, etc.) qui pourraient avoir des conséquences mondiales catastrophiques. La pression sur l'ordre mondial augmente rapidement, tout comme les pressions internes au sein de chaque pays.

Le meilleur moyen pour l'impérialisme américain de reprendre l'initiative est de porter un coup mortel à la Chine. La bureaucratie du PCC a créé d'énormes contradictions en Chine en s'appuyant à la fois sur l'impérialisme mondial, sur une classe capitaliste en expansion et sur le prolétariat le plus puissant de la planète. La crise de l'équilibre post-soviétique va exacerber ces contradictions. L'emprise du PCC n'est pas aussi solide qu'il ne paraît de l'extérieur, en particulier face à l'agitation interne (comme l'ont montré les manifestations, petites mais significatives, contre les confinements brutaux du PCC). La classe ouvrière ne restera pas passive pendant que ses conditions économiques non seulement stagnent mais commencent à empirer. Les capitalistes chinois ne vont pas non plus accepter passivement la mainmise de la bureaucratie. En fin de compte, soit il y aura une contre-révolution en Chine comme il y a eu en URSS, soit le prolétariat se soulèvera et mènera une révolution politique qui balayera la bureaucratie et établira une démocratie prolétarienne. On ne peut pas prédire quand cela se décidera. Toute confrontation sera certainement précédée de violents zigzags de la bureaucratie réprimant à la fois les contre-révolutionnaires et le mécontentement de la classe ouvrière. La tâche des révolutionnaires concernant la Chine est de défendre les acquis de la Révolution de 1949 face à la contre-révolution et l'agression impérialiste, tout en montrant comment la bureaucratie mine ces acquis à chaque étape en trahissant la lutte pour la révolution internationale.

La lutte menée par les États-Unis et leurs alliés impérialistes pour maintenir leur emprise sur l'ordre mondial aura



Couverture du numéro de *Quatrième Internationale* (septembre-octobre 1938) annonçant la fondation de la IVe Internationale.

un coût social de plus en plus élevé pour leurs populations. Le tissu social des puissances impérialistes est déjà en train de pourrir de l'intérieur. L'équilibre maintenu par le crédit bon marché, les profits des monopoles et les bulles spéculatives n'est plus tenable, alors que les niveaux de vie sont en train de s'effondrer. Dans de nombreux pays occidentaux, les signes de mécontentement se multiplient au sein de la classe ouvrière. La France est le pays le plus explosif, mais même dans des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, les luttes syndicales se sont intensifiées.

Bien que les premières vagues de ces luttes soient en train de se solder par des défaites, la pression ne fera qu'augmenter à la base des syndicats. Il deviendra de plus en plus clair qu'aucun des problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière ne peut être résolu en faisant quelques ajustements palliatifs au statu quo. La nécessité d'une direction syndicale capable de mener la classe ouvrière sur la voie de la lutte révolutionnaire se fera alors de plus en plus sentir. Le principal obstacle à la construction d'une telle direction, ce sont les soi-disant « révolutionnaires » qui soutiennent des dirigeants syndicaux marginalement plus à gauche mais procapitalistes, au lieu de construire une opposition sur la base d'un programme révolutionnaire. Ce n'est qu'en luttant contre ce centrisme que les syndicats pourront rompre avec leurs directions procapitalistes actuelles.

Au fur et à mesure que les menaces s'accumulent, les libéraux deviennent toujours plus acharnés et hystériques. Cela reflète une petite bourgeoisie libérale qui s'accroche désespérément au statu quo, mais cela reflète également une peur légitime chez les opprimés face à la montée de la réaction de droite. Les révolutionnaires en Occident doivent comprendre que pour combattre la montée de la réaction, il faut rejeter le libéralisme qui ligote les mouvements de

défense des immigrés, des minorités raciales, des femmes et des autres personnes sexuellement opprimées. Il ne suffit pas de faire une critique à tonalité marxiste de certains éléments isolés de leurs programmes, comme la réforme de la police ou les appels à l'État. Ce n'est qu'en montrant concrètement comment le libéralisme est un obstacle direct aux luttes des opprimés que l'on pourra briser son emprise sur les masses. On ne peut pas faire cela en restant sur le bas-côté ; il faut être dans la lutte et apporter à chaque manifestation de la tyrannie capitaliste une réponse basée sur la lutte des classes.

Les chocs frappant l'ordre mondial toucheront le plus durement les pays au bas de la pyramide. La perspective d'une vie meilleure, qui semblait possible il n'y a pas si longtemps, s'éloigne aujourd'hui pour des centaines de millions de personnes. Les nouvelles couches de la classe ouvrière en Asie, en Afrique et en Amérique latine représentent le plus grand danger pour le capitalisme. Les masses du Sud global sont de plus en plus nombreuses à quitter l'isolement des villages et sont urbanisées, alphabétisées et connectées au monde. Leur rôle grandissant dans la production mondiale leur donne une puissance énorme, et pourtant tout ce qui les attend, c'est l'aggravation de la misère. C'est cette colère des démunis qui pousse les forces populistes sur le devant de la scène. Les classes capitalistes faibles de ces pays doivent trouver un équilibre entre la pression de la base, qui menace de les balayer, et la pression des maîtres impérialistes qui contrôlent les flux internationaux de capitaux. La démagogie gauchiste et l'obscurantisme religieux ont jusqu'ici réussi à contenir le mécontentement social. Mais en cas d'échec, la dictature militaire n'est jamais loin.

Dans les pays opprimés par l'impérialisme, la lutte pour l'émancipation nationale de l'emprise des grandes puissances et la résolution d'autres tâches démocratiques élémentaires jouent un rôle décisif. Au fur et à mesure que ces luttes s'intensifieront, il sera démontré à chaque étape que les bourgeoisies nationales jouent un rôle perfide, sacrifiant la libération nationale et l'émancipation de la classe ouvrière et de la paysannerie sur l'autel de la propriété privée. Les révolutionnaires doivent se jeter dans la mêlée et montrer à chaque étape que seule la classe ouvrière, à la tête de tous les opprimés, peut conduire à la libération.

En aucun cas la lutte contre les gouvernements autoritaires ou obscurantistes ne peut justifier la moindre concession ou alliance avec des groupes qui proposent une alternative libérale modernisante pro-impérialiste. Cela ne ferait que renforcer la réaction tout en enchaînant les forces de réforme démocratique à l'impérialisme. Dans les pays où la bourgeoisie se pare des couleurs de la gauche « anti-impérialiste », il faut démasquer son hypocrisie mensongère en faisant progresser la lutte contre l'impérialisme. Rien n'est plus stérile et contre-productif que de rester sur le bas-côté en prêchant la révolution. Il est obligatoire de défendre toute réforme qui porte atteinte aux intérêts impérialistes. Mais cela ne peut jamais justifier le soutien au populisme bourgeois. La classe ouvrière doit défendre son indépendance à tout prix, en combattant toujours l'impérialisme avec ses propres méthodes et objectifs, ceux de la lutte de classe révolutionnaire.

Les forces qui luttent pour la révolution internationale sont aujourd'hui minuscules. Un regroupement sur la base d'un programme et une perspective clairs est indispensable. Nous proposons le présent document comme contribution au processus de reconstruction et de regroupement des forces pour la IVe Internationale. La LCI a été embourbée dans des controverses internes et la désorientation politique, mais nous avançons en ayant confiance que le processus de consolidation que nous avons entamé nous assurera un rôle crucial dans la période de crises et de conflits sociaux qui s'annonce. Comme l'expliquait Trotsky :

> « Le processus de cristallisation, très difficile et très douloureux les premiers temps, deviendra à l'avenir toujours plus impétueux et rapide […]. Les grands conflits balaient tout ce qui est hybride et artificiel et renforcent au contraire tout ce qui est viable. La guerre ne laisse plus de place qu'à deux tendances du mouvement ouvrier, le social-patriotisme, qui ne recule devant aucune trahison, et l'internationalisme révolutionnaire, courageux et capable d'aller jusqu'au bout. C'est précisément pourquoi les centristes, effrayés par les événements qui approchent, mènent une lutte acharnée contre la IVe Internationale. Ils ont raison à leur manière : au cœur de profondes convulsions et de grands ébranlements, les seules organisations qui seront capables de survivre et de se développer sont celles qui non seulement ont nettoyé leurs rangs du sectarisme, mais aussi les ont systématiquement éduqués dans l'esprit de mépris pour toute confusion idéologique et toute lâcheté. »
>
> – « Sectarisme, centrisme et IVe Internationale », octobre 1935

En avant vers une IVe Internationale reforgée, parti mondial de la révolution socialiste ! ■



Cruz/AFP, Flores/Anadolu (ci-dessus)

18 mars 2023 : Le président López Obrador à Mexico à l'occasion du 85e anniversaire de la nationalisation du pétrole. Les masses doivent rompre avec les populistes bourgeois pour obtenir la libération nationale et sociale.



Bagla / Corbis

Développement inégal et combiné : Buffles et centrale nucléaire sur les rives du Gange en Inde.

Révolution permanente…

(suite de la page 72)

développement économique, national et culturel. Prêts, spoliation des ressources naturelles, main-d'œuvre à bas prix, politique monétaire, etc. sont autant de moyens par lesquels l'oligarchie financière et les monopoles impérialistes renforcent leur domination, prélèvent un tribut sur l'ensemble de la société et maintiennent ces pays dans la misère.

Dans ces pays, l'industrie moderne est le produit du capital étranger. Les techniques les plus récentes dans l'industrie et l'agriculture côtoient des rapports sociaux précapitalistes. Les usines, les chemins de fer, les mines et les ports sortent de terre là où on laboure encore le sol avec des buffles et des charrues en bois. En raison du rôle dominant que joue le capital étranger, la bourgeoisie nationale est extrêmement faible : elle n'est que partiellement capable de se hisser au niveau d'une classe dominante et, de ce fait, elle reste piégée dans une position de classe semi-dominante et semi-opprimée. En même temps, le capital étranger prolétarise la population, créant une classe ouvrière qui en acquiert un rôle central dans la vie du pays. La formation de puissants syndicats, et souvent de partis ouvriers, crée une force imposante en mesure de faire reculer l'exploitation impérialiste et d'affronter des bourgeoisies et des gouvernements nationaux fragiles.

Arriération de l'économie nationale, corruption débridée des gouvernements locaux, divisions ethniques et religieuses innombrables, survivance de rapports précapitalistes : toutes ces conditions, maintenues et renforcées par la domination étrangère, créent un lien inséparable entre la libération sociale des masses laborieuses et l'émancipation nationale. Ce sont la résistance à cette misère et à cette humiliation nationale, ainsi que l'aspiration à la terre, à la démocratie et au développement économique qui donnent l'impulsion à la lutte des masses ouvrières et paysannes et confèrent un caractère explosif à leurs revendications les plus élémentaires.

Pour développer et moderniser ces pays il faut résoudre les tâches démocratiques élémentaires ; développer l'industrie nationale et le marché intérieur exige l'unification et l'émancipation nationale ainsi que la réforme agraire. La bourgeoisie nationale a un intérêt objectif à résoudre ces questions afin d'améliorer sa position sociale en tant que classe dominante. Mais ***chacune*** de ces questions nécessite d'affronter le joug impérialiste. Étant donné la faiblesse de la bourgeoisie nationale par rapport aux impérialistes, elle est obligée, lorsqu'elle tente de résister au capital étranger, de s'appuyer dans une mesure ou une autre sur le prolétariat et sur l'ensemble de la nation. En même temps, en tant



sans credit



Rousseau / Getty

Pillage impérialiste. Caricature des colonialistes qui s'arrachent la Chine, vers 1900. En bas : Réunion impérialiste du G7 au Japon, mai 2023.


TRASCENDENTAL DETERMINACION DEL GOBNO. FEDERAL

EXPROPIACION DE LA INDUSTRIA PETROLERA

MANIFIESTO DEL PRESIDENTE CARDENAS A LA NACION

LA PRENSA

SE PARALIZARON HOY LOS TRABAJOS EN TODOS LOS CAMPOS PETROLEROS

LA NOTA SENSACIONAL DEL AÑO

XTO INTEGRO DEL ACUERDO DE EXPROPIACION PETROLERA



Petróleos Mexicanos / Getty

Rassemblement de masse au Zócalo, à Mexico, saluant la nationalisation des compagnies pétrolières impérialistes par Lázaro Cárdenas le 18 mars 1938, annoncée dans les journaux le lendemain.

que classe possédante, elle est consciente que le prolétariat représente une menace pour ses intérêts. Pour les protéger, elle est obligée de s'appuyer sur les impérialistes, auxquels elle est attachée par mille liens. Ainsi, incapable de jouer un rôle indépendant, la bourgeoisie nationale oscille entre ces deux forces plus puissantes. Trotsky explique :

> « Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie ***nationale*** par rapport au prolétariat ***national***. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste *sui generis* particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers. »
>
> – « L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière », mai 1939

S'appuyant sur l'élan des masses ouvrières et sur un rapport de force international favorable, la bourgeoisie nationale peut procéder à des nationalisations, à des réformes agraires et à d'autres mesures progressistes contre les impérialistes visant à défendre l'indépendance nationale et à développer l'économie du pays. La nationalisation du pétrole au Mexique en 1938 sous Lázaro Cárdenas ou la prise de contrôle du canal de Suez en Égypte sous Nasser en 1956 en sont des exemples classiques. Mais la bourgeoisie met en œuvre ces mesures pour ses propres objectifs et avec ses propres méthodes. Elle cherche à se maintenir à la tête de la lutte de libération nationale afin de contenir et de canaliser les aspirations sociales et économiques des opprimés dans des limites qui ne menacent pas sa domination, de manière à améliorer sa propre position en tant classe semi-dominante vis-à-vis des impérialistes.

Les bourgeoisies des pays asservis sont pleinement conscientes que pour lutter sérieusement contre l'impérialisme il faut un soulèvement révolutionnaire des masses qui constituerait une menace pour la bourgeoisie nationale elle-même. Trotsky écrivait :

> « Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes. »
>
> – *L'Internationale Communiste après Lénine*, 1928

En mobilisant les masses derrière elle, la bourgeoisie doit donc maintenir un strict contrôle sur celles-ci en écrasant les partis révolutionnaires, en maintenant une poigne de fer sur les syndicats par l'intermédiaire de la bureaucratie et parfois en les intégrant directement à l'État, en parrainant la création d'organisations paysannes contrôlées par l'État, etc. Lutte des classes, saisies de terres, tentatives de formation de syndicats et d'organisations paysannes indépendants – toute tentative d'action anti-impérialiste indépendante de la part des masses se heurte à une répression sanglante. C'est en réprimant la seule force qui peut véritablement apporter l'émancipation nationale et la modernisation, à savoir la classe ouvrière alliée à la paysannerie, que la bourgeoisie nationale non seulement empêche la révolution sociale, mais sabote et trahit à chaque étape la lutte anti-impérialiste et pave la voie à la réaction impérialiste. Comme elle est liée à la propriété capitaliste et doit défendre ses intérêts de classe contre les masses prolétariennes, la bourgeoisie nationale non seulement est incapable de résoudre les tâches de l'émancipation nationale et de la révolution agraire, mais joue aussi un rôle totalement réactionnaire dans ce processus.

Seul le prolétariat, ralliant derrière lui les masses paysannes et la petite bourgeoisie urbaine, est capable de briser le joug du capital étranger, de mener jusqu'au bout la révolution agraire et d'établir une véritable démocratie pour les travailleurs sous la forme d'un gouvernement ouvrier et paysan. Comme l'expliquait Trotsky à propos de la Russie dans l'introduction de *La révolution permanente* (1929) :

> « J'en arrivais à la conclusion que notre révolution bourgeoise ne pouvait accomplir réellement ses tâches que dans le cas où le prolétariat, appuyé par les millions de paysans, aurait concentré entre ses mains la dictature révolutionnaire.

« Quel serait le contenu social de cette dictature ? Tout d'abord, elle devait mener jusqu'au bout la révolution agraire et la reconstruction démocratique de l'État. Autrement dit, la dictature du prolétariat devenait l'arme avec laquelle seraient atteints les objectifs historiques de la révolution bourgeoise retardée. Mais elle ne pouvait s'arrêter là. Arrivé au pouvoir, le prolétariat serait obligé de faire des incursions de plus en plus profondes dans les rapports de propriété privée en général, c'est-à-dire de prendre le chemin des mesures socialistes. »

L'arrivée au pouvoir du prolétariat dans un seul pays ne mène pas la révolution à son terme, elle ne fait que la commencer. Pour moderniser les pays néocoloniaux, pour développer une industrie et un marché national, pour sortir les masses de la misère, il faut disposer du plus haut niveau de technique et de productivité et avoir accès au marché mondial, c'est-à-dire à la division internationale du travail. Or tout cela est entre les mains de l'impérialisme. Tant que l'impérialisme mondial subsiste, les acquis arrachés dans un pays donné restent soumis à l'asphyxie impérialiste et à la menace constante d'un renversement. La victoire de la révolution néocoloniale et le développement du socialisme exigent la défaite de l'impérialisme sur la scène mondiale, c'est-à-dire l'extension de la révolution aux centres impérialistes.

Dans les pays asservis, le premier pas dans cette direction consiste à créer des partis révolutionnaires, dont la tâche principale est ***d'arracher la direction*** de la lutte anti-impérialiste des mains de la bourgeoisie nationale. Cela n'est possible qu'en ***poussant en avant*** la lutte pour la libération nationale jusqu'à ses conséquences ultimes en dévoilant aux masses toutes les hésitations, les capitulations et les trahisons de la bourgeoisie. S'emparer des biens des impérialistes, notamment de leurs banques, exproprier les propriétaires fonciers nationaux et étrangers, répudier la dette et tous les traités de « libre » échange – tout acte sérieux visant à faire progresser la lutte contre l'esclavage impérialiste dresse les masses contre la bourgeoisie. Comme le faisait remarquer Trotsky, cette dernière « a toujours derrière elle un arrière solide en la personne de l'impérialisme, toujours disposé à l'aider contre les ouvriers et les paysans » avec son argent, ses marchandises et ses obus (« La révolution chinoise et les thèses de Staline », mai 1927). Il expliquait :

« Mais tout ce qui relève la foule opprimée des travailleurs pousse fatalement la bourgeoisie nationale à l'alliance militaire déclarée avec l'impérialisme. La lutte de classe entre la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes, loin d'être affaiblie par l'oppression impérialiste, est au contraire exaspérée à chaque conflit sérieux, jusqu'à se changer en guerre civile sanglante. »

En même temps, dans la mesure où la bourgeoisie cherche à obtenir des concessions de la part des impérialistes, les révolutionnaires soutiennent ces mesures tout en conservant une totale indépendance organisationnelle et politique, et ils cherchent à mobiliser le prolétariat et la paysannerie pour qu'ils les mettent en œuvre dans leurs propres buts et avec leurs propres méthodes :

Nationalisations ?

Pas de compensation ! Occupez les usines, les mines, les chemins de fer jusqu'à ce que les impérialistes cèdent !

Réforme agraire bureaucratique et limitée ?

Des comités de paysans pour s'emparer eux-mêmes des terres !

Menace impérialiste de « changement de régime » ?

Armez les ouvriers et les paysans !



Sharma / AFP

Inde, 2021 : Agriculteurs protestant contre le gouvernement Modi. L'alliance des ouvriers et des paysans est cruciale pour la révolution socialiste.

En toute circonstance, les trotskystes insistent que les masses doivent agir de façon indépendante dans la lutte afin de briser l'emprise de la bourgeoisie nationaliste.

Pour combattre l'influence de la bourgeoisie, il est essentiel de combattre le nationalisme, le principal outil idéologique qu'elle utilise pour rallier le prolétariat et les opprimés à ses propres intérêts. Le nationalisme dresse le prolétariat contre les minorités nationales et contre ses frères et sœurs de classe des autres nations opprimées et, ce qui est crucial, contre la classe ouvrière de la nation qui opprime, empêchant ainsi l'unité révolutionnaire dans la lutte contre l'ennemi commun, les impérialistes. Mais pour libérer les masses du nationalisme, il faut distinguer entre le nationalisme de l'oppresseur, qui est l'expression du chauvinisme impérial, et le nationalisme des opprimés, qui constitue une réaction à l'oppression. Nier cette distinction, c'est nier le désir d'émancipation des masses. On ne peut pas vaincre le nationalisme en prêchant un internationalisme abstrait. On ne peut le surmonter que dans la lutte, en démontrant la traîtrise de la bourgeoisie nationale dans le combat pour l'émancipation.

Les intérêts de la classe ouvrière requièrent l'entière solidarité des travailleurs de ***toutes*** les nations. Dans les pays impérialistes, les partis révolutionnaires doivent éduquer le prolétariat dans l'esprit que l'émancipation des nations asservies est dans son propre intérêt objectif : chaque défaite des impérialistes à l'étranger renforce la position du prolétariat national. Les trotskystes doivent lutter pour une rupture avec les sociaux-chauvins ***au sein*** du mouvement ouvrier – les défenseurs de l'OTAN et de l'Union européenne, les bureaucrates syndicaux qui soutiennent en Amérique du Nord l'Accord États-Unis-Mexique-Canada de « libre échange » – ainsi qu'avec les centristes qui maintiennent l'unité avec les sociaux-chauvins. C'est la seule façon de surmonter la

méfiance et les préjugés nationalistes dans les néocolonies. ***L'ennemi principal est dans notre propre pays ! Chassez les bureaucrates syndicaux pro-impérialistes ! Pour la révolution ouvrière dans les bastions impérialistes !***

Dirigeant la lutte contre l'oppression impérialiste, les partis révolutionnaires des nations opprimées doivent éduquer les masses laborieuses dans l'esprit de l'unité révolutionnaire avec le prolétariat des nations qui les oppriment. L'unité des nations opprimées contre l'impérialisme ne peut pas se réaliser sous l'égide des bourgeoisies compradores vénales, pour qui le « patriotisme » ne signifie que la défense de leur propriété privée. On ne peut y parvenir que sous la direction de la classe ouvrière alliée à la paysannerie. ***Saisissez tous les biens des impérialistes ! La terre à ceux qui la travaillent ! Pour la libération nationale et sociale !***

L'expérience a montré que, dans des circonstances exceptionnelles, des mouvements de guérilla basés sur la paysannerie sont capables de vaincre l'impérialisme dans un pays donné et d'exproprier la bourgeoisie nationale (par exemple en Chine, à Cuba, au Laos, au Viêt Nam). Toutefois, la victoire de ces mouvements ne peut aboutir au mieux qu'à l'instauration de régimes bureaucratiques de type stalinien qui se maintiennent au pouvoir par la répression brutale des masses laborieuses tandis que le pays reste soumis aux pressions du marché mondial. Dans l'espoir illusoire d'apaiser l'impérialisme, ces bureaucraties staliniennes se distinguent par leur opposition farouche à l'extension de la révolution socialiste au-delà de leurs frontières nationales. Pour défendre et étendre les acquis de ces révolutions, il faut une nouvelle révolution contre ces bureaucrates. Par conséquent, les tâches des révolutionnaires décrites ci-dessus s'appliquent également à ces sociétés : les trotskystes doivent arracher aux bureaucrates la direction de la lutte anti-impérialiste et la mener sous la bannière du léninisme authentique. ***Défense de la Chine, de la Corée du Nord, du Laos, de Cuba et du Viêt Nam contre l'impérialisme et la contre-révolution ! Pour la révolution politique contre les traîtres staliniens ! Pour le communisme de Lénine et Trotsky !***


Kunz / Ullstein Bild

Beaucoup dans la gauche glorifiaient nationalistes et staliniens (ici Ho Chi Minh, Berlin, 1968) au lieu de lutter pour une direction révolutionnaire.


CBS

Fidel Castro et l'armée rebelle à Cuba en 1957. La Révolution fut une défaite pour l'impérialisme US, mais les staliniens sont un obstacle au socialisme.

Le triomphe définitif contre l'impérialisme ne peut être assuré que par la fusion de la lutte du prolétariat dans les pays impérialistes contre sa « propre » bourgeoisie avec celle des travailleurs des nations opprimées contre ces mêmes impérialistes et leurs agents locaux.

Ouvriers du monde entier et peuples opprimés, unissez-vous !

COMMENT LA LCI A RÉVISÉ LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Déformée dès la naissance

Depuis sa création, la tendance spartaciste avait basé son approche du problème de la révolution dans les pays néocoloniaux et les nations opprimées sur une révision de la révolution permanente. Pour comprendre comment et pourquoi, il faut examiner le contexte historique et politique dans lequel notre tendance a élaboré son approche.

La période qui avait suivi la Deuxième Guerre mondiale fut marquée par une flambée des luttes de libération nationale alimentée par la chute des empires coloniaux britannique et français et par le renforcement du prestige de l'URSS après sa victoire sur l'Allemagne nazie. Le monde était divisé entre deux superpuissances représentant deux systèmes sociaux rivaux : l'URSS et l'impérialisme américain. Dans cette situation, les pays opprimés disposaient d'une marge de manœuvre et nombre d'entre eux se tournèrent vers l'Union soviétique pour obtenir un soutien militaire et politique dans leur lutte contre l'impérialisme. Jusqu'à la fin des années 1970, des révoltes secouèrent le monde néocolonial : Chine, Corée, Indochine, Inde, Chypre, Algérie, Cuba, monde arabe, Chili, etc. Ces mouvements étaient dirigés par des forces bourgeoises et petites-bourgeoises. Dans la plupart des cas, cela déboucha sur l'indépendance formelle sous un régime nationaliste bourgeois, mais le joug de l'impérialisme demeurait.

Tout au long de cette période, la stratégie de la quasi-totalité de la gauche marxiste internationale consistait à soutenir, ouvertement ou de manière critique, les directions

nationalistes de ces mouvements et leurs régimes. Elle justifiait cela en argumentant que l'oppression impérialiste des colonies et des néocolonies donnait un rôle objectivement progressiste à la bourgeoisie nationale et que la victoire des forces nationalistes reviendrait à réaliser la révolution démocratique bourgeoise, ouvrant ainsi la voie au socialisme. L'idée que le « processus objectif » forcerait les dirigeants nationalistes bourgeois et petits-bourgeois à s'orienter vers le socialisme réduisait le rôle des révolutionnaires à les pousser vers la gauche. C'était là le cadre théorique des partis staliniens et de leurs scissions maoïstes, de la Nouvelle Gauche ainsi que des pseudo-trotskystes. (Michel Pablo, ex-dirigeant de la IVe Internationale, se retrouva conseiller du gouvernement bourgeois algérien de Ben Bella.)

C'était nier totalement qu'il fallait une direction révolutionnaire à la lutte de libération nationale. Si le « processus objectif » conduisait à la libération et au socialisme, on n'avait alors pas besoin de partis révolutionnaires. En réalité, cela signifiait lier totalement le prolétariat et les masses paysannes à la bourgeoisie nationale, trahissant ainsi la lutte anti-impérialiste et la révolution socialiste. Ce qui était posé pour les révolutionnaires, c'était d'offrir un programme pour la lutte indépendante des masses laborieuses pour leurs besoins et leurs aspirations afin de faire ainsi progresser le combat anti-impérialiste et, dans ce processus, d'en prendre la tête en opposition aux nationalistes et aux staliniens. Ce n'est que sur cette base qu'il était possible de montrer que le programme de collaboration de classe de la gauche était un obstacle à la victoire contre l'impérialisme, et d'initier un processus de scissions et de fusions pour forger un authentique courant trotskyste.

Cependant, la tendance spartaciste n'a pas suivi cette voie. Voyant que la lutte de libération nationale avait une direction bourgeoise et que la gauche s'était mise à la remorque du nationalisme, nous avons adopté une ligne rigide et sectaire, qualifiant le nationalisme dans le monde néocolonial de réactionnaire en tout point. Partant d'une impulsion correcte qu'il fallait s'opposer au liquidationnisme de la gauche, nous en sommes scandaleusement arrivés à répudier le cœur même de la révolution permanente : placer la lutte pour la libération nationale au centre de la stratégie révolutionnaire pour le monde néocolonial. En dépit de phrases orthodoxes résumant la révolution permanente, nous avons opposé la libération nationale à la lutte des classes et à la révolution socialiste. Ce faisant, nous avons systématiquement rejeté le combat pour une direction communiste de la lutte de libération nationale, renforçant ainsi l'emprise des nationalistes et des forces petites-bourgeoises sur les masses. Ce cadre général équivalait, au fond, à une capitulation devant l'impérialisme.

La libération nationale : obstacle ou levier pour la révolution ?

Voici deux exemples classiques de la conception de la tendance spartaciste sur la question nationale :

> « En général, notre soutien au droit à l'autodétermination est négatif : opposition intransigeante à toute manifestation d'oppression nationale, ceci comme un moyen vers l'unité de la classe ouvrière, non en tant qu'accomplissement d'un "destin historique" ou de l'"héritage" d'une nation, et pas davantage comme un soutien à des nations "progressistes" ou au nationalisme. Nous soutenons le droit à l'autodétermination et les luttes de libération nationale dans le but d'éliminer la question nationale de l'ordre du jour historique, et non pour créer une autre question identique. »
>
> – « Thèses sur l'Irlande », *Spartacist* édition en français nº 18-19, hiver 1981-1982



Nous mettions sur le même pied le nationalisme des opprimés et celui des oppresseurs, traitant la lutte de libération nationale comme une épine dans le pied au lieu d'une arme dans la lutte pour le socialisme.

Et ceci :

> « Pour les nations opprimées à l'intérieur d'États multinationaux, la question de ***préconiser*** ou non l'indépendance dépend de la profondeur des antagonismes nationaux entre les travailleurs des différentes nations. Si les relations sont empoisonnées au point de rendre impossible la véritable unité de classe au sein d'un pouvoir d'État unique, nous soutenons l'indépendance comme seul moyen de supprimer la question nationale de l'ordre du jour et mettre en avant la solution de classe. »
>
> – « Le nationalisme québécois et la lutte des classes », traduit de *Spartacist Canada* dans *Le Bolchévik* nº 5, mars 1977

Au lieu de considérer la question nationale comme un levier pour la révolution socialiste, cette approche la traitait comme une épine dans le pied, un problème irritant dont il fallait se débarrasser pour ouvrir la voie à la lutte des classes « pure ». Cela n'a rien à voir avec le marxisme. L'approche des révolutionnaires consiste à utiliser toute oppression, toute crise, tout acte de résistance pour forger l'unité de la classe ouvrière dans la lutte pour vaincre la bourgeoisie. À cet égard, la résistance contre la domination étrangère dans les pays opprimés du monde entier est un puissant levier pour renverser l'impérialisme mondial. Mais au lieu de faire progresser la lutte pour le socialisme sur la base des luttes sociales et nationales réelles, la tendance spartaciste, de manière sectaire et doctrinaire, cherchait à projeter sur la réalité sa propre version idéalisée de la lutte des classes, purgée de tout « désagrément » national.

Cette approche de la question nationale n'est pas une nouveauté dans l'histoire du mouvement communiste. Lénine l'a combattue toute sa vie, en particulier contre les soi-disant socialistes qui avaient considéré avec dédain le soulèvement de Pâques à Dublin en 1916 en le qualifiant de simple « putsch ». Dans son « Bilan d'une discussion sur le

droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (juillet 1916), Lénine avait inclus un chapitre sur l'insurrection irlandaise (que nous avons nous-mêmes reproduit, sans nous rendre compte que tout son contenu nous visait). Il y expliquait :

> « Les opinions des adversaires de l'autodétermination aboutissent à cette conclusion que la viabilité des petites nations opprimées par l'impérialisme est d'ores et déjà épuisée, qu'elles ne peuvent jouer aucun rôle contre l'impérialisme, qu'on n'aboutirait à rien en soutenant leurs aspirations purement nationales, etc. »

Nous ne rejetions pas le droit à l'autodétermination, mais toute notre approche était façonnée par l'idée que rien de bon ne pouvait sortir du « problème national ». Lénine poursuivait :

> « Quiconque qualifie de putsch ***pareille*** insurrection est, ou bien le pire des réactionnaires, ou bien un doctrinaire absolument incapable de se représenter la révolution sociale comme un phénomène vivant.
>
> « Croire que la révolution sociale soit ***concevable*** sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie ***avec tous ses préjugés***, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc.,– c'est ***répudier la révolution sociale***. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch" l'insurrection irlandaise.
>
> « Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra ***jamais*** assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. »

Qu'est-ce que la méthode d'« éliminer » la question nationale de l'« ordre du jour » si ce n'est attendre une révolution « pure », « non contaminée » par les sentiments nationaux des peuples opprimés ?

La révolution socialiste n'est pas une bataille unique mais une série de batailles qui se déroulent sur une multitude de questions démocratiques, économiques et sociales. Dans les pays sous le joug de la domination étrangère, chercher à « éliminer » la question nationale comme condition préalable à la lutte socialiste signifie nier que l'état de sous-développement imposé par l'impérialisme met objectivement sur le devant de la scène les tâches démocratiques, qui sont le levier fondamental de la révolution socialiste. Le cœur de la révolution permanente – et la leçon centrale de la Révolution d'octobre 1917 – c'est la révolution démocratique bourgeoise accomplie par le prolétariat révolutionnaire à la tête de la paysannerie et de tous les opprimés et se transformant en révolution socialiste. Trotsky expliquait :

> « La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution ***permanente***. »
>
> – *La révolution permanente*

À l'opposé de cela, toute notre approche consistait à réfléchir à la manière dont telle ou telle question démocratique pouvait être « éliminée » de l'ordre du jour. Mais cela s'avérait plus compliqué dans les régions où des peuples sont interpénétrés comme en Irlande du Nord ou en Israël/Palestine, où deux groupes nationaux ont des revendications concurrentes d'autodétermination sur le même territoire. La tendance spartaciste a donc fabriqué une « théorie » pour le cas des peuples interpénétrés. Notre article fondateur sur la question d'Israël/Palestine postulait :

> « Lorsque des populations nationales sont géographiquement interpénétrées, comme c'était le cas en Palestine, un État-nation indépendant ne peut être créé que par leur séparation forcée (transferts forcés de population, etc.). Le droit démocratique à l'autodétermination devient alors abstrait, puisqu'il ne peut être exercé que si le groupe national le plus fort chasse ou détruit le plus faible.
>
> « Dans ces cas, la seule possibilité de solution démocratique réside dans une transformation sociale. »
>
> – « Naissance de l'État sioniste, deuxième partie : La guerre de 1948 », *Workers Vanguard* nº 45, 24 mai 1974

Il était manifestement impossible d'« éliminer » la question nationale de l'ordre du jour dans des endroits comme Belfast ou Gaza. Nous avons donc proclamé la nécessité d'une révolution. Mais la question reste entière : ***comment*** peut-il y avoir une révolution là-bas ? Tout le programme derrière la « théorie » des peuples interpénétrés consistait à proclamer la nécessité d'une révolution socialiste tout en rejetant l'obligation de placer la lutte de libération nationale des Palestiniens et des catholiques irlandais au centre de notre stratégie révolutionnaire. Au lieu de cela, nous considérions la révolution socialiste comme un processus où les deux groupes nationaux se débarrasseraient de leurs sentiments nationaux en faveur de l'unité sur des revendications économiques et d'une solidarité libérale.

Tout « marxiste » qui pense que la lutte de libération nationale est une épine dans le pied pour la révolution, et qu'il faut la mettre de côté afin de lutter pour le socialisme, est au mieux condamné à l'insignifiance et, au pire, est un agent de l'oppresseur dominant qui exige que les opprimés abandonnent leurs aspirations nationales comme condition préalable à l'unité. Une révolution en Israël/Palestine ou



en Irlande du Nord n'est concevable que sous la forme d'un soulèvement pour la libération nationale des Palestiniens et des catholiques irlandais qui n'empiète pas sur les droits nationaux des protestants et des Israéliens, mais qui émancipe les travailleurs vis-à-vis de leur bourgeoisie et de ses partenaires impérialistes. C'est précisément parce que les nationalistes irlandais et palestiniens sont incapables de mettre en œuvre une telle perspective, à laquelle ils sont opposés, que seule une direction communiste peut dans ces pays résoudre le problème national de façon juste et démocratique.

La première des « Thèses sur l'Irlande », document clé développant notre position sur le problème national dans ce pays, montrait notre impuissance totale :

> « Il reste la forte possibilité qu'une solution juste, démocratique et socialiste à la situation en Irlande ne puisse venir que sous l'impact d'une révolution prolétarienne quelque part ailleurs et qu'elle soit concrètement introduite à la pointe des baïonnettes d'une Armée rouge, et ce, contre l'opposition d'un secteur significatif de l'une ou l'autre des communautés ou des deux à la fois. »

En ce qui concerne la Palestine, nos articles soulignaient constamment que la révolution était très probablement impossible tant qu'il n'y aurait pas de révolution dans un pays voisin. Déclarer à l'avance que nous ne croyons pas vraiment à la possibilité d'une révolution autochtone en Irlande du Nord ou en Palestine et que nous ne considérons pas que notre intervention puisse jouer un rôle vital et décisif dans ces régions revient à brandir une pancarte proclamant : « Nous sommes insignifiants ».

La tâche des communistes est de fusionner la lutte pour la libération nationale et la lutte pour le socialisme, pas de les opposer. Cette perspective est inconcevable avec la rigidité et l'étroitesse d'esprit qui caractérisaient notre approche de la question nationale ; elle exige la méthode et le programme de la révolution permanente. L'application de la révolution permanente ne se limite pas aux pays qui comportent une paysannerie ou sont marqués par un développement capitaliste retardataire. Sa méthode est au cœur même du programme communiste moderne. La principale leçon que Marx et Engels ont tirée des révolutions de 1848 en Europe, c'est que les luttes démocratiques et sociales ont besoin d'une direction prolétarienne. En conclusion de leur « Adresse du Comité central à la Ligue des communistes » de 1850, Marx et Engels soulignaient :

> « [Les travailleurs] contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner – par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques – de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence ! »



Mohammed Abed/Getty



McCullough/Globe Photos

En haut : Camp de réfugiés palestiniens à Gaza dévasté par une frappe israélienne le 9 octobre 2023. En bas, 1998 : La police tabasse des nationalistes irlandais à Derry (Irlande du Nord). La libération des nationalités opprimées doit être au centre de la stratégie révolutionnaire.

Le léninisme contre la LCI sur le nationalisme : révolution permanente contre indignation libérale

Dans la plupart des pays du monde, une question centrale de la révolution est de surmonter les divisions nationales. Cette question est particulièrement complexe dans les pays au développement retardataire, où la nation dominante (ou le groupe ethnique ou religieux dominant), tout en étant opprimée par l'impérialisme, est également l'oppresseur de nations minoritaires. C'est le cas de l'Inde, de l'Iran et de la Türkiye, pour n'en citer que quelques-uns. Le passage

suivant, tiré d'un article sur le Proche-Orient, illustre notre ancienne approche de la question :

> « N'oublions pas que les Arabes palestiniens sont victimes du nationalisme de l'opprimé devenu oppresseur. Au Birundi [*sic*], si le coup d'État des Hutus contre la minorité dirigeante des Tutis [*sic*] avait réussi, le tribalisme de l'opprimé se serait transformé en nationalisme génocidaire de l'oppresseur. Tout nationalisme est réactionnaire, car le succès du nationalisme équivaut au génocide. »
>
> – « Nationalisme meurtrier et trahison stalinienne au Proche-Orient », *Workers Vanguard* nº 12, octobre 1972

Cela revient à dire que le nationalisme de la nation dominante dans les pays opprimés n'a pas la moindre contradiction. Le génocide des Tutsis en 1994 au Rwanda, ***c'est*** la réalité du nationalisme hutu. Pourtant, le nationalisme hutu n'est fondamentalement ***pas*** la même chose que le nationalisme américain ou français : il est le produit du viol impérialiste belge, puis français et maintenant américain de la région. Il est en partie une réponse réactionnaire à cette réalité. Le conflit entre les Hutus et les Tutsis ne peut être correctement abordé, ***ni résolu***, si on ne comprend pas cela.

C'est cette même approche qui sous-tendait notre intervention sur la révolution iranienne de 1979, où nous avions tracé un trait d'égalité entre l'opposition au shah dirigée par les mollahs, et Hitler et le Ku Klux Klan !

> « Toutes les forces de l'opposition à la monarchie dans la société iranienne, y compris le prolétariat organisé et la gauche, se sont ralliées à Khomeiny. Mais le noyau central du mouvement de Khomeiny était constitué par les mullahs (le clergé chiite musulman fort de 180 000 hommes) et les commerçants du Bazar, classe marchande traditionnelle dont les bases étaient menacées par la modernisation du pays. Cette classe sociale traditionnelle est condamnée par le progrès économique et a donc naturellement tendance à adhérer à une idéologie réactionnaire et à ses expressions politiques.
>
> « Il est impensable pour des opportunistes qu'il puisse y avoir des mobilisations de masse réactionnaires contre un régime réactionnaire. L'histoire donne pourtant des exemples de mouvements réactionnaires de masse. Il est indiscutable qu'Adolf Hitler organisa un mouvement de masse qui fit tomber la République de Weimar. Aux USA, dans les années 20, le Ku Klux Klan était une organisation active, se développant et capable de mobiliser des dizaines de milliers de militants dans les rues. »
>
> – « L'Iran et la gauche : Pourquoi ils ont soutenu la réaction islamique », *Le Bolchévik* nº 12, mai-juin 1979

Les mollahs ***sont effectivement*** des réactionnaires : le régime islamique en Iran est anti-femmes, anti-sunnites et contre les droits nationaux de tous les peuples non persans à l'intérieur des frontières de l'Iran. Cependant, les mollahs étaient une réponse réactionnaire au pillage impérialiste de l'Iran que facilitait la monarchie des Pahlavi. Il était impossible de saper l'attrait populaire des mollahs sans reconnaître cette réalité. Notre propagande impliquait d'intervenir parmi les participants au soulèvement de 1979 en expliquant à ceux qui se faisaient des illusions sur sa direction islamiste qu'ils suivaient un mouvement de type hitlérien !

Tout notre cadre d'analyse niait le fait que la lutte des masses persanes pour se libérer de l'étau impérialiste était progressiste. Notre tâche était d'expliquer que tant qu'elle restait sous l'emprise des mollahs, elle serait nécessairement dirigée contre les minorités nationales (ou autres) et conduirait à leur persécution, et qu'en même temps elle saperait la libération de la majorité persane elle-même. La seule façon de briser l'emprise des mollahs était de montrer concrètement comment leur direction constituait un obstacle aux aspirations légitimes et progressistes des masses à se libérer du shah et de l'impérialisme.

Le passage suivant d'Engels, bien qu'il se rapporte à l'oppression de la Pologne par l'Allemagne, s'applique pleinement à des pays comme l'Iran qui sont à la fois opprimés et oppresseurs :

> « Nous autres démocrates allemands, nous sommes particulièrement intéressés à la libération de la Pologne. Ce furent les princes allemands qui tirèrent avantage du partage de la Pologne, ce sont des soldats allemands qui oppriment aujourd'hui encore la Galicie et la Posnanie. Nous autres Allemands, et nous autres démocrates allemands plus encore, nous devons avoir à cœur d'effacer cette tache de notre nation. ***Une nation ne peut pas devenir libre tout en continuant d'opprimer d'autres nations***. La libération de l'Allemagne ne peut donc pas être réalisée sans que l'on libère la Pologne de l'oppression allemande. C'est pourquoi la Pologne et l'Allemagne ont un intérêt commun, et c'est pourquoi les démocrates polonais et allemands peuvent collaborer à l'émancipation des deux nations. »
>
> – « Discours sur le parti chartiste, l'Allemagne et la Pologne », 9 décembre 1847

Dans le cas de pays comme l'Iran ou l'Inde, leur libération du joug impérialiste est ***impossible*** tant que les nationalités et peuples minoritaires qui en font partie continuent à être opprimés par la nation dominante. Cette dernière est « particulièrement intéressée » à la libération des minorités opprimées et doit devenir leur défenseur le plus conséquent,



Bettmann



Vermont Historical Society

À gauche : Prise de l'ambassade américaine à Téhéran, 1979. À droite : Le Ku Klux Klan en 1927. Il est grotesque de mettre sur le même plan la révolution islamique, réponse réactionnaire à l'oppression américaine, et la vermine fasciste de l'impérialisme américain.


Guyot / AFP

Soldats français et miliciens hutus au Rwanda, 1994. Le nationalisme hutu, qui a mené au génocide des Tutsis, est nourri par le viol impérialiste de l'Afrique.

car sans cela leur libération ne peut faire le moindre pas. Pourquoi ? Comme c'est l'impérialisme qui est responsable de l'état de dénuement des masses, et que c'est l'impérialisme qui a créé ces divisions sans nombre, enfermant des nations et des peuples dans des frontières arbitraires, les travailleurs doivent s'unir pour ***s'opposer*** à l'impérialisme lui-même. Il est dans l'intérêt objectif des ouvriers et des paysans persans, qui triment dans un pays étouffé par les sanctions impérialistes, de défendre la libération de leurs frères et sœurs kurdes, baloutches et azéris dans le cadre de leur propre lutte de libération. Cela comprend la défense de leur droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la sécession.

Plus les révolutionnaires du peuple dominant (comme les Turcs en Türkiye ou les Perses en Iran) défendront les droits nationaux des peuples opprimés dans leur pays respectif, mieux ils pourront faire échec aux machinations des impérialistes pour diviser et mieux régner. Cela mettrait des bâtons dans les roues des États-Unis qui manœuvrent pour transformer les opprimés en supplétifs des impérialistes, comme dans le cas des Kurdes de Syrie.

Tout cela était totalement étranger à notre perspective, qui faisait disparaître le fait que l'oppression impérialiste attise le nationalisme. Par exemple, dans notre travail sur le Sri Lanka, nous avons rejeté toutes les mesures prises par le régime du Sri Lanka Freedom Party (SLFP) sous Bandaranaike, en disant qu'elles étaient motivées par le chauvinisme antitamoul ou qu'elles étaient insignifiantes, et en niant que certaines d'entre elles étaient des affirmations de souveraineté nationale contre l'impérialisme. Nous écrivions dans une polémique contre le soutien de la bureaucratie chinoise au régime de Bandaranaike :

> « Les Chinois en sont réduits à décrire la déclaration de la République du Sri Lanka, qui est ***elle-même un appel explicite et démagogique au chauvinisme cinghalais***, comme “une victoire significative remportée par son peuple dans sa longue lutte contre l'impérialisme et pour la sauvegarde de l'indépendance nationale” » (souligné par nous).
>
> – « Le “Front unique anti-impérialiste” à Ceylan », *Young Spartacus* nº 19, septembre-octobre 1973

Il ne fait aucun doute que le régime de Bandaranaike attisait le chauvinisme antitamoul. Mais, partant de cette constatation correcte, nous avons combattu le nationalisme cinghalais sans reconnaître que c'était, à sa manière violente et réactionnaire, une réponse à la domination britannique sur l'île. Cela nous a conduits à rejeter la proclamation même de la république du Sri Lanka qui coupait les liens avec la monarchie britannique !

Dans le cas du Sri Lanka, toute défense des Tamouls ne partant pas de l'opposition à l'impérialisme reflétera forcément une perspective libérale impérialiste. C'est le schéma que les impérialistes utilisent partout : ils exploitent les souffrances des minorités pour promouvoir leurs propres intérêts en balayant sous le tapis le fait que tout cet état de choses résulte de leur domination. Ce n'est pas différent au Sri Lanka. Avec la perspective que nous avions, un petit noyau cherchant à forger un parti révolutionnaire n'aurait aucune chance de trouver un point d'ancrage parmi les travailleurs de la nation dominante et il ne pourrait que renforcer l'emprise des nationalistes sur eux. Et dans la mesure où il ferait appel aux Tamouls opprimés, ce ne serait pas dans leur intérêt puisqu'il n'aiderait pas à surmonter les antagonismes nationaux ni à faire avancer la lutte commune contre l'oppresseur tant des Tamouls que des Cinghalais : l'impérialisme. Autrement dit, il s'agirait – et en effet c'était le cas – d'un programme libéral impérialiste pour les Tamouls (indignation contre leur oppression) et d'un programme libéral impérialiste pour les Cinghalais (traitez mieux les Tamouls !).

Dans les pays opprimés, le chauvinisme de la nation dominante vis-à-vis des minorités résulte en partie de l'affaiblissement de cette nation face au pillage impérialiste. Plus on freine la lutte contre l'impérialisme, plus la nation dominante se retourne contre les minorités du pays, qu'elles soient nationales, religieuses ou autres. C'est dû, au fond, à la réalité matérielle des pays néocoloniaux sous la botte de l'impérialisme : si le développement matériel ne se fait pas aux dépens des impérialistes, il doit se faire aux dépens des travailleurs et des minorités opprimées au sein de la néocolonie. La bourgeoisie nationale est en mesure de détourner la colère contre la situation misérable et le sous-développement en jouant sur les sentiments nationaux et religieux de certains groupes pour maintenir le pays divisé. À l'inverse, plus les peuples d'un pays opprimé s'opposent à l'impérialisme, leur oppresseur commun, plus ils sont unis, plus le chauvinisme du groupe dominant s'affaiblit.

L'ennemi principal, c'est l'impérialisme

La tendance spartaciste cherchait à combattre le nationalisme bourgeois en soutenant que l'ennemi principal des travailleurs et des opprimés dans les néocolonies et les nations opprimées était la bourgeoisie nationale. Concernant le Mexique, qui est directement sous la botte de l'impérialisme américain et dont la vie interne est définie à tous égards par cette oppression, nous écrivions : « Nous, les spartacistes, insistons sur le fait qu'au Mexique, l'ennemi principal est dans notre propre pays : c'est la bourgeoisie mexicaine, les larbins de l'impérialisme » (« Mexique : l'homme de l'ALENA vise les travailleurs », *Workers Vanguard* nº 748, 15 décembre 2000). Dans un article sur l'Irlande du Nord intitulé stupidement « Pas vert contre orange

mais classe contre classe ! » (*Workers Vanguard* nº 7, avril 1972), nous expliquions :

> « Tous les capitalistes sont les ennemis de tous les travailleurs partout dans le monde, mais c'est contre leur propre bourgeoisie que les travailleurs d'une nation donnée doivent toujours diriger leur principal combat – c'est seulement ainsi qu'ils offrent à leurs frères de classe à l'étranger une promesse sérieuse de leur internationalisme, à savoir qu'ils ne se tiennent pas aux côtés de leurs propres capitalistes contre les travailleurs d'autres pays en masquant leur position avec des phrases sur la lutte de classe. »

En partant de « l'indépendance de classe », cet argument borné nie que dans les pays néocoloniaux l'ennemi principal est l'impérialisme et non la faible bourgeoisie nationale qui, comme nous le faisions remarquer nous-mêmes, est réduite au rôle de simple larbin. Les nationalistes et les divers groupes de gauche utilisent cette vérité pour justifier leur soutien à la bourgeoisie nationale. Mais de mettre un signe négatif là où les nationalistes en mettent un positif ne fait rien pour combattre l'influence du nationalisme sur les masses. Au contraire, cette approche ne peut que discréditer les communistes aux yeux des ouvriers et des paysans et renforcer les nationalistes comme s'ils étaient les seuls représentants des aspirations nationales des masses contre la domination étrangère. C'est tout simplement capituler devant l'impérialisme.

Ces dernières décennies, la LCI s'est abstenue d'utiliser le mot d'ordre « l'ennemi principal est dans notre propre pays » pour le Mexique. Au début des années 2000, le camarade Jim Robertson avait dit que nous devions cesser d'utiliser ce mot d'ordre pour le Mexique, étant donné le pillage effréné du pays par les États-Unis. Cependant, l'essence de ce mot d'ordre est toujours restée le principe guidant notre travail au Mexique. Par exemple, peu après cette intervention, le camarade Ed C. avait soutenu qu'au


Refondation de Spartacist / South Africa

"The historical weapon of national liberation can be only the *class struggle*."—Leon Trotsky

AMABOLSHEVIKI AMNYAMA

No. 1 October 2023 R2

Publication of Spartacist/South Africa — International Communist League (Fourth Internationalist)

For National Liberation and Black Proletarian Power!

Gubb/JB Pictures

Trotskyism vs Black Nationalism

Lessons of the Anti-Apartheid Struggle

The following document was adopted by the Eighth National Conference of Spartacist/South Africa.

Today, after almost three decades of ANC-administered neo-apartheid, it is clear to advanced workers and broad sections of society that the struggle for black liberation was cruelly betrayed by the Tripartite Alliance tops. The land remains in the hands of the white minority. Millions of black people are still trapped in the desolate former bantustans, where black women in particular suffer hideous poverty and oppression. Racial oppression, superexploitation of black labour, mass unemployment, deindustrialisation and lack of services for the urban and rural poor all persist and have in many ways gotten worse.

This is widely recognised and rightly seen as proof that the negotiated settlement ending apartheid did not touch the roots of black oppression and white domination. The real question is why: how could the anti-apartheid struggle end with such a thorough betrayal of the oppressed masses' aspirations for national and social liberation? Without a correct answer, it is impossible to put forward a clear programme of struggle ***today*** to advance the interests of

continued on page 4

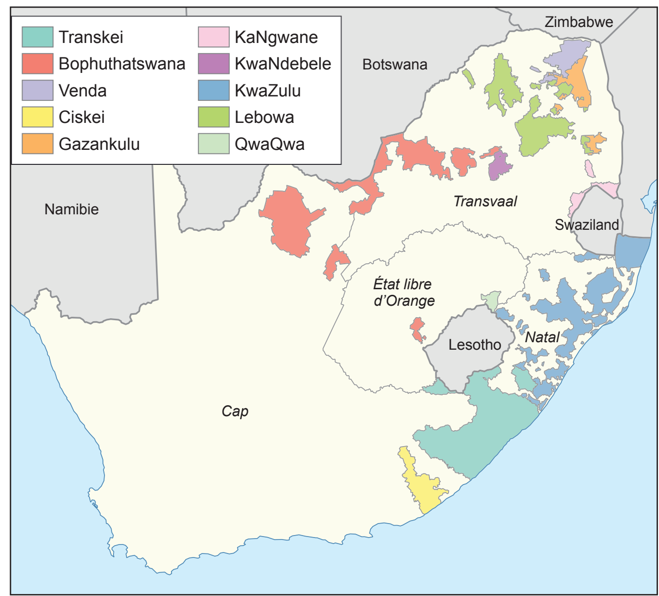
Spartacist/South Africa Refounded! Introducing *AmaBolsheviki Amnyama* page 2

Printed by trade union labour at the print factory of Lithotech Corporate

nº 1, octobre 2023

Pour la libération nationale et le pouvoir prolétarien noir !

icl-fi.org/english/aba/index.html



Htonl / Africa Open Data

Afrique du Sud : Le régime d'apartheid a imposé des divisions tribales à la majorité noire et créé des « républiques » noires artificielles renforçant la domination de la minorité blanche et la surexploitation.

Mexique notre tâche consistait à « diriger la nation dans la lutte contre la domination impérialiste ». Il fut vivement dénoncé dans une résolution de la direction de notre section américaine :

> « En ce qui concerne le Mexique, un parti ouvrier qui n'est pas guidé par une perspective révolutionnaire, internationaliste et prolétarienne, mais qui, au contraire, se donne pour tâche principale de "diriger la nation dans la lutte contre la domination impérialiste" serait un parti qui abandonne son programme prolétarien – c'est-à-dire qu'il serait au moins tacitement menchévique. Il n'y aurait aucune raison pour qu'un tel parti maintienne son indépendance de classe. »

Il ne s'agit pas seulement d'un reniement total de la révolution permanente mais d'une forme inversée de stalinisme ; celui-ci invoquait la lutte contre l'impérialisme pour subordonner le prolétariat à une alliance avec la bourgeoisie. La résolution ci-dessus renonce purement et simplement à la lutte contre l'impérialisme au nom de l'indépendance de classe. Qu'il s'agisse du stalinisme ou du Bureau politique de la SL/U.S., le résultat est le même : la lutte contre l'impérialisme reste entre les mains des nationalistes bourgeois. Notre conférence affirme que « diriger la nation dans la lutte contre la domination impérialiste » ***est bien*** la tâche des communistes dans les néocolonies.

Le développement national des nations opprimées est historiquement progressiste

Le développement de l'État-nation en Europe entre le XVIIe et le XIXe siècle a joué un rôle progressiste en balayant les structures féodales et en consolidant le capitalisme. Mais à l'ère de l'impérialisme, le capital a dépassé les frontières de l'État-nation. L'impérialisme signifie l'extension et l'intensification de l'oppression nationale sur une nouvelle base historique. Par conséquent, si le caractère progressiste des mouvements nationaux dans les puissances impérialistes appartient au passé, dans les nations opprimées par contre, les mouvements nationaux ainsi que le développement et la consolidation de l'État-nation jouent

encore un rôle historique progressiste dans la mesure où ils sont dirigés contre le joug impérialiste.

Contrairement à cette vérité marxiste élémentaire, la tendance spartaciste soutenait que la consolidation et l'unification nationales étaient désormais réactionnaires partout. C'était l'un des piliers politiques de notre section sud-africaine et l'un des points centraux de *Polemics on the South African Left* [Polémiques sur la gauche sud-africaine], l'un de ses documents fondateurs. En polémiquant contre les nationalistes noirs, nous argumentions que, si l'assimilation nationale avait effectivement été un phénomène progressiste en Europe entre le XVII[e] et le XIX[e] siècle,

> « Cependant, en Afrique et en Asie aujourd'hui, les bourgeoisies autochtones faibles, dépendantes et enchaînées par l'impérialisme, ***ne peuvent pas*** transformer ces États néo-coloniaux en sociétés industrielles modernes. C'est pourquoi la "construction de la nation" [*nation-building*] devient synonyme d'oppression des groupes nationaux et ethniques par le peuple dominant. »
>
> – « Lettre au New Unity Movement » [Nouveau mouvement unitaire] », 28 février 1994

L'Afrique du Sud est un pays brutalement opprimé par l'impérialisme, où une clique minuscule de capitalistes blancs domine les masses noires qui furent divisées de force en bantoustans, des territoires créés par le gouvernement d'apartheid pour ségréger les Africains noirs selon leur appartenance ethnique. Comme dans le reste du continent, les frontières de l'Afrique du Sud ont été tracées artificiellement par les oppresseurs coloniaux qui ont ensuite conçu un système rigide de ségrégation afin de contrôler la main-d'œuvre noire surexploitée. Il était tout simplement réactionnaire de s'opposer aux aspirations des peuples africains noirs à construire la nation et à l'unité contre leur division forcée, et cela nous plaçait du côté du ***véritable*** « peuple dominant » : la bourgeoisie blanche sud-africaine soutenue par les impérialistes. La clé pour forger un parti révolutionnaire en Afrique du Sud est précisément de se battre pour que ce soient des communistes qui dirigent la lutte pour l'édification de la nation (*nation-building*) contre l'oppression impérialiste, en montrant comment les nationalistes noirs constituent un obstacle sur cette voie.

Au Mexique, la section de la LCI, le Grupo Espartaquista de México (GEM), a cherché à combattre les illusions très répandues dans Cárdenas et le populisme en dénonçant tout simplement Cárdenas. Nous l'avons attaqué parce que « son intention était de moderniser le pays au profit de la bourgeoisie mexicaine » et parce que son héritage « était la consolidation du régime bourgeois mexicain » (« Mexique : l'homme de l'ALENA vise les travailleurs »). Le développement national du Mexique contre la domination impérialiste, même sous un régime bourgeois, est en fait hautement progressiste. Nier cela c'est faire aveu de faillite, comme le montre d'évidence notre propre article. Nous écrivions :

> « La fameuse "éducation socialiste", institutionnalisée dans la Constitution deux mois avant l'entrée en fonction de Cárdenas, n'avait d'autre objectif que d'élever le niveau d'éducation des pauvres et des travailleurs pour les rendre plus aptes au travail salarié et plus productifs pour la bourgeoisie. »

Des millions d'ouvriers et de paysans ont appris à lire et à écrire grâce à cette réforme. Il est grotesque d'imaginer qu'ils allaient perdre leurs illusions dans Cárdenas parce que nous faisions remarquer que ce n'était qu'un stratagème pour les rendre « aptes au travail salarié ». La seule réforme de Cárdenas que nous ne pouvions pas dénoncer était la



Archivo Histórico de la UNAM

Emiliano Zapata (troisième à partir de la droite, en 1911) s'est battu pour donner la terre aux paysans lors de la Révolution mexicaine. Nous, trotskystes, disons : Terminons le travail de Zapata !

nationalisation du pétrole et des chemins de fer parce que Trotsky l'avait saluée. Nous avons également prétendu que la Révolution mexicaine n'avait été que réaction débridée et que même l'indépendance du Mexique vis-à-vis de l'Espagne « avait une odeur distinctive de contre-révolution » (cité dans *Le Bolchévik* n° 233, juin 2023 ; voir les documents de la conférence du GEM qui développent davantage cette question dans *El Antiimperialista* n° 1, mai 2023).

Les marxistes soutiennent et luttent pour le développement national des nations opprimées. Cela inclut la consolidation de l'unité nationale dans la mesure où elle est dirigée contre l'impérialisme. Nier la nature progressiste du développement national d'un pays opprimé sous prétexte que la bourgeoisie est une classe réactionnaire, c'est tout simplement capituler devant l'impérialisme. Pour contrer les nationalistes, les communistes doivent soutenir, tout en maintenant une totale indépendance de classe, toute mesure progressiste allant dans le sens de la souveraineté et du développement des pays opprimés, et ils doivent chercher à mobiliser les masses de manière indépendante pour mettre en œuvre ces mesures. Le soulèvement des ouvriers et des paysans ne manquera pas de montrer au grand jour que des nationalistes comme Cárdenas, ou López Obrador aujourd'hui, sont en fait des ennemis de la libération nationale des néocolonies et que pour répondre aux aspirations des masses il faut absolument que ce soient des communistes qui dirigent la lutte anti-impérialiste.

Les trotskystes sont les meilleurs combattants pour la démocratie

L'un des exemples les plus flagrants où nous avons opposé la lutte pour le socialisme à celle pour la démocratie est la ligne adoptée par notre tendance en 2011, lorsque nous avons déclaré qu'il ne serait jamais correct d'appeler à une assemblée constituante (voir « Pourquoi nous rejetons l'appel à une "assemblée constituante" », *Spartacist* édition en français n° 41, été 2013). Cette position a été adoptée dans la foulée du Printemps arabe, où des millions de

personnes s'étaient révoltées contre des régimes dictatoriaux en place depuis des décennies, et où de nombreux groupes de gauche avaient appelé à la convocation d'assemblées constituantes sur une base opportuniste. De manière rigide et sectaire, nous avons cherché à compenser notre manque de perspective pour les masses arabes en dénonçant catégoriquement tout appel à une assemblée constituante et en lui opposant… la révolution socialiste.

Pour comprendre le révisionnisme profond de cette ligne, il faut comprendre ce qu'est l'appel à une assemblée constituante. Il s'agit d'un appel à un organe dont le but est de mettre en place une nouvelle constitution. Comme l'indiquait notre article, cela remonte à la Révolution française où l'Assemblée nationale avait résolu les tâches démocratiques centrales : abolition de la monarchie, abolition du féodalisme, redistribution des terres et élargissement du suffrage masculin. Il s'agit donc d'une revendication démocratique. Dans des pays à développement capitaliste retardataire sans démocratie formelle, où les masses sont privées de leurs droits et souffrent continuellement de régimes dictatoriaux ou bonapartistes, comme c'est le cas dans de vastes régions du Proche-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine, cette revendication inspire des millions de personnes.



Vasquez / Anadolu

Pérou, 12 janvier 2023 : Des manifestants exigent l'assemblée constituante et la démission de la présidente Boluarte. Les communistes doivent prendre la tête des luttes démocratiques contre la bourgeoisie nationale.

Néanmoins, nous l'avons rejetée en utilisant l'argument suivant :

> « Contrairement à des revendications comme l'autodétermination nationale, l'égalité des femmes, la terre à celui qui la travaille, le suffrage universel ou l'opposition à la monarchie – qui toutes peuvent jouer un rôle crucial pour rallier les masses derrière les luttes du prolétariat – ***l'assemblée constituante n'est pas une revendication démocratique mais un appel à un nouveau gouvernement capitaliste***. Étant donné le caractère réactionnaire de la bourgeoisie, dans le monde semi-colonial comme dans les États capitalistes avancés, il ne peut y avoir de parlement bourgeois révolutionnaire. C'est pourquoi appeler à une assemblée constituante va à l'encontre de la perspective de la révolution permanente. »

C'est là faire preuve de rationalisme bourgeois. Partant de la prémisse correcte que la bourgeoisie est une classe réactionnaire du point de vue de l'histoire mondiale, nous en avons déduit que l'assemblée constituante a systématiquement un caractère contre-révolutionnaire. C'est précisément en raison du caractère réactionnaire de la bourgeoisie que les communistes doivent prendre la tête de la lutte pour les aspirations démocratiques des masses afin de les faire aboutir. Tant que les masses se tournent vers le parlementarisme bourgeois et voient dans une assemblée constituante la possibilité de faire avancer leurs aspirations, le devoir des révolutionnaires est de se jeter dans la mêlée et de s'imposer comme les combattants les plus intransigeants pour la démocratie, tout en montrant aux masses la faillite du parlementarisme bourgeois et en expliquant qu'il faut un régime basé sur les soviets. Rejeter l'appel à une assemblée constituante, c'est laisser la révolution démocratique entre les mains de la bourgeoisie, qui utilisera les sentiments démocratiques des masses pour les subordonner à ses propres intérêts de classe. Comme l'explique le *Programme de transition*, le programme de la IVe Internationale :

> « Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'ASSEMBLÉE NATIONALE (ou CONSTITUANTE) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier indissolublement ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie "nationale".
>
> « À une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. »

Mais les spartacistes voulaient aller directement aux soviets, oubliant au passage qu'il faut unir les ouvriers et les paysans et les opposer à la bourgeoisie nationale !

L'argument le plus fort contre ce rejet de l'appel à une assemblée constituante est la Révolution d'octobre 1917 elle-même. Selon la logique de notre argument, les bolchéviks auraient mené la première révolution ouvrière victorieuse de l'histoire ***malgré*** leur appel à la création d'un « nouveau gouvernement capitaliste ». Nous considérions la dissolution de l'assemblée constituante par les bolchéviks ***après*** l'instauration du pouvoir soviétique comme la « preuve » qu'ils n'auraient jamais dû appeler à sa convocation. En fait, l'appel à une assemblée constituante a joué un rôle central dans l'arrivée au pouvoir des bolchéviks. Ils ont utilisé cet appel pour mobiliser la paysannerie et dénoncer le Gouvernement provisoire qui n'arrêtait pas de retarder sa convocation. Il suffit de citer le premier point des « Thèses sur l'Assemblée constituante », rédigées par Lénine en décembre 1917 :

> « Il était parfaitement légitime que la social-démocratie révolutionnaire inscrivît à son programme la convocation de l'Assemblée constituante, parce qu'elle est, en république bourgeoise, la forme supérieure de la démocratie, et parce que la république impérialiste dirigée par Kérenski, en créant

le préparlement, préparait une falsification des élections et une série d'atteintes à la démocratie. »

Il faut être formaliste pour considérer que l'appel à une assemblée constituante s'oppose diamétralement aux soviets en tout temps et en tout lieu. L'appel à une assemblée constituante permet au contraire d'enfoncer un coin entre les masses et leurs dirigeants traîtres afin de les gagner à la perspective du pouvoir soviétique. Les bolchéviks n'ont dissous l'assemblée constituante qu'après l'établissement du pouvoir soviétique, c'est-à-dire au moment seulement où les masses avaient dépassé dans la lutte le programme démocratique et où l'assemblée était devenue un outil contre-révolutionnaire.

L'argument central de l'article de *Spartacist* concernant l'expérience de la Chine et l'appel à une assemblée constituante revient à une compilation de calomnies à différents degrés. Nous disons que les écrits de Trotsky entre 1928 et 1932 – lorsqu'il a de nouveau avancé le mot d'ordre d'une assemblée constituante – sont « confus et contradictoires », qu'il a lancé ce mot d'ordre de façon « mal avisée », qu'il s'est livré à des « spéculations » et qu'il « ne tient pas compte des nombreux exemples historiques où la bourgeoisie et ses agents réformistes se sont servis d'une assemblée élue comme d'un instrument contre le prolétariat insurgé ». Trotsky a lancé cet appel en Chine après la défaite de la Révolution de 1925-1927, contre la voie sectaire suivie par Staline et le Comintern. C'était un moyen crucial pour rétablir l'autorité du Parti communiste chinois parmi les masses laborieuses pendant la période de dictature militaire contre-révolutionnaire du Guomindang. Trotsky n'était pas « confus ». Ses écrits sur la question sont clairs comme de l'eau de roche. En fait notre ligne faisait écho à celle du Comintern de Staline en 1928, qui qualifiait cette revendication d'opportuniste et refusait de l'avancer.

Notre conférence réaffirme que l'appel à une assemblée constituante est conforme aux principes marxistes. Bien sûr, de nombreux réformistes abusent de cet appel en l'utilisant pour créer des illusions dans la démocratie bourgeoise. Cet appel pris isolément n'est pas révolutionnaire. Il doit être lancé en liaison avec un programme révolutionnaire abordant l'émancipation nationale et la question agraire d'une manière qui unisse les masses et les oppose à la bourgeoisie.

La question nationale et l'oppression stalinienne

La tendance spartaciste fut confrontée de plein fouet à la question nationale dans la lutte pour stopper la contre-révolution capitaliste dans le bloc soviétique, lorsque les impérialistes utilisèrent l'oppression des nations non russes par la bureaucratie de Moscou pour mobiliser toute une série de forces qui cherchaient à rétablir le capitalisme. La LCI s'est distinguée par sa défense inconditionnelle des États ouvriers dégénéré et déformés. Cependant, notre propre programme minait cette bataille dans la mesure où nous refusions de reconnaître que la lutte contre l'oppression nationale est une force motrice pour la révolution politique prolétarienne, laissant cette arme aux mains des impérialistes et de leurs agents sur le terrain. Le premier et le plus clair exemple de ce problème était la lutte dans les années 1980 contre le mouvement contre-révolutionnaire Solidarność en Pologne, qui était apparu et avait consolidé un soutien dans la classe ouvrière en grande partie parce que les masses ressentaient profondément l'oppression nationale imposée par la domination du Kremlin.

La Pologne avait subi des siècles d'oppression nationale lorsque l'armée soviétique entra dans le pays et créa d'en haut un État ouvrier en expropriant la bourgeoisie après la Deuxième Guerre mondiale. Ce bouleversement social fut pour les travailleurs polonais et soviétiques une victoire majeure qu'il fallait défendre inconditionnellement contre l'impérialisme et la contre-révolution. Cependant, tout comme en Allemagne de l'Est et dans toute l'Europe de l'Est, l'État ouvrier polonais était né déformé bureaucratiquement sous la domination de la bureaucratie stalinienne russe, qui perpétua l'oppression nationale de la Pologne dans de nouvelles conditions sociales. La raison à cela est à chercher au cœur même du programme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». La révolution prolétarienne dans un pays donné, ou même dans plusieurs pays, ouvre la voie à une véritable égalité nationale et à l'assimilation des nations. Mais on ne peut y parvenir que si l'on construit et développe un système économique socialiste mondial qui triomphe enfin du problème de la pénurie. Les régimes staliniens, de Moscou à Beijing, sont opposés à la lutte pour la révolution mondiale, qui est le seul moyen d'atteindre ce stade ; ils défendent la position privilégiée de la nation dominante dans leur propre société.

Quand le régime stalinien fut étendu à l'Europe de l'Est après la guerre, ce furent désormais les « communistes » qui piétinaient les Polonais,

Politizdat

Petrograd, 1917 : Ouvriers et soldats manifestant derrière les mots d'ordre bolchéviques contre les dix ministres capitalistes, pour tout le pouvoir aux soviets et pour la convocation immédiate de l'assemblée constituante.

les Hongrois et d'autres. Dès le départ, les trotskystes devaient placer la lutte pour les droits nationaux et la démocratie prolétarienne au centre de leur programme pour le pouvoir politique de la classe ouvrière afin de défendre les acquis de la révolution sociale et de les étendre à l'échelle internationale. Mais c'est précisément ce que la LCI a rejeté. Au lieu d'utiliser le sentiment existant d'oppression nationale pour motiver la nécessité d'une révolution politique, nous l'avons traité comme s'il était systématiquement contre-révolutionnaire, qualifiant toute expression de nationalisme par les opprimés d'antisémite, de clérical, d'anti-femmes, de pronazi, etc. Cette attitude était en contradiction flagrante avec les leçons de la Hongrie en 1956, où une révolution politique ouvrière s'était développée sous la forme d'un soulèvement national contre le stalinisme.



AP

Budapest, 2 novembre 1956. La révolution politique hongroise, qui fut écrasée par les troupes soviétiques, était en partie dirigée contre l'oppression de la Hongrie par Moscou.

Le document de la Conférence internationale de 1992 résumait ainsi la perspective de la LCI à la lumière de la chute de l'Union soviétique : « L'effondrement de l'ordre stalinien pouvait conduire ***soit*** à une révolution politique prolétarienne, ***soit*** à une contre-révolution capitaliste, et ce en fonction de la conscience politique du moment de la classe ouvrière – la force relative des aspirations socialistes par opposition aux illusions démocratiques bourgeoises et au nationalisme antisoviétique » (*Spartacist* édition en français n° 27, été 1993). Cette déclaration prenait une vérité essentielle pour ensuite établir une opposition complète entre la conscience socialiste et les aspirations nationales et démocratiques. Lorsque les contre-révolutionnaires polonais tentèrent de prendre le pouvoir en 1981, la tendance spartaciste eut raison d'appeler à « stopper la contre-révolution de Solidarność ! » La question était de savoir comment le faire.

Ce qu'il fallait c'était fusionner les aspirations socialistes des travailleurs et la défense de leurs droits nationaux contre les nationalistes contre-révolutionnaires et les staliniens. Pour arracher les travailleurs à Solidarność, les trotskystes devaient expliquer que son programme les conduirait tout droit à la servitude impérialiste, aggraverait leur oppression nationale, détruirait les acquis sociaux résultant du renversement du capitalisme et anéantirait également la perspective d'unir les travailleurs polonais et russes dans une lutte commune contre la tyrannie stalinienne. Les trotskystes devaient lui opposer un programme révolutionnaire internationaliste liant l'appel à une république ouvrière polonaise indépendante à des revendications pour chasser Jaruzelski et les bureaucrates du Kremlin et pour unir les travailleurs polonais et soviétiques dans la lutte contre l'impérialisme.

En refusant de s'engager dans la lutte contre l'oppression nationale, la tendance spartaciste a été incapable de proposer une telle perspective de défense révolutionnaire. Tout ce qu'elle pouvait offrir aux masses qu'indignait la domination de Moscou, c'était de vains appels à « l'unité historique » des travailleurs polonais et russes, tout en déléguant à la caste bureaucratique ossifiée du Kremlin la défense de l'État ouvrier. Quand les régimes staliniens polonais et soviétique passèrent à l'action pour stopper Solidarność, la tendance spartaciste mit cul par-dessus tête le défensisme trotskyste en déclarant :

> « ***Si les staliniens du Kremlin, à leur manière nécessairement brutale et stupide, interviennent militairement pour l'arrêter, nous soutiendrons cette action.*** Et nous en prenons à l'avance la responsabilité ; quelles que soient les stupidités et atrocités qu'ils commettront, nous ne flancherons pas devant la nécessité de défendre l'écrasement de la contre-révolution de Solidarité. »
>
> – « Halte à la contre-révolution en Pologne ! », *Spartacist* en français n° 18-19, hiver 1981-1982

Il s'agissait là d'une déclaration de soutien politique à la bureaucratie stalinienne allant totalement à l'encontre d'une mobilisation des travailleurs en URSS et en Pologne pour arracher le pouvoir politique aux staliniens, dont tout le programme sapait la défense des deux États ouvriers.

En guise de justification « théorique » pour sa capitulation devant le stalinisme sur la question nationale, la LCI a déclaré de façon répétée que l'autodétermination et autres questions démocratiques étaient subordonnées à la défense des États ouvriers, une « question de classe ». Certes, il existe de nombreux exemples historiques où des forces soutenues par l'impérialisme ont brandi l'étendard national-démocratique pour servir de point de ralliement à la contre-révolution, comme le firent les menchéviks en Géorgie pendant la Guerre civile russe. Dans de tels cas, la défense de l'État ouvrier est la première nécessité du moment, même si cela n'efface pas la réalité de l'oppression nationale ni la nécessité de la combattre. Cependant, la LCI a abusé de tels exemples pour rejeter catégoriquement la lutte pour les droits démocratiques et nationaux dans les États ouvriers. C'était contredire de façon flagrante la lutte de Lénine pour éliminer toute trace de chauvinisme grand-russe dans l'État ouvrier soviétique. C'est sur la Géorgie, peu après la défaite des menchéviks, que Lénine mena son « dernier combat », contre Staline et ses acolytes qui pié-

tinaient avec brutalité les griefs profondément ancrés des Géorgiens vis-à-vis de l'oppression russe. Comme s'il polémiquait contre la LCI, Lénine écrivit :

> « Il faut distinguer entre le nationalisme de la nation qui opprime et celui de la nation opprimée, entre le nationalisme d'une grande nation et celui d'une petite nation. […]
>
> « Le Géorgien [une référence à Staline et Ordjonikidzé] qui considère avec dédain ce côté de l'affaire, qui lance dédaigneusement des accusations de "social-nationalisme" (alors qu'il est lui-même non seulement un vrai, un authentique "social-national", mais encore un brutal argousin grand-russe), ce Géorgien-là porte en réalité atteinte à la solidarité prolétarienne de classe, car il n'est rien qui en retarde le développement et la consolidation comme l'injustice nationale ; il n'est rien qui soit plus sensible aux nationaux "offensés" que le sentiment d'égalité et la violation de cette égalité, fût-ce par négligence ou plaisanterie, par leurs camarades prolétaires. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accommodement et de la douceur à l'égard des minorités nationales que faire l'inverse. Voilà pourquoi, dans le cas considéré, l'intérêt fondamental de la solidarité prolétarienne, et donc de la lutte de classe prolétarienne, exige que nous n'observions jamais une attitude purement formelle envers la question nationale, mais que nous tenions toujours compte de la différence obligatoire dans le comportement du prolétaire d'une nation opprimée (ou petite) envers la nation qui opprime (ou grande). »
>
> – « La question des nationalités ou de l'"autonomie" », décembre 1922

À l'opposé du combat de Lénine, la leçon que la LCI a tirée de la contre-révolution a été de redoubler de condamnations à l'égard de toute expression de sentiment national dans les États ouvriers en traitant ces sentiments de contre-révolutionnaires. C'est dans ce contexte que le Comité exécutif international (CEI) adopta en octobre 1993 un document répudiant l'appel de Trotsky à l'indépendance de l'Ukraine soviétique (voir « À propos de la prise de position de Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique indépendante », *Spartacist* édition en français nº 28, hiver 1994-1995). Trotsky avait lancé cet appel urgent à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale dans le but de canaliser les sentiments nationaux légitimes des masses ukrainiennes, victimes d'une oppression brutale sous la botte de Staline, vers à la fois une révolution politique en Union soviétique et une révolution socialiste dans les régions occidentales de l'Ukraine, alors sous domination capitaliste. Il exhortait explicitement les bolchéviks-léninistes (trotskystes) à soutenir cette cause essentielle pour défendre et étendre les acquis d'Octobre contre les hitlériens et autres partisans contre-révolutionnaires du nationalisme ukrainien.

La LCI ne l'entendait pas de cette oreille. Le document du CEI justifie notre rejet de l'appel de Trotsky de manière hypocrite, invoquant une évaluation empirique de la situation en 1939 différente de la sienne – par exemple, Trotsky « surestimait les sentiments antisoviétiques des masses ukrainiennes », tandis que les nationalistes ukrainiens pronazis « ne réussirent jamais à acquérir un soutien de masse ». La LCI falsifia également la position de Trotsky de manière flagrante en faisant entendre qu'il préconisait une révolution politique « nationalement limitée à l'Ukraine » alors qu'elle « aurait eu besoin ***dès les tout premiers instants*** de s'étendre, conduisant à un combat décisif contre la bureaucratie stalinienne dans toute l'URSS ». Mais c'était précisément pour promouvoir la révolution politique en URSS et la révolution socialiste à l'Ouest que Trotsky appelait à une Ukraine soviétique indépendante !

La partie finale du document montre clairement que l'objectif de nos arguments tendancieux était de nous opposer à ***toute*** revendication d'autodétermination dirigée contre l'oppression stalinienne. Nous faisions remarquer que les mouvements nationaux qui ont éclaté dans les dernières années de l'Union soviétique étaient « dès le début organisés, encouragés et dirigés par des forces ouvertement procapitalistes et pro-impérialistes » et que l'indépendance de ces pays était « ***universellement*** vue comme un moyen de réaliser la restauration du capitalisme et l'intégration dans l'ordre impérialiste occidental ». Mais c'est ***pour cette raison*** que les trotskystes avaient le devoir de mener une lutte communiste pour les droits nationaux des peuples d'Europe de l'Est et des républiques constitutives de l'Union soviétique, en encourageant les masses à rompre avec toutes les forces pro-impérialistes et à les gagner à un programme prolétarien internationaliste.

Il est capital que la LCI revienne sur sa répudiation de l'appel de Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique

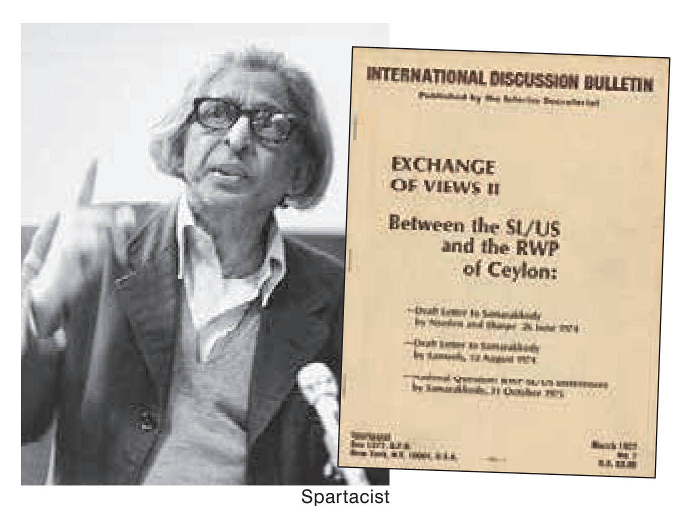


Ng Han Guan / AP



Elias / Reuters

Xinjiang, 2009 : La police chinoise face à des manifestants ouïgours. La lutte contre le chauvinisme han du PCC sera un levier pour la révolution politique ou sera utilisée par les impérialistes pour la contre-révolution.



Spartacist

Edmund Samarakkody lors de notre conférence internationale de 1979. Sa lettre de 1975 (bulletin à droite) faisait des critiques cruciales de notre programme sur la question nationale et l'impérialisme.

indépendante. Il ne s'agit pas seulement d'une rectification historique. En Chine, les impérialistes exploitent depuis longtemps l'oppression par le PCC, basée sur le chauvinisme han, des Tibétains, des Ouïgours et d'autres pour promouvoir le renversement de cet État ouvrier. L'approche programmatique de Trotsky est nécessaire et urgente pour intervenir afin de détourner des réactionnaires les griefs nationaux tibétains et ouïgours et de les canaliser dans le puissant courant de l'opposition prolétarienne au régime stalinien, en défendant le droit à l'autodétermination comme levier de la révolution politique pour défendre et étendre les acquis de la Révolution de 1949.

D'un autre côté, il ne suffit pas de simplement dénoncer les staliniens en les traitant de « nationalistes », comme le faisait souvent notre propagande dans le passé. Il faut montrer que seule une direction trotskyste peut unifier les populations majoritaires et minoritaires dans une lutte commune contre l'oppression nationale, le stalinisme, la contre-révolution et l'impérialisme. Les masses chinoises, tout comme celles des autres États ouvriers déformés qui subsistent, sont économiquement asservies et menacées militairement par l'impérialisme, et leur nationalisme constitue une réaction contre cette oppression. Dans ces sociétés, les staliniens se présentent comme les défenseurs de la nation contre l'impérialisme. Mais, bien que la création d'États ouvriers ait constitué un pas en avant qualitatif pour jeter les bases d'une véritable libération nationale, celle-ci est entravée à chaque étape par les bureaucraties staliniennes qui tablent sur la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Bref, le stalinisme n'est pas un programme pour la libération nationale.

* * *

Au milieu des années 1970, Edmund Samarakkody du Parti ouvrier révolutionnaire (RWP) du Sri Lanka remit en cause le programme de la tendance spartaciste sur la question nationale et l'impérialisme. Samarakkody écrivit des lettres substantielles qui identifiaient correctement des lacunes cruciales de notre programme et soulignaient notre refus de distinguer entre les nations opprimées et les nations oppressives, notre « *perception unilatérale d'une identité d'intérêts entre les impérialistes et la bourgeoisie nationale* » et notre refus de reconnaître que l'impérialisme est « l'ennemi principal de la classe ouvrière mondiale ». Sa lettre de 1975 expliquait :

> « ***À partir de la position léniniste-trotskyste correcte selon laquelle la bourgeoisie nationale est un agent de l'impérialisme, la Spartacist League tire la conclusion erronée qu'il n'y a pas de contradiction entre la bourgeoisie nationale, ou les dirigeants féodaux-capitalistes, et les impérialistes.*** Ainsi, la SL conclut que l'agent de l'impérialisme dans un pays opprimé – la bourgeoisie nationale – c'est l'impérialisme lui-même et que dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, il n'y a que la lutte anticapitaliste et il n'y a pas de lutte anti-impérialiste. »
>
> – « Question nationale : divergences RWP-SL/U.S. », 31 octobre 1975, *International Discussion Bulletin* n° 7, mars 1977

Les conclusions politiques qu'en tirait Samarakkody sur l'Irlande, Israël, Chypre ou le Québec étaient erronées et nous avions d'autres désaccords avec le RWP. Néanmoins, il avait fondamentalement raison dans sa critique de notre méthode sur cette question. Sa remise en cause était l'occasion pour la tendance spartaciste de se réorienter radicalement, mais au lieu de cela nous avons persisté et signé dans notre démarche révisionniste, ce qui nous a privés d'une fusion potentielle avec ce groupe et nous a coupés du monde néocolonial lui-même.

Ce n'est qu'avec la lutte sur la question nationale en 2017 que ce cadre a été attaqué pour la première fois (voir *Spartacist* édition en français n° 43, été 2017). Cette lutte a renversé des décennies de propagande chauvine au Québec et ailleurs, et pour la première fois nous avons mis en avant la notion cruciale que la lutte pour la libération nationale est une force motrice pour la révolution. Mais le contenu politique de la lutte de 2017 était fondamentalement défectueux. Premièrement, elle était façonnée par l'illusion que Jim Robertson, le dirigeant historique de notre tendance, avait une approche correcte de la question nationale et nous avons de ce fait maintenu de nombreuses positions contraires à la révolution permanente. Deuxièmement, on ne peut parler de « léninisme sur la question nationale » sans mettre en avant la nécessité d'une direction communiste de la lutte pour la libération nationale. Et comme cette question n'a joué aucun rôle dans la bataille de 2017, l'ancien programme fut simplement remplacé par une variante du libéralisme plus favorable aux nations opprimées. Enfin, et surtout, les discussions qui avaient secoué le parti pendant plus de six mois étaient totalement déconnectées de tout ce qui se passait dans le monde à l'époque. La Septième Conférence internationale de la LCI n'a donc rien fait pour guider le parti dans ses interventions dans le monde.

La révision de la révolution permanente par la tendance spartaciste a entravé tout notre travail en direction des pays opprimés. Si nous avons revu et corrigé une si grande partie de notre histoire, c'est parce que c'est une condition nécessaire à la lutte pour forger une direction révolutionnaire dans la plus grande partie du monde. Nous nous débarrassons de notre lame sectaire émoussée et la remplaçons par le programme tranchant du léninisme. Il s'agit maintenant de le manier. Trotsky mettait en garde :

> « On peut cependant considérer ceci comme une loi : l'organisation "révolutionnaire" qui, dans notre époque impérialiste, n'est pas capable d'étendre ses racines dans les colonies est vouée à végéter misérablement. »
>
> – « Une leçon toute fraîche », octobre 1938 ■





En défense du IIe et du IVe Congrès du Comintern

Le texte suivant constitue la dernière partie du document sur la révolution permanente adopté par la Conférence internationale.

L'objectif central du IIe Congrès de l'Internationale communiste (IC, ou Comintern) en 1920 était d'approfondir et de codifier la scission avec la social-démocratie en chassant des rangs de l'IC les partisans politiques de la IIe Internationale tout en combattant les tendances gauchistes au sein du mouvement communiste. La question nationale et coloniale était l'un des moyens d'atteindre ce but. Les « Conditions d'admission » au Comintern, dont le projet avait été rédigé par Lénine, exigeaient :

> « Tout Parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, ***de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies***, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux » (souligné par nous).

« L'idée essentielle, fondamentale » des Thèses du IIe Congrès sur les questions nationale et coloniale, dont le projet avait lui aussi été rédigé par Lénine, était, comme il l'expliqua lui-même en les présentant, « la distinction entre les peuples opprimés et les peuples oppresseurs. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la IIe Internationale et à la démocratie bourgeoise. » Le Comintern voyait dans le monde colonial et semi-colonial, qui comprenait l'écrasante majorité de l'humanité, un immense réservoir d'énergie révolutionnaire pour la lutte contre la domination impérialiste.

La deuxième idée directrice des Thèses, expliquait Lénine, c'est que les rapports mutuels entre les États dans le système politique mondial étaient déterminés par la lutte entre la poignée de puissances impérialistes et le mouvement soviétique entraîné par la Russie révolutionnaire. Ainsi, la situation politique internationale mettait la dictature du prolétariat à l'ordre du jour aussi bien ***dans l'Orient asservi et économiquement arriéré*** que dans l'Occident avancé. Évoquant les pays orientaux les plus sous-développés, Lénine soulignait avec insistance :

À gauche : Délégués au IIe Congrès de l'IC en juillet 1920. À droite : Membres du secrétariat oriental au IVe Congrès en 1922.

Photos : V.K. Bulla, sans crédit

> « Le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. ***Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs*** » (souligné par nous).

Et en effet, le congrès établit que la tâche centrale des communistes des nations asservies était la ***lutte pour la direction*** du mouvement de libération nationale contre la bourgeoisie autochtone et la social-démocratie pro-impérialiste. Les Thèses affirmaient que les partis communistes doivent soutenir directement le mouvement révolutionnaire dans les nations dépendantes et les colonies, sans quoi la lutte contre l'oppression « n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la IIe Internationale ». Le document soulignait qu'il fallait lutter contre l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé et des missions chrétiennes ainsi que contre les mouvements panislamiques et panasiatiques qui cherchaient à enchaîner la lutte pour la libération nationale aux nobles, au clergé et aux propriétaires terriens locaux ainsi qu'aux intérêts des impérialistes concurrents. Il était nécessaire d'organiser les paysans et tous les exploités en soviets là où c'était possible, « et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies, et des pays arriérés en général ».

Les communistes des pays asservis devaient éduquer les masses pour leur faire prendre conscience qu'elles avaient pour tâche particulière de lutter pour la direction du mouvement démocratique bourgeois dans leur propre nation. Les Thèses déclaraient :

> « L'Internationale communiste doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements

révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant de mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire ».

Dans son « Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale communiste » au IIe Congrès, Lénine proclama :

> « L'impérialisme mondial ne pourra que s'écrouler quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés au sein de chaque pays, surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière [la base sociale du réformisme], fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient en dehors de l'histoire et considérés comme n'en étant que l'objet. »

Les « Thèses générales sur la question d'Orient » du IVe Congrès, qui se tint en 1922, développèrent et concrétisèrent davantage les orientations générales établies lors du IIe Congrès. Elles démasquent le rôle des classes dominantes des pays opprimés, qui sont le principal obstacle à la libération nationale. Ces forces cherchent à utiliser les aspirations des masses laborieuses dans le seul but de promouvoir leurs propres intérêts en tant que classe possédante tout en cherchant aussi la conciliation avec l'impérialisme. Dès que la lutte prend la forme d'un mouvement révolutionnaire de masse, la bourgeoisie nationale se retourne forcément contre celui-ci et cherche protection auprès de ses maîtres impérialistes.

Les Thèses expliquent que l'impérialisme, en recherchant des surprofits, empêche le développement des pays qu'il domine ; il prolonge aussi longtemps que possible les formes féodales et usuraires d'exploitation de la force de travail. Ainsi, la lutte pour libérer la terre des rapports féodaux prend le caractère d'un combat pour la libération nationale. Mais les nationalistes bourgeois, étant donné leur dépendance à l'égard de l'impérialisme et leurs liens avec les propriétaires terriens, font nécessairement tout leur possible pour atténuer les mots d'ordre agraires et empêcher une éruption révolutionnaire massive des paysans, c'est-à-dire une révolution agraire. Les Thèses posent la tâche ainsi : « Ces hésitations et ces incertitudes doivent être utilisées par tous les éléments révolutionnaires pour en faire une critique systématique et pour démasquer les demi-vérités des dirigeants bourgeois des mouvements nationalistes » (notre traduction de l'allemand).

Le IVe Congrès tira les leçons de l'expérience de la révolution d'Octobre, et en particulier des travaux du IIIe Congrès qui avait avancé le mot d'ordre de front unique, en étendant cette tactique à toutes les nations opprimées : le front unique anti-impérialiste. Les « Thèses générales sur la question d'Orient » expliquent :

> « L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires. Cette lutte est d'autant plus nécessaire que les classes dirigeantes indigènes sont enclines à des compromis avec le capital étranger et que ces compromis portent atteinte aux intérêts primordiaux des masses populaires. De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison par les social-démocrates des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertitudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme. »



sans crédit

Bakou, 1920 : Zinoviev intervient au Ier Congrès des peuples de l'Orient. Les bolchéviks se battaient pour gagner au communisme les militants anticoloniaux venus de la social-démocratie et du nationalisme.

La LCI a toujours proclamé son adhésion aux quatre premiers congrès du Comintern et considéré qu'ils représentaient la continuité du léninisme, à l'exception toutefois du IIe et du IVe Congrès en ce qui concerne la révolution coloniale. Nous avons rejeté ces Thèses à cause de notre révision de la révolution permanente de Trotsky. Le camarade Robertson expliquait en 1998 l'essentiel de notre critique du IIe Congrès dans ses « Remarques sur les questions nationale et coloniale » (publiées dans *Marxist Studies* no 9, août 2003). Il affirmait ceci :

> « Au IIe Congrès, les camarades considéraient que la question coloniale n'avait pas de composante ouvrière, et l'Internationale communiste était basée sur la ***centralité prolétarienne***, donc cela semblait être une profonde contradiction. Ils adoptèrent en gros pour position – et encore une fois, de manière assez vague, à cause de l'absence de corrélation – d'acclamer les insurrections coloniales au motif qu'elles affaibliraient les grandes puissances impérialistes et donc, dans cette mesure, aideraient la révolution prolétarienne […] ***Mais il n'y eut pas d'extension de l'expérience de l'Empire tsariste au monde colonial*** pour d'assez bonnes raisons : jusqu'à la Première Guerre mondiale il n'y avait guère d'industrie dans les pays coloniaux en dehors de ce maillon faible [à la fois impérialiste et semi-colonial] qu'était l'Empire tsariste » (souligné par nous, crochets dans l'original).

Il s'agit là d'une critique ***sociale-démocrate*** du IIe Congrès. Rejeter les Thèses parce qu'elles « acclament les insurrections coloniales », ce n'est pas seulement déformer le programme du Comintern des premières années, c'est aussi rejeter le rôle de la libération nationale comme levier fondamental de la révolution prolétarienne. C'est par conséquent renoncer à la lutte pour prendre la direction de la libération nationale. « L'expérience de l'Empire tsariste », c'est-à-dire l'expérience de 1917, montre quel était le ***noyau fondamental*** de la révolution permanente : tout simplement la nécessité d'une ***direction communiste de la lutte démocratique***, avant tout de la libération nationale. C'est ***précisément cela*** que les Thèses du IIe et du IVe Congrès fixaient pour tâche principale aux partis communistes dans les

nations asservies. Comme nous l'avons montré plus haut, Lénine avait expliqué qu'il fallait lutter pour la direction de la lutte anti-impérialiste même dans les pays qui n'avaient pas du tout de prolétariat. En effet, le Comintern se fondait non pas sur une « centralité prolétarienne » objective (l'existence d'une « concentration prolétarienne viable », comme le formulaient tant d'articles de la LCI) mais sur la lutte pour la ***direction*** prolétarienne.

Ce n'est pas un hasard si, au IIe Congrès, le centriste invétéré Giacinto Serrati énonça, à la lettre pourrait-on dire, la critique spartaciste des Thèses du IIe Congrès (et en fait de celles du IVe également) :

> « En général, toute action de libération nationale faite par des fractions démocratiques bourgeoises – même si on y emploie des moyens insurrectionnels – n'est pas une action révolutionnaire. Elle est faite ou en faveur d'un impérialisme national en formation, ou d'un impérialisme capitaliste d'un autre État en concurrence contre l'État dominateur. […]
>
> « La vraie révolution des peuples opprimés ne peut être obtenue que par la Révolution prolétarienne et le régime soviétiste, et non pas avec le concours prêté même indirectement par des alliances temporaires, par les communistes aux partis bourgeois, appelés nationalistes-révolutionnaires. »

En fait, cette condamnation par Serrati énonce fidèlement la caricature spartaciste de la révolution permanente : une formule à consonance orthodoxe qui en réalité ***oppose diamétralement*** la dictature du prolétariat à la libération nationale et à toute lutte démocratique – tout le contraire du trotskysme.

Pour le front unique anti-impérialiste !

C'est parce que la tendance spartaciste avait transformé la révolution permanente en son contraire que nous avons soutenu jusqu'ici que c'est seulement sur la base de l'expérience de la Révolution chinoise de 1925-1927 que Trotsky avait « étendu » sa théorie en dehors des frontières de l'ancien empire tsariste. Le camarade Robertson, dans son intervention citée ci-dessus, établissait un contraste entre le livre de Trotsky *La révolution permanente*, dont les différentes parties avaient été écrites entre 1928 et 1930, et les Thèses du IIe Congrès : « Je crois », disait-il, « qu'en fait il n'était pas possible en 1920 d'arriver à la position que Trotsky n'est parvenu à formuler que vers 1930, après la défaite de la Révolution chinoise. »

En fait, l'article « Les origines du trotskysme chinois » (*Spartacist* édition en français no 31, automne 1997) trace une continuité – bien que partielle – entre le stalinisme et les « Thèses générales sur la question d'Orient » en disant que c'était une descente en pente raide « entre ces impulsions opportunistes exprimées au quatrième congrès du Comintern révolutionnaire et la politique de trahison catastrophique pleinement développée que Staline et Boukharine mirent en œuvre par la suite en Chine ». Cette position historique du spartacisme, c'est le monde à l'envers : la révolution permanente de Trotsky était absente du Comintern des premières années, tandis que la trahison de Staline y était en germe au IVe Congrès !

Notre article argumentait de la façon suivante contre les Thèses du IVe Congrès :

> « Les Thèses envisageaient la possibilité d'un bloc ***politique*** avec le nationalisme bourgeois autour d'un programme minimum de revendications démocratiques. Elles avançaient implicitement un programme menchévique, étapiste, pour la révolution coloniale, la première étape étant une lutte démocratique contre l'impérialisme (le "front unique anti-impérialiste") ».

La « preuve » de cette « déviation menchévique » était, selon *Spartacist*, la phrase suivante des Thèses :

> « Le prolétariat soutient et arbore des revendications partielles, comme par exemple la république démocratique indépendante, l'octroi aux femmes des droits dont elles sont frustrées, etc., tant que la corrélation des forces qui existe à présent ne lui permet pas de mettre à l'ordre du jour la réalisation de son programme soviétiste » [passage cité ainsi dans *Spartacist*].

Cependant ce passage était directement précédé dans les Thèses des deux phrases suivantes insistant sur la nécessité de l'indépendance de classe :

> « Le mouvement ouvrier des pays coloniaux et semi-coloniaux doit, avant tout, conquérir une position de ***facteur révolutionnaire autonome*** dans le front anti-impérialiste commun. Ce n'est que si on lui reconnaît cette importance autonome et ***s'il conserve sa pleine indépendance politique*** que des accords temporaires avec la démocratie bourgeoise sont admissibles et même indispensables » (souligné par nous).

Quel que soit le nombre de fois où les Thèses du IIe et du IVe Congrès insistent sur la nécessité de l'indépendance de classe prolétarienne, l'idée même que les communistes s'engagent dans les luttes démocratiques – dans des alliances temporaires avec des forces nationalistes afin de leur



Ambassade de Russie en Türkiye

Mars 1922 : L'ambassadeur soviétique en Türkiye et Mustafa Kemal Atatürk (au centre, avec des cannes) pendant la guerre de libération. L'Union soviétique a soutenu la lutte pour l'indépendance de la Türkiye contre les impérialistes et leurs larbins grecs.

disputer la direction des masses laborieuses – représentait, à nos yeux, un détournement de la « question de classe », en d'autres termes une simple manœuvre menchévique.

Les « Thèses générales sur la question d'Orient » montrent clairement que, tant que la bourgeoisie nationale maintient son hégémonie sur la lutte de libération nationale, les communistes doivent chercher à conclure des accords temporaires avec elle – des fronts uniques anti-impérialistes – afin de démasquer, dans la lutte, ses hésitations et ses capitulations. C'est la seule façon d'enfoncer un coin entre d'un côté la classe ouvrière et les masses paysannes et, de l'autre, la bourgeoisie néocoloniale, et de montrer que les trotskystes sont non seulement les meilleurs, mais aussi les *seuls* combattants conséquents pour la libération nationale.

Afin de rallier les masses derrière la bannière communiste, le programme du Comintern défiait les directions bourgeoises et réformistes des luttes démocratiques. Mais le programme de la LCI au contraire consistait à dénoncer le nationalisme bourgeois dans les pays opprimés en le traitant simplement de réactionnaire. Certes, des groupes de gauche de toutes obédiences ont trahi la lutte pour la dictature prolétarienne en subordonnant les masses laborieuses à la bourgeoisie tout en invoquant le front unique anti-impérialiste. Mais notre rejet sectaire de cette tactique n'aide nullement à démasquer la bourgeoisie aux yeux des ouvriers et des paysans. En fait il consolide davantage encore la subordination des masses à la bourgeoisie en montrant que les « communistes » sont totalement insensibles à l'émancipation nationale, à la réforme agraire et autres questions démocratiques.

Les Thèses de 1922 polémiquent directement contre le programme et la méthodologie de la LCI :

> « Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de “défense” exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. »

C'est précisément cette justification que nous avons utilisée pour dénigrer les luttes de libération nationale au Québec, en Grèce, au Mexique, etc. La principale différence avec la citation ci-dessus est que, dans la plupart des cas, c'était à partir *des pays impérialistes* que nous faisions la leçon aux masses opprimées du monde néocolonial.

Le front unique anti-impérialiste était essentiel à l'époque, et il l'est toujours aujourd'hui dans tous les pays où la lutte de libération nationale est aux mains de la bourgeoisie. Pour que les communistes puissent briser l'emprise de la bourgeoisie sur la lutte, ils doivent gagner une influence décisive sur le prolétariat, la paysannerie et les couches inférieures de la petite bourgeoisie urbaine. Et pour cela, ils doivent non pas rester suspendus dans les airs, en marge de la lutte comme des critiques blancs comme neige, mais doivent se jeter dans la mêlée. Nous devons gagner de l'influence et du prestige dans la lutte nationale et démocratique contre la domination étrangère et cela ne peut se faire qu'en dévoilant aux masses les faiblesses, les carences et les trahisons de la bourgeoisie nationale. C'est cela le but du front unique anti-impérialiste : gagner les masses, préparer le terrain pour l'inévitable conflit ouvert avec la bourgeoisie nationale dans la lutte contre l'impérialisme mondial.

Trotsky contre la LCI sur la « dictature démocratique » de Lénine

Il y avait entre 1905 et 1917 une *identité fondamentale* entre la révolution permanente de Trotsky et la ligne stratégique de Lénine exprimée dans la formule de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », en ce sens qu'ils voyaient tous deux dans les tâches démocratiques non résolues – principalement la révolution agraire – la force motrice de la révolution russe à venir. En opposition aux menchéviks, ils reconnaissaient tous deux le caractère totalement réactionnaire de la bourgeoisie libérale, qui était toute prête à faire un compromis avec le tsarisme. Et ils arrivaient tous deux à la même conclusion révolutionnaire : la nécessité d'une direction prolétarienne de la lutte démocratique, à la tête de la paysannerie, en opposition à la bourgeoisie libérale. De plus, ils considéraient tous deux qu'il fallait une dictature des ouvriers et des paysans pour effectuer la révolution démocratique bourgeoise. C'est pour ces raisons que leurs lignes stratégiques convergeaient.



Bicanski / Getty

Athènes, juin 2015 : Grande manifestation peu avant le référendum sur le plan de l'UE pour affamer la Grèce. Il fallait un front unique anti-impérialiste pour démasquer Syriza, qui s'est vendu aux impérialistes malgré un vote massif pour le « non ».

La différence résidait dans le fait que Trotsky, analysant la position de classe de la paysannerie en tant que composante de la petite bourgeoisie hétérogène, soutenait qu'elle était incapable de jouer un rôle révolutionnaire indépendant : elle ne pouvait que suivre soit le prolétariat, soit la bourgeoisie. Lénine ne cessait d'expliquer le caractère singulier du rôle révolutionnaire du prolétariat, mais il laissait la porte ouverte à la ***possibilité*** du développement d'un parti paysan indépendant à la fois vis-à-vis du prolétariat et de la bourgeoisie. Il refusait donc d'établir a priori les formes concrètes que prendrait l'alliance indispensable des ouvriers et des paysans, les formes concrètes des institutions gouvernementales qui seraient issues de la révolution menée par ces deux classes. C'est là la seule distinction entre la formule de Trotsky, la dictature du prolétariat soutenue par la paysannerie, et la formule ***algébrique*** de Lénine.

Comme Trotsky lui-même l'a expliqué rétrospectivement dans *La révolution permanente*, ces deux formules étaient des ***pronostics*** qui avaient besoin d'être vérifiés par l'histoire. C'était une différence de nuances dans la tendance révolutionnaire du marxisme russe. L'irruption du processus révolutionnaire en février 1917 résolut l'équation ***une fois pour toutes***, révélant à Lénine la dynamique réelle des classes. La formule algébrique était dépassée. Pour faire avancer les intérêts des ouvriers et des paysans, il fallait substituer l'arithmétique à l'algèbre. « Aucun soutien au Gouvernement provisoire ! », « Tout le pouvoir aux soviets ! », « À bas les dix ministres capitalistes ! » : ces mots d'ordre devinrent ceux de la lutte pour la dictature du prolétariat soutenu par la paysannerie.

La formule de Lénine n'était pas un dogme mais un appel à l'action : l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans pour une lutte sans merci non seulement contre l'autocratie et la noblesse terrienne mais aussi contre la bourgeoisie libérale – la nécessité d'une dictature des classes révolutionnaires issue d'une insurrection victorieuse. On ne peut pas séparer la ligne stratégique de Lénine de son combat pour construire le Parti bolchévique, le parti le plus révolutionnaire de l'histoire. La ***véritable*** divergence programmatique entre Lénine et Trotsky ne portait pas sur les perspectives de la Révolution russe mais précisément sur la question du parti, sur l'unité avec l'opportunisme. Trotsky avait certes fait un pronostic brillant, mais il passa des années à essayer de réunifier les bolchéviks et les menchéviks. Une fois qu'il eut compris ce problème, il n'y eut, pour reprendre la formule de Lénine, pas de meilleur bolchévik que Trotsky.

La bataille de Lénine au sein du Parti bolchévique, codifiée dans ses Thèses d'avril 1917 et dans ses « Lettres sur la tactique », pour réarmer le parti en abandonnant la formule algébrique ***dépassée***, découlait de ***sa propre*** ligne stratégique, et ***non*** de la répudiation de celle-ci. Lorsque les staliniens avancèrent à nouveau le mot d'ordre de la « dictature démocratique », qu'ils exhumèrent des « archives des curiosités prérévolutionnaires "bolchéviques" » auxquelles l'avait relégué Lénine en 1917, c'était pour couvrir le fait qu'ils avaient subordonné le Parti communiste de Chine au Guomindang bourgeois. La trahison stalinienne de la Révolution chinoise de 1925-1927 était ***l'exact opposé*** de la ligne stratégique de Lénine ; c'était du pur menchévisme.

Notre Déclaration de principes internationale affirme, en contradiction explicite avec tout ce que Lénine et Trotsky


L.Y. Leonidov

Lénine et Trotsky, architectes de la révolution d'Octobre, à l'occasion de son deuxième anniversaire sur la place Rouge.

ont écrit sur le sujet, que la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » de Lénine était un « mot d'ordre défectueux qui projetait un État défendant les intérêts de deux classes différentes » et qui aurait dû être « rejeté de manière explicite » par les bolchéviks (*Spartacist* édition en français n° 32, printemps 1998). Voilà encore une dénonciation sociale-démocrate de Lénine, renonçant à l'alliance entre les ouvriers et les paysans et en fait renonçant au gouvernement soviétique des premiers temps qui incarnait cette alliance. Cela revient à transformer ***la révolution d'Octobre elle-même*** en sa caricature.

Nous ne pouvions opposer Lénine à Trotsky avant 1917 ***que*** sur la base d'une perversion de la révolution permanente, transformant ainsi le trotskysme en divagations sociales-démocrates à la Serrati ou Levi, en renonçant à la centralité de la lutte démocratique. Voilà les implications réactionnaires de notre ligne. Le levier fondamental d'Octobre était avant tout la ***question agraire***. Le nouveau gouvernement soviétique ***défendit effectivement*** les intérêts des ouvriers et des paysans en déclenchant la guerre des paysans sous la direction du prolétariat. Si elle n'avait pas défendu les intérêts de la paysannerie, la dictature n'aurait pas duré un seul jour. Trotsky avait fait cette mise en garde dans *La révolution permanente* : « Il faut le considérer [Lénine] d'un point de vue léniniste et non du point de vue des épigones. » Évoquant la « dictature démocratique », Trotsky soulignait :

> « Le mot d'ordre bolchevique s'est réalisé effectivement, non comme une illusion sémantique, mais comme la plus grande réalité historique. Mais il s'est accompli ***après le mois d'octobre***, et pas avant. La guerre paysanne, pour se servir d'une expression de Marx, a soutenu la dictature du prolétariat. Grâce à Octobre, la collaboration des deux classes fut obtenue sur une gigantesque échelle. Chaque paysan ignorant a senti et compris alors, même sans les commentaires de Lénine, que le mot d'ordre bolchevique s'incarnait dans la vie. Et Lénine lui-même a considéré cette révolution, la révolution d'Octobre, dans sa première étape, comme la véritable révolution démocratique et, par conséquent, comme la véritable incarnation, bien que modifiée, du mot d'ordre stratégique du bolchevisme. » ■

Que mort et défaite avec le Hamas

Une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne

Supplément
10 octobre 2023

Soyons clairs sur deux choses. Premièrement, les Palestiniens subissent une oppression nationale brutale et des meurtres indiscriminés perpétrés par l'État d'Israël – ils ont absolument le droit de se défendre, y compris en utilisant la force. Deuxièmement, les meurtres délibérés de civils israéliens par le Hamas et ses alliés sont un crime abominable totalement contre-productif pour la lutte de libération palestinienne. Alors que la population de Gaza est aujourd'hui affamée et massacrée par l'Armée de défense d'Israël (ADI), il est urgent pour le mouvement ouvrier international de s'opposer à l'offensive israélienne. Mais pour que la lutte de libération palestinienne avance et soit victorieuse, elle devra emprunter une voie totalement différente de toutes les propositions existantes, que ce soit l'islamisme ou le nationalisme laïque. Ce qu'il faut, ce n'est pas la solidarité bon marché proposée par toute la bande des libéraux de gauche et des pseudo-socialistes, mais une voie révolutionnaire pour la libération palestinienne.

Comment vaincre l'État sioniste

Pour vaincre son ennemi, il faut exploiter ses points faibles et neutraliser ses points forts. La résilience de l'État d'Israël repose sur le fait que les millions de Juifs qui vivent à l'intérieur de ses frontières le considèrent comme la seule façon qu'ils ont de se défendre dans une région hostile. Tant qu'il en sera ainsi, les Israéliens se battront jusqu'à la mort pour défendre l'État sioniste. Cela faisait partie du plan des impérialistes depuis l'époque où la Grande-Bretagne avait décidé de soutenir le projet sioniste. Aujourd'hui les États-Unis et Israël assurent leurs intérêts au Moyen-Orient en violant les droits nationaux du peuple palestinien et en entretenant un état d'hostilité permanente entre Juifs et musulmans. La combinaison d'une population militarisée et du soutien impérialiste confère à l'État israélien sa force et son apparence d'invincibilité.

Mais cette construction est fragile et ne se perpétue que par la mentalité de forteresse assiégée entretenue par la bourgeoisie. Le point faible, c'est précisément qu'il s'agit d'un État théocratique militarisé, dirigé par une clique toujours plus extrémiste de fanatiques corrompus. Les travailleurs israéliens subissent la conscription, l'embrigadement religieux et des conditions de travail et de vie brutales. Toute résistance à cet état de choses est qualifiée de trahison envers les Juifs. Cette situation crée en Israël de profonds clivages raciaux, sociaux et politiques, qu'il faut exploiter pour briser l'État sioniste et libérer les Palestiniens.

La stratégie du *djihad* suivie par le Hamas ne fait rien de cela, et ne fait qu'accentuer encore les points forts d'Israël. En prenant pour cible des civils israéliens, le Hamas n'a réussi qu'à pousser tous les Israéliens à serrer les rangs derrière le gouvernement détesté de Nétanyahou, garantissant ainsi l'unité de toute la société derrière la riposte militaire sanglante contre Gaza. Dans ces conditions, une confrontation militaire n'apportera au peuple palestinien que la défaite et d'innombrables morts. Il n'y aura pas de victoire possible sans briser le lien entre les travailleurs juifs et leur bourgeoisie, et c'est impossible si l'on ne reconnaît pas le droit démocratique du peuple juif israélien à vivre en tant que nation en Israël/Palestine.

Les islamistes et les nationalistes palestiniens sont toujours coincés entre deux alternatives : soit diriger leur combat contre toute la population juive d'Israël, soit accepter une cohabitation avec l'État sioniste. Toutes les deux sont des impasses. La clé, c'est d'enfoncer un coin entre le peuple israélien et l'État théocratique. On ne peut le faire qu'avec une stratégie militaire et politique marxiste, basée sur la conception que le conflit entremêlé des classes et des nations ne pourra pas être résolu si l'on ne s'attaque pas à la propriété privée. C'est seulement à partir de là qu'il est possible d'élaborer un programme conforme aux intérêts à la fois des Palestiniens et de la classe ouvrière israélienne.

Prenons la question de la terre. Les Palestiniens veulent à juste titre sa restitution pour le crime historique dont ils ont été victimes. Dans le cadre des structures sociales existantes, c'est impossible à concilier avec le droit des Juifs à conserver la terre sur laquelle ils vivent souvent depuis plusieurs générations. Mais Israël, comme toutes les sociétés capitalistes, est extrêmement inégalitaire. La plus grande partie des terres et des biens sont contrôlés par une infime fraction de la population, tandis que la majorité peine à joindre les deux bouts. En expropriant cette couche parasitaire, il est possible à la fois de commencer à rendre justice aux Palestiniens et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs juifs.

Au niveau militaire, il faut exercer le maximum de pression sur l'ADI pour montrer à la société israélienne que l'oppression des Palestiniens a un coût insupportable. Tirer à l'aveuglette des roquettes sur les villes israéliennes ne fait que renforcer chez les soldats israéliens la volonté de se battre. La population palestinienne tout entière doit au contraire être mobilisée pour s'opposer à toute atteinte à son territoire et pour briser le siège de Gaza et de la Cisjordanie.

Mais la résistance armée ne peut pas à elle seule conduire à la victoire : il faut la combiner avec une perspective de lutte de classe à l'intérieur même d'Israël. Il faut pour cela lutter pour la libération économique des travailleurs, contre la discrimination raciale que subissent les Arabes et les Juifs non blancs et pour la séparation de la religion et de l'État. Il ***faut*** faire le lien entre ces luttes et le combat pour briser l'obstacle principal à tout progrès social : l'oppression des Palestiniens par Israël. La tâche prioritaire des révolutionnaires en Israël est précisément de lutter pour que le mouvement ouvrier prenne fait et cause pour la libération palestinienne et lutte contre les dirigeants ouvriers sionistes.

Il est crucial que la lutte de classe dans les villes soit aussi portée à l'intérieur de l'armée israélienne, dans la

perspective de la scissionner. L'ADI est majoritairement composée de conscrits qui sont obligés de faire leur service militaire. Si le service militaire n'est plus considéré comme vital pour la survie du peuple juif, si le coût de l'oppression du peuple palestinien devient trop important et si le conflit à l'intérieur d'Israël en arrive à un point de rupture, l'armée israélienne peut et va se fracturer.

Plus de 75 ans d'une histoire pleine de brutalités ont lié de façon inextricable le sort des Juifs israéliens et celui des Palestiniens. La libération de la Palestine nécessite de briser l'État sioniste, ce qui est impossible sans la libération de la classe ouvrière israélienne. Réciproquement, pour améliorer la situation économique, démocratique et sociale des travailleurs israéliens, et pour garantir leur existence même au Moyen-Orient, il faut mettre fin à l'oppression des Palestiniens, qui est le fondement même de l'État sioniste.

Comment vaincre l'impérialisme

Israël est soutenu par les États-Unis et par toutes les autres puissances impérialistes, comme on l'a vu à nouveau avec leur soutien inconditionnel à l'attaque contre Gaza. La libération des Palestiniens nécessite par conséquent une stratégie pour affronter et vaincre l'impérialisme au Moyen-Orient, et en fin de compte dans le monde entier. Mais les nationalistes en sont totalement incapables ; ils placent leurs espoirs dans l'ONU et la « communauté internationale » ou comptent sur les États arabes pour faire pression sur les États-Unis.

L'ONU est un nid de brigands impérialistes dominé par les États-Unis et les « grandes puissances », qui sont elles-mêmes responsables du dépeçage de la Palestine et de la perpétuation de son oppression. Le consensus parmi les impérialistes est totalement pro-Israël. Même s'ils négociaient un cessez-le-feu ou un accord de paix, cela refléterait nécessairement leurs intérêts, qui sont de maintenir l'État sioniste comme avant-poste dans la région. Toute stratégie reposant sur les brigands qui dominent le monde, qu'il s'agisse de celle de l'Organisation de libération de la Palestine ou de la campagne BDS (Boycott désinvestissement sanctions), ne peut qu'aggraver l'oppression de la Palestine et conduire à la défaite.

Quant aux États musulmans, de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban à l'Iran, ils ont des centaines de fois poignardé les Palestiniens dans le dos pour leurs propres intérêts opportunistes. Les cheiks, les dictateurs et les mollahs qui règnent sur le monde musulman ne « défendent » la Palestine que dans la mesure où cela concorde avec leurs propres objectifs économiques et militaires et renforce leurs propres positions. Toute stratégie liant la lutte de libération palestinienne à ces forces se terminera nécessairement par une trahison.

Ce qu'il faut, c'est une stratégie basée non pas sur la « communauté internationale » ou sur les dirigeants capitalistes de la région, mais sur la mobilisation de la ***classe ouvrière internationale*** contre toutes les puissances impérialistes et capitalistes. Ce qu'il faut, c'est une alliance des ouvriers et des paysans dans tout le Moyen-Orient pour chasser les impérialistes américains et libérer toute la région. Ceci inclut les travailleurs juifs, qui n'ont aucun intérêt à continuer à servir de pions des États-Unis. De plus, ceux qui luttent pour la cause palestinienne doivent construire un front international avec les organisations ouvrières américaines, britanniques, françaises et allemandes pour stopper les livraisons d'armes à Israël. Ce sont ces travailleurs qui transportent ces armes. Et leurs luttes sont la meilleure façon d'affaiblir l'impérialisme et de faire avancer la cause palestinienne.

Mais nous pouvons voir que ces alliés les plus sûrs sont ceux que rejettent les panislamistes et les nationalistes. En s'alliant aux dirigeants arabes, ils s'allient aux exploiteurs des masses arabes. Et on ne gagnera jamais les travailleurs américains et européens, y compris les travailleurs juifs, à une lutte menée sous la bannière de l'islamisme et pour la destruction de tous les Israéliens.

Les apologistes socialistes du Hamas

Après l'offensive du Hamas contre Israël le 7 octobre, les médias pro-israéliens ont lancé une campagne de propagande massive pour justifier la riposte militaire sanglante d'Israël et nier l'oppression des Palestiniens. Pour s'opposer à cette campagne, un certain nombre d'organisations se disant communistes ou socialistes, comme le Socialist Workers Party britannique ou le Parti communiste de Grèce, ont fait disparaître le fait que le Hamas a de façon criminelle pris pour cible des civils, au nom du droit de la Palestine à se défendre.

Avec ces prises de position, non seulement ils traînent dans la boue le nom du communisme en l'associant aux crimes du Hamas, mais ils acceptent aussi que le peuple palestinien continue à être dirigé par ces fanatiques islamistes assassins. Ces gens savent très bien que le Hamas n'apportera jamais la liberté aux Palestiniens, mais ça ne les empêche pas de garder le silence là-dessus, en raison de leur solidarité libérale bon marché.

Toute la stratégie du Hamas est de provoquer une forte réaction israélienne, ce qui revient à enfiler un gilet-suicide sur tout Gaza. Il faut sans équivoque défendre Gaza contre les représailles sanglantes d'Israël, tout en s'opposant en même temps à cette stratégie désastreuse.

Certains groupes de gauche comme Left Voice, la section américaine de la Fraction trotskyste [Révolution permanente en France], chuchotent à la fin de leur article que « nous sommes aux côtés de la résistance du peuple palestinien sans suggérer que nous partagerions la stratégie et les méthodes du Hamas, dont l'objectif est d'instaurer un État théocratique » (7 octobre). Ceci étant dit, rien de ce qu'ils écrivent ne vise à briser l'emprise du nationalisme et de l'islamisme sur la lutte de libération palestinienne. Comme la plupart de la gauche, ils jouent un rôle de supporters libéraux qui ne peuvent pas critiquer les groupes opprimés même quand on les conduit vers l'abîme.

Le rôle de la gauche pseudo-socialiste est d'autant plus méprisable que les Palestiniens ont terriblement, toujours plus besoin d'une voie viable pour conduire à leur libération. La marche des événements s'accélère, conduisant à un niveau de carnage et de réaction jamais vu depuis plusieurs décennies. Si les socialistes ne se battent pas pour une solution révolutionnaire à ce conflit, le désespoir croissant du peuple palestinien sera canalisé une fois de plus vers la réaction islamiste tandis que les Juifs seront poussés plus profondément encore dans les bras du sionisme. Cet affreux engrenage réactionnaire ne se bornera pas aux frontières d'Israël et de la Palestine mais se répandra beaucoup plus loin au Moyen-Orient et dans le monde entier. La tâche urgente des socialistes est de briser ce cycle infernal.

Défense de Gaza !
Israël, hors de Cisjordanie et du plateau du Golan !
Pour une fédération socialiste du Moyen-Orient !

La Révolution permanente & La libération des femmes

L'article suivant est basé sur un document de la camarade Kaur adopté à la Conférence internationale.

L'intensité de l'oppression des femmes dans les néocolonies provient du développement capitaliste retardataire causé par la domination impérialiste. C'est pourquoi persistent des pratiques socialement arriérées et précapitalistes qui ont été intégrées dans la vie moderne, par exemple la burqa dans l'islam, la dot dans de nombreuses cultures d'Asie du Sud, la *lobola* [prix de la fiancée] en Afrique australe et la mutilation génitale des femmes. Comme l'impérialisme bloque le développement social, c'est lui en fin de compte qui est responsable du maintien de ces pratiques. L'oppression des femmes et l'oppression nationale ont de ce fait une base matérielle commune. La lutte pour la libération des femmes dans les pays néocoloniaux est donc inséparable de la lutte pour la libération nationale. Il faut mener de front ces deux combats pour lutter pour la révolution sociale.



L.G. Brodaty

Affiche soviétique, 1918 : « Ouvrières, prenez vos fusils ! »

Il y a de nombreuses forces « anti-impérialistes » dans les pays néocoloniaux qui prétendent lutter pour la libération nationale mais qui, en fait, la minent à chaque étape. Les marxistes doivent s'opposer à ces forces et montrer que ce qu'elles offrent aux femmes est totalement réactionnaire. Nous nous battons pour lier la lutte contre l'oppression des femmes à la lutte de classe contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale, et nous luttons pour une direction communiste conformément aux « Thèses générales sur la question d'Orient » du Comintern de 1922, qui soulignent :

> « Seule une ligne révolutionnaire conséquente visant à faire participer les grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme dans l'intérêt de leur propre domination de classe peut amener les masses opprimées à la victoire » (notre traduction de l'allemand).

Cette perspective est totalement opposée à la Déclaration internationale de principes de la LCI, qui stipule :

> « Dans les pays à développement capitaliste retardataire, l'oppression aiguë et la dégradation des femmes est profondément enracinée dans la "tradition" précapitaliste et l'obscurantisme religieux. Dans ces pays, le combat contre l'oppression des femmes est ***par conséquent*** une force motrice de la lutte révolutionnaire » (souligné par nous).

Cette position est libérale pour deux raisons. Premièrement, nous avons révisé le marxisme en prétendant que c'est en raison de l'intensité de l'oppression dans les pays néocoloniaux que la lutte contre l'oppression des femmes est une force motrice de la lutte révolutionnaire. C'est faux. L'oppression des femmes est fondamentalement enracinée dans la propriété privée et constitue un moteur de la révolution ***partout***.

En affirmant qu'elle n'est une force motrice que dans les pays dépendants, la LCI faisait une distinction fondamentale entre l'oppression des femmes en Orient et en Occident. Nous avons enjolivé l'oppression des femmes en Occident en y faisant disparaître le rôle de la religion et nous avons capitulé devant les féministes libérales occidentales qui s'indignent de l'arriération de l'Orient et pour qui le summum de la libération des femmes c'est la démocratie bourgeoise dans les sociétés capitalistes avancées. Selon la position de la LCI, les tâches des communistes consistaient à lutter pour parvenir à l'égalité de la condition des femmes en Orient et en Occident. Cela nous alignait objectivement sur les forces « progressistes » qui prêchent des valeurs éclairées dans tout le tiers-monde pour sauver les « pauvres femmes », ce qui est justement la ligne des féministes pro-CIA pour justifier les interventions impérialistes en Afghanistan ! Cette approche remplaçait la lutte des classes comme source de progrès social par des moyens non prolétariens et compatibles avec les missions civilisatrices des ONG directement finan-

Femmes et Révolution

cées par les gouvernements impérialistes et politiquement alignées sur leurs priorités.

Deuxièmement, il est ***vrai*** que l'oppression des femmes dans les pays néocoloniaux est plus forte et trouve sa justification dans la religion et la tradition. Mais comme expliqué précédemment, le pillage impérialiste des pays dépendants est la principale raison de leur sous-développement et de la persistance de « l'arriération ». En insistant sur le fait qu'elle est « profondément enracinée dans la "tradition" précapitaliste », la Déclaration de principes fait disparaître la base matérielle de l'oppression des femmes en Orient, transformant la lutte pour la libération des femmes en une lutte contre des idées ***et non*** contre les rapports sociaux et les conditions matérielles qui en sont à l'origine. Il s'agit d'une perversion idéaliste du marxisme qui fait disparaître la ligne de classe. Comme l'écrivait Lénine :

> « Nous devons combattre la religion ; c'est l'a b c de ***tout*** le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut ***savoir*** lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon ***matérialiste*** la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite ; on ne doit pas l'y réduire ; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. »
>
> – « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », mai 1909



Touring Club Italiano/Getty



Paul Kagame

« Mission civilisatrice » impérialiste : Missionnaire dans le Basutoland colonial. Justin Trudeau sermonne les participants à un « petit-déjeuner de travail de haut niveau sur l'égalité de genre » au sommet de l'Union africaine de 2020.

Les sermons impérialistes libéraux alimentent les forces réactionnaires qui, sous couvert de s'opposer à l'impérialisme, lient toujours plus les opprimés à la « tradition ». Par exemple, l'ancien président sud-africain Jacob Zuma rétorquait aux libéraux qui s'opposaient à un projet de loi accordant plus de pouvoirs aux chefs traditionnels : « Résolvons nos problèmes africains de façon africaine, et non à la façon de l'homme blanc » (independantexpress.net, 2 novembre 2012). On peut comprendre pourquoi les masses sud-africaines rejettent la propagande civilisatrice libérale de leurs oppresseurs historiques. En faisant écho à cette propagande, la LCI permettait à des gens comme Zuma de se présenter comme les défenseurs incontestés de la nation.



De plus, faire de la libération des femmes principalement une lutte contre la religion et la tradition, c'est diviser la classe ouvrière et les masses rurales en fonction de qui a les meilleures ou les pires idées au lieu de les unir dans la lutte contre l'impérialisme et ses agents, ce qui est le seul moyen d'éradiquer la base matérielle des vestiges précapitalistes. Pour comprendre comment les sermons libéraux divisent, nous pouvons nous référer à ce que disait Lénine à propos de la lutte de Bismarck contre le parti catholique allemand :

> « Par cette lutte, Bismarck n'a fait que ***raffermir*** le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, ***en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques*** [souligné par nous], il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. »
>
> – « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion »

L'application de la révolution permanente à la libération des femmes signifie simplement qu'il faut lutter contre l'impérialisme et pour l'hégémonie de la bannière communiste en opposition aux féministes libérales, aux nationalistes bourgeois et à leurs suivistes de gauche. Notre tâche est de démontrer que toutes ces forces sapent et entravent la lutte contre l'impérialisme à chaque tournant et que, ce faisant, elles perpétuent la dégradation des femmes. Dans l'esprit de la lettre de Trotsky aux révolutionnaires sud-africains (« Le problème national et les tâches du parti prolétarien », 20 avril 1935), notre programme pour la libération des femmes dans les pays dépendants insiste sur les points suivants :

1) La question nationale et la question femmes coïncident quant au fond et c'est donc contre l'impérialisme et ses agents qu'il faut lutter.

2) Ces deux questions ne peuvent être résolues que par la voie révolutionnaire, par des méthodes de lutte de classe, en opposition aux sermons libéraux qui nourrissent la réaction.

3) La lutte contre l'oppression des femmes doit aboutir à la dictature du prolétariat, soutenue par les masses paysannes. ■



Porto Rico : Pour l'indépendance et le socialisme !

San Juan : Les Portoricains fêtent la démission en juillet 2019 du gouverneur US Rosselló et exigent qu'il parte avec les superviseurs de PROMESA.

Photo : Garcia/Bloomberg

L'article suivant est basé sur une motion présentée par la camarade Maxine et adoptée lors de la Conférence.

Manifestations de masse contre la mise en œuvre par les impérialistes américains de PROMESA [loi créant un conseil colonial de supervision financière], luttes contre la privatisation de l'électricité et de l'eau, ouragans dévastateurs, pandémie, résurgence du mouvement *independentista* : tout montre que les masses portoricaines ont un besoin criant d'une direction communiste armée d'un programme anti-impérialiste et dédiée à lutter pour l'indépendance et le socialisme.

Pourtant, la LCI a rejeté la lutte même pour l'indépendance portoricaine dans son programme depuis 1993. Le camarade Jim Robertson l'a justifié ainsi lors d'une présentation donnée en 1998 :

> « Parce que nous voulons combattre le chauvinisme racial aux États-Unis et le nationalisme dans l'île, nous recommandons fortement l'indépendance, mais nous la recommandons en étant conscients de la profonde ambivalence de la population. Donc, notre idée centrale c'est le ***droit*** à l'autodétermination. Alors que nous avons en effet une position pour l'autodétermination vu d'ici [aux États-Unis], à Porto Rico cela doit être la lutte pour le pouvoir ouvrier. Les ouvriers victorieux devront décider comment exercer leur autodétermination ouvrière, selon les circonstances dans le monde et dans les Caraïbes à ce moment-là. »
>
> – Cité dans « La bataille contre l'Hydre chauvine », *Spartacist* édition en français n° 43, été 2017

Soyons clairs. La classe ouvrière et les masses opprimées portoricaines veulent l'indépendance, mais elles ne veulent ***pas*** devenir encore plus pauvres. C'est la raison pour laquelle les masses boricua (portoricaines) ne votent pas en faveur de l'indépendance – non pas parce qu'elles sont « ambivalentes » vis-à-vis de l'indépendance, mais parce qu'elles voient à juste titre que l'appel nationaliste à l'indépendance sous le capitalisme annonce une intensification de la misère économique sous les mêmes maîtres. Au lieu d'apporter une réponse à cette crainte bien réelle, nous nous en sommes servis comme excuse pour abandonner la lutte pour l'indépendance.

suite page 70

Guerre des Malouines/Falklands : L'ennemi principal était l'impérialisme

Cleaver/AP ; encadrés : PA, Bettmann

L'aviation argentine coule le navire britannique *HMS Sheffield* le 28 mai 1982. À droite : La Première Ministre britannique Margaret Thatcher et le président américain Ronald Reagan.

La motion suivante, revue pour publication, a été adoptée par la Huitième Conférence internationale de la LCI.

La guerre des Malouines/Falklands de 1982 s'est déroulée dans le contexte d'une offensive impérialiste des États-Unis dans toute l'Amérique latine. Dans les années 1960, la classe ouvrière argentine avait mené des luttes explosives contre l'aggravation de l'exploitation impérialiste. La bourgeoisie argentine chercha divers moyens de contrôler la classe ouvrière et remit même Juan Perón au pouvoir (sans que cela ne résolve leur problème). Finalement elle eut recours en 1976 à une junte militaire. Dans le cadre de l'alliance anticommuniste dirigée par les États-Unis, la junte réprima le mouvement ouvrier combatif et mit en œuvre des réformes néolibérales avec l'aide des impérialistes.

En 1982, la junte alors dirigée par le général Galtieri envahit les îles Falklands, possession britannique, à un moment où le mécontentement et les manifestations ouvrières s'intensifiaient, et elle réussit à détourner la lutte contre Galtieri. La junte parvint à prendre la tête du sentiment anti-impérialiste qui motivait les manifestations. En même temps, l'invasion coïncidait avec les intérêts de la bourgeoisie argentine qui cherchait à réduire la présence britannique dans la région.

La Grande-Bretagne était une puissance impérialiste en déclin. Le gouvernement de Margaret Thatcher cherchait à la relancer en renforçant son alliance avec les impérialistes américains et en écrasant le mouvement ouvrier. Son gouvernement devint le fer de lance de réformes néolibérales en Grande-Bretagne et ailleurs, détruisant l'industrie britannique et subordonnant l'économie à la City de Londres qui repose sur l'exportation du capital financier. Pour les impérialistes britanniques, la guerre visait à défendre leur possession coloniale dans le cadre du maintien de leur rôle de grande puissance spoliatrice.

La victoire de l'Argentine aurait été dans l'intérêt de la classe ouvrière. En Argentine, elle aurait été un pas en direction de l'émancipation nationale et elle aurait affaibli le joug de l'impérialisme mondial. De plus, un coup porté aux impérialistes, qui poussaient à l'austérité néolibérale, aurait encouragé la lutte ouvrière et sociale, y compris contre la junte qui avait mis en œuvre ces attaques. La défaite de la Grande-Bretagne aurait ouvert à la classe ouvrière et aux opprimés la possibilité de renverser Thatcher et l'impérialisme britannique. La défaite de l'Argentine ne fit qu'intensifier le pillage du pays et, en Grande-Bretagne, elle renforça le gouvernement Thatcher en pleine offensive contre la classe ouvrière.

Cette conférence rejette la position réactionnaire que nous avions d'appeler à la défaite des deux camps. En ce qui concerne l'Argentine, nous affirmions :

> « Une victoire de la junte argentine dans cette guerre aurait été ***contraire*** aux intérêts des masses laborieuses argentines, renforçant les sentiments chauvins que Galtieri avait encouragés et manipulés afin de désamorcer une lutte de classe naissante. »
>
> – « Britain and Argentina: Between Some Rocks and Losing Face [Entre quelques cailloux et perdre la face] », *Workers Hammer* n° 220, automne 2012

En refusant de reconnaître que la lutte anti-impérialiste était la question centrale, notre ligne ne pouvait que renforcer l'influence des nationalistes au lieu de détruire les illusions qu'ils suscitaient. En rejetant la nécessité de donner une direction révolutionnaire à la lutte anti-impérialiste, nous l'avons laissée aux mains des nationalistes qui allaient forcément la trahir. Le moyen de conquérir les masses qui

suite page suivante

Porto Rico...

(Suite de la page 68)

Les communistes se battent pour l'indépendance de Porto Rico parce que c'est une colonie opprimée et que nous sommes contre l'oppression nationale, pas parce que notre point de départ est de « combattre le chauvinisme racial aux États-Unis et le nationalisme dans l'île ». Parmi les « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste », la huitième stipule :

> « Les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Le document de la Conférence internationale de la LCI de 2017 soutenait que nous avions eu tort de rejeter l'indépendance portoricaine dans notre presse et il affirmait que la lutte pour l'indépendance était une force motrice pour la révolution. Mais il affirmait aussi que la formulation du camarade Robertson citée ci-dessus « codifie à la fois notre posture anticoloniale […] ainsi que notre perspective de révolution permanente telle qu'elle s'applique à Porto Rico. »

C'était à la fois centriste et une déformation de la révolution permanente. Dans sa présentation, Robertson disait que nous « recommandons fortement l'indépendance » mais sans recommander que l'on ***lutte*** pour l'indépendance. Un de nos principaux arguments était qu'« en tant que léninistes, nous ne cherchons donc pas à leur imposer [aux Portoricains] notre point de vue en insistant qu'ils se séparent ; nous mettons plutôt l'accent sur le droit à l'autodétermination ». Cela établissait à tort que notre intervention dans le mouvement ouvrier portoricain devait être basée sur les « sentiments de la population » au lieu de partir d'une opposition de principe à l'oppression impérialiste.

Le rapport de Robertson de 1998 n'applique pas la théorie de la révolution permanente. Il affirme que, contrairement aux États-Unis où nous insistons sur l'autodétermination de Porto Rico, sur l'île même nous devons insister sur le « pouvoir ouvrier ». C'est opposer les tâches démocratiques à la nécessité d'une révolution socialiste, alors que ces deux combats vont ensemble. La seule façon d'avancer la révolution permanente à Porto Rico est de combiner la lutte pour l'émancipation nationale et la lutte pour le socialisme. C'est aussi la seule façon de couper court au chantage impérialiste qui menace Porto Rico d'une dévastation pire encore si l'île devait acquérir l'indépendance. En revanche, séparer les deux luttes, c'est trahir les aspirations nationales des masses, renoncer à la lutte anti-impérialiste et céder la direction du mouvement d'indépendance aux nationalistes.

La lutte pour l'indépendance est une force motrice pour la révolution à Porto Rico et elle peut être l'étincelle de la révolution dans toute la région. Pour le renversement révolutionnaire de l'impérialisme américain il faut une lutte commune du prolétariat américain et des masses portoricaines qui s'étende au reste des Caraïbes. Cela signifie-t-il que nous devrions appeler le prolétariat de l'île à attendre passivement que la révolution aux États-Unis se produise ? Non. La lutte pour l'émancipation nationale peut et doit se transformer en révolution socialiste et se poursuivre sans interruption. C'est sur cette base que nous luttons pour la révolution permanente à Boriquen et pour une fédération socialiste des Caraïbes.

Au lieu de défendre l'unité révolutionnaire sur la base de la lutte pour renverser l'impérialisme américain, la LCI cherchait l'unité basée sur l'internationalisme libéral en établissant que la tâche principale des travailleurs américains était de « combattre le chauvinisme racial aux États-Unis ». L'avant-garde du prolétariat unira la classe ouvrière non pas avec des leçons de morale mais en la menant dans une lutte commune contre l'impérialisme. Elle doit montrer comment les luttes défensives du prolétariat américain sont un aspect du combat, et celles des masses portoricaines et du reste des peuples d'Amérique latine pour leur émancipation en sont une autre. Au fur et à mesure de ces deux combats, ces travailleurs verront qu'il existe entre eux une alliance objective pour mettre fin à la tyrannie impérialiste américaine. Comme l'écrivait Trotsky :

> « Plus vite l'avant-garde prolétarienne américaine, en Amérique du Nord, du Centre et du Sud, comprendra la nécessité d'une collaboration révolutionnaire plus étroite dans la lutte contre l'ennemi commun, plus tangible et fructueuse sera cette alliance. Clarifier, illustrer, organiser cette lutte – c'est en cela que consiste l'une des tâches les plus importantes de la IVe Internationale. »
>
> – « L'ignorance n'est pas un instrument révolutionnaire », janvier 1939■

Malouines...

(Suite de la page 69)

se tournent vers le nationalisme, c'est de se battre pour gagner la direction de la lutte nationale.

Pour que le combat contre l'impérialisme soit victorieux, il faut une direction communiste. La seule manière de renverser l'impérialisme britannique dans cette guerre était une alliance des travailleurs argentins et britanniques pour lutter contre leur ennemi commun, l'impérialisme. Le nationalisme est un obstacle à cette lutte parce qu'il divise la classe ouvrière internationale. La bourgeoisie nationale limite la lutte contre l'impérialisme à ses propres objectifs et à ses propres méthodes, qui ne menacent pas fondamentalement la propriété privée, et elle rejette les mesures qui porteraient les coups les plus forts à l'impérialisme. L'Argentine ne se serait pas libérée simplement en expulsant la Grande-Bretagne de ces îles. Sa libération impliquait de répudier la dette impérialiste, de renverser les privatisations, d'en finir avec l'austérité, etc.

Tout ce qui améliore la position du prolétariat en lutte pousse la bourgeoisie nationale vers les impérialistes puisque le prolétariat représente une menace pour la domination de sa propre classe. La lutte pour l'émancipation de la nation et la lutte pour la libération sociale doivent avancer ensemble. La question décisive dans la guerre était d'utiliser la lutte anti-impérialiste comme levier pour faire avancer la révolution socialiste au niveau international.■

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

icl-fi.org • spartacist@spartacist.org • @SpartacistICL • Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartacist League of Australia

asp@exemail.com.au • (03) 9329 0275
@Aust_Spartacist
Spartacist ANZ Publishing Co.
PO Box 967, North Melbourne Vic 3051, Australie



A$5 / 3 issues • International rate: A$7

Spartacist League/Britain

workershammer@btconnect.com • 020 7281 5504
@WorkersHammer
Spartacist Publications
PO Box 42886, London N19 5WY, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER

£5 / 4 issues
Europe outside Britain and Ireland £7 • Other countries £9

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

spartakist@online.de • (0 30) 4 43 94 00
@spartakist_IKL
SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne



Abo (3 Ausgaben): € 3 • Auslandsabo: € 6

Ligue trotskyste de France

ltfparis@hotmail.fr • 01 42 08 01 49
@leBolchevik_LTF
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10, France



4 numéros : 4 € • Hors de France : 6 €
Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L

Τροτσκιστική Ομάδα της Ελλάδας
Groupe trotskyste de Grèce

spartacist@hotmail.com • 693 069 4112
@toe_icl
Τ.Θ. 8274, Τ.Κ. 10210, Αθήνα, Ελλάδα
Box 8274, Athènes 10210, Grèce



Συνδρομή 2 € / 4 τεύχη

Lega trotskista d'Italia

red_sp@tin.it • 02 9163 7755
Spartaco, Ufficio Milano Cordusio
Casella postale 430, 20123 Milano (MI), Italie



Abbonamento a 4 numeri: € 5
Europa: € 6 • Paesi extraeuropei: € 8

Grupo Espartaquista de México

elantiimperialista@protonmail.com
@GEM_LCI • GEM.LCI
Escribe sólo: Ángel Briseño, Apdo. Postal 006
Admón. Postal 13, CP 03501, Ciudad de México, Mexique



Méx. $40 / 4 núms • Am. Lat.: Méx. $80 • Otros: US$6 o 6 €

Ligue trotskyste au Québec et au Canada/ Trotskyist League in Quebec and Canada

republique.ouvriere@gmail.com
tl.workerstribune@gmail.com
(514) 728-7578 • République ouvrière • @Rep_Ouvriere
Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3H8, Canada

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

3 numéros : 5 $Cdn • Prix international : 10 $Cdn

WORKERS TRIBUNE

3 issues: Cdn$5 • International price: Cdn$10
Chèques à l'ordre de / Pay to: Les Éditions collectives

Spartacist/South Africa

spartacist_sa@yahoo.com • Voicemail: 088-130-1035
AmaBolsheviki Amnyama • @AmaBolsheviki
Spartacist, P.O. Box 61574
Marshalltown, Johannesburg 2107, Afrique du Sud



R10 / 4 issues • International rate: R20

Spartacist League/U.S.

vanguard@tiac.net • (212) 732-7860
@WorkersVanguard
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

US$5 / 10 issues • International: US$15 / 10 issues



En défense de la révolution permanente

Pour une direction communiste de la lutte anti-impérialiste !

Photos : Joe/AFP ; en bas : Basil Blackwell, Inc.

Grève des mineurs sud-africains à Marikana en 2014. En bas : Le dirigeant bolchévique Léon Trotsky, qui a élaboré le programme de la révolution permanente, s'adresse à des soldats de l'Armée rouge en 1920.

QU'EST-CE QUE LA RÉVOLUTION PERMANENTE ?

Le document suivant a été adopté par la Huitième Conférence internationale de la LCI.

L'époque de l'impérialisme se caractérise par la division du monde entre d'une part un grand nombre de pays opprimés et d'autre part une poignée de pays oppresseurs qui les dominent économiquement et militairement. La situation mondiale actuelle est caractérisée par l'hégémonie de l'impérialisme américain qui, en alliance avec les autres puissances impérialistes (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Japon), asservit l'énorme masse de la population mondiale grâce à l'exportation du capital financier. L'époque des empires coloniaux, marquée par le pillage ouvert et sans fard des colonies, a fait place au pillage de pays formellement indépendants mais qui sont en fait des néocolonies ou des États dépendants, maintenus en esclavage par le chantage économique et militaire des « grandes » puissances.

Dans la plupart des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, ce n'est pas la bourgeoisie nationale, mais les impérialistes qui dirigent et dictent tous les aspects de la vie économique et politique, empêchant leur

suite page 43